

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 1597 - 4.50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MERCREDI 31 JUILLET 1985

LES RELATIONS EST-OUEST DIX ANS APRÈS HELSINKI

Départ manqué

A la veille de l'anniversaire des accords d'Helsinki et des rencontres Est-Ouest de l'automne, Moscou comme Washington se lancent dans une course aux propositions alléchantes pour démontrer leur bonne volonté. Mais ce départ est plutôt manqué : tandis que le numéro un soviétique annonce qu'il arrête tout essai nucléaire jusqu'en 1^{er} janvier 1986 et demande à M. Reagan d'en faire autant, ce dernier l'invite à venir inspecter les essais américains. Et chacune des deux capitales a rejeté avec un bel ensemble et sans tarder les propositions de l'autre.

Il est vrai que rien de tout cela, comme on l'a d'ailleurs admis aussi bien à Washington qu'à Moscou, n'est nouveau. Dans son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 1984, le président des États-Unis avait déjà proposé l'échange d'observateurs lors des expériences nucléaires. La diplomatie soviétique a demandé à plusieurs reprises dans le passé, et encore en avril dernier, d'arrêter tous ces essais. Les initiatives de ces derniers jours ne sont donc que la transposition unilatérale des mêmes propositions : chaque capitale annonce qu'elle met les siennes en pratique sans attendre de contrepartie de l'autre, au moins pour un temps.

Tout comme l'arrêt pour six mois du déploiement des SS 20 annoncé en avril, le gel des essais nucléaires soviétiques pour un peu moins de cinq mois n'a qu'un intérêt limité, surtout s'il est vrai que l'URSS vient de procéder, comme on l'affirme à Washington, à une série de tirs nucléaires plus importante que d'habitude. On peut rappeler à cet égard le précédent de 1958, lorsque Khrouchchev avait annoncé, après une série massive d'explosions, un moratoire analogue mais non limité dans le temps. Ce moratoire avait été rompu trois ans plus tard, en 1961, par le même Khrouchchev, sous le prétexte de la crise de Berlin, que le bouillissant leader soviétique avait lui-même provoqué.

Il est vrai que l'URSS est prête à s'abstenir d'essais nucléaires même l'an prochain, à condition que les États-Unis arrêtent aussi les leurs. Mais cette proposition nous ramène à un vieux problème non réglé depuis le traité bannissant les expériences nucléaires dans l'atmosphère, signé en 1963 : celui du contrôle des essais souterrains. En 1974, Washington et Moscou avaient signé un traité interdisant les explosions souterraines d'une puissance supérieure à 150 kilotonnes. Ce traité n'a jamais été ratifié, même si, comme pour le traité SALT 2, les deux puissances en respectent en gros les termes.

Washington estime en tout cas qu'un contrôle mutuel est nécessaire pour les essais de très faible puissance. Moscou a semblé admettre cet argument en acceptant, il y a quelques années, le principe d'une vérification sur place dans des cas limités, et de préférence par des moyens automatiques (les « boîtes noires »). Mais en réalité personne — et notamment pas la France — ne semble très désireux de se passer de tests fort utiles pour la modernisation et la miniaturisation des arsenaux nucléaires.

Les propositions des derniers jours n'ont donc sans doute pas très loin. Il est malgré tout préférable que les superpuissances rivalisent sur le plan des initiatives pacifiques, même verbales, plutôt que dans les polémiques encore plus futiles d'un passé récent.

Washington et Moscou rejettent mutuellement leurs propositions sur les essais nucléaires

Alors que les ministres des affaires étrangères des pays participant à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) célèbrent ce mardi 30 juillet dans le capitol finlandais le dixième anniversaire de l'Acte final d'Helsinki, Soviétiques et Américains ont formulé des propositions contradictoires, que chacune des deux grandes puissances s'est empressée de rejeter.

Washington juge qu'il n'est pas de son intérêt d'accepter un moratoire total sur les essais nucléaires, à l'instar de l'URSS, qui a annoncé une suspension unilatérale de ses expériences à partir du 6 août et jusqu'à la fin de cette année. De son côté, l'agence Tass a implicitement rejeté une offre du président américain invitant l'URSS à envoyer des observateurs aux prochains essais nucléaires américains dans le Nevada.

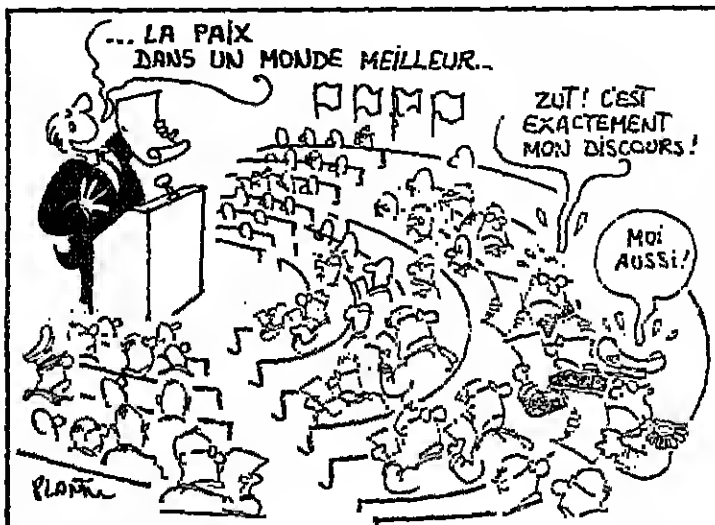
A défaut de paix...

par ANDRÉ FONTAINE

Il y a aussi un article 1 (a) I qui interdit « toute intervention, directe ou indirecte » dans les affaires intérieures des autres. L'œuvre n'en était pas stérile que l'URSS signait avec la RDA un traité d'amitié lui reconnaissant le droit d'intervenir chez sa protégée, au besoin sans l'accord de celle-ci, pour peu que les

« conquêtes du socialisme » y fussent menacées. Quant aux États-Unis, ils ne se sont guère privés depuis lors de dire, par la bouche de leurs présidents, vice-présidents, secrétaires d'État et ambassadeurs successifs, tout le bien qu'ils ne pensaient pas de la présence de communistes, ou de l'éventualité de cette présence, dans le gouvernement de tel ou tel pays alié.

(Lire la suite page 3.)



LA FILIÈRE SRI-LANKAISE, PRINCIPAL FOURNISSEUR D'HÉROÏNE DE L'EUROPE

Les O.S. de la drogue

par LAURENT GRELSAMER

Par une nouvelle filière en provenance de l'île de Sri Lanka, située au sud-est de l'Inde, quelque 1 500 kilos d'héroïne ont été introduits en Europe de l'Ouest l'année dernière. Les patrons de ce trafic, qui a parfois des résonances politiques, sont devenus en quelques mois les principales cibles des polices européennes : en effet, la filière sri-lankaise est en passe de supplanter ses concurrentes.

Ils ne savent rien. Ils ne savent jamais rien. Le regard vide, assis devant les spécialistes de la lutte

antidrogue, ils ne font que répéter leurs noms de famille : Raja Dural Prapacaran ou Sella Pussaghen-tin. Des patronymes souvent aussi faux que leurs passeports. Ils risquent une peine d'emprisonnement de vingt ans (au maximum), mais n'y pensent pas, la tête encore à Sri Lanka, parmi les leurs : la communauté tamoule. Ce sont les O.S. du plus impressionnant des trafics de drogue actuels, une filière « dure », spécialisée dans l'exportation de l'héroïne.

L'alerte est récente, très récente. Aux frontières des pays européens, policiers et douaniers essaient de jouer les filets de sécurité. Quatre Sri-Lankais viennent d'être arrêtés à Barcelone et à Las Palmas (archipel des Canaries). Les Espagnols ont saisi 6,5 kilos d'héroïne : un butin d'environ 50 millions de francs. Idem à Marseille. Un jeune en provenance de Tunis — ville de transit — a été pris avec 3 kilos de poudre. « Il n'a bien sûr rien dit », souligne un enquêteur. C'est un passeur. Il savait seulement qu'il devait se rendre à Paris.

Ce sont des kamikazes. Ils ont entre vingt-cinq et trente ans et débarquent dans les aéroports avec des « colis » dont le poids est un défi. L'O.S. de la filière sri-lankaise livre facilement des cargaisons de plusieurs kilos. Cela peut monter à 5, 6 et même s'élever jusqu'à 10 kilos. Le kilo est l'unité de mesure minimale.

Ces O.S. ne sont pas des détaillants, mais des demi-grossistes, de véritables coolies. Le poids et le volume de leur marchandise sont tels qu'ils imposent des techniques de camouflage classique. En tête du hiérarchie de leurs panoplies, la valise à double fond. Il s'agit, le plus souvent, d'un attaché-case ou d'une petite valise munie d'un système de clé double d'un code.

En deuxième position, arrivent les préservatifs masculins, méthode lancée il y a plusieurs années par les

Guadeloupe : soulagement Nouvelle-Calédonie : accrochage

Tandis que toute la Guadeloupe est soulagée après la mise en liberté, sous contrôle judiciaire, du militant indépendantiste Georges Faisans, qui a quitté lundi soir la prison de Fresnes (lire en page 7 le reportage de Philippe Baggio), un net regain de tension est perceptible sur la côte est de la Nouvelle-Calédonie. C'est miracle si de nouveaux incidents, qui ont opposé à Thio, lundi 29 juillet dans la soirée, les gendarmes et des militants du FLNKS, n'ont fait que quelques blessés légèrement atteints.

Dynamite à Thio

De notre correspondant

Nouméa. — Le village minier de Thio a retrouvé son air des mauvais jours. Les blindés de la gendarmerie sont de retour et les activités industrielles ont cessé, signe d'une tension nouvelle.

Il était 20 heures lundi soir 29 juillet (11 heures à Paris) quand une vingtaine de gendarmes territoriaux et de gendarmes mobiles ont voulu effectuer une perquisition dans la tribu de Saint-Philippe-11 pour tenter d'arrêter un jeune Mélanésien, Maurice Moindou, auteur présumé de l'assassinat d'Yves Tual, ce broussard européen de dix-sept ans abattu d'un coup de fusil le 10 janvier dernier près de Bouloupari. Depuis six mois, les caloches réclament sans relâche l'arrestation du meurtrier, mais celui-ci reste in saisissable, protégé par le clan Moindou qui régit sur la tribu de Saint-Philippe, l'une des plus combattives du territoire.

L'opération de gendarmerie a mal tourné, une nouvelle fois les gendarmes ont raïé leur homme de quelques secondes et ils ont été attaqués à coups de sabre d'abattis et de hache par les Canaques embusqués dans les fourrés. Il s'en est fallu de

peu qu'ils ne soient touchés, et seuls plusieurs tirs de grenades lacrymogènes et offensives leur ont permis de se dégager rapidement. Deux Mélanésiens ont été légèrement blessés par des éclats de grenade.

Mais un peu plus tard, le cantonnement de gendarmes mobiles, situé à Thio-Mission, entre les tribus de Saint-Philippe-1 et 11, était attaqué à coups de fusil et surout, pour la première fois, à coups de bâtons de dynamite. Cette agression a provoqué une riposte modérée des gendarmes : un pistolet mitrailleur lâchant cette fois deux courtes rafales. Il n'y a pas eu de blessés ni d'un côté ni de l'autre. Mais l'explosion des bâtons de dynamite a creusé dans le sol des cratères de 30 centimètres. « Heureusement qu'ils ne savent pas les faire exploser à 1 mètre du sol, a commenté un gendarme, sinon nous aurions des morts ».

Immédiatement après, un barrage était dressé par les militants du FLNKS sur la route face à la tribu « visitée ».

FRÉDÉRIC RILLOUX.
(Lire la suite page 7.)

Le Monde

MÉDECINE

Les Français et la procréation artificielle

Parviendra-t-on à maîtriser les problèmes juridiques et à concilier à la fois les intérêts de l'enfant et ceux des adultes ?

(Lire page 9 les articles de JEAN-YVES NAU et de la psychanalyste GENEVIÈVE DELAISI DE PARSEVAL et les points de vue de MINOU AZOULAI et d'ALFRED SPIRA.)

La phobie des vipères

Mille à deux mille Français sont mordus chaque année. Que faire pour ne pas céder à une panique souvent injustifiée

(Lire page 10 les articles de D^r ESCOFFIER-LAMBIOTTE et d'ÉLISABETH GORDON.)

LIRE

5. AFRIQUE DU SUD

Les travailleurs étrangers menacés d'expulsion.

8. FAITS DIVERS

Les policiers gangsters jouent et perdent.

12. CULTURE

Les digressions de Bernard Frank.

13. COMMUNICATION

L'impossible contrôle des radios locales.

17. ÉCONOMIE

Trith-Saint-Léger : rupture consommée entre la CGT et la CFDT.

étranger

LE X^e ANNIVERSAIRE DE L'ACTE FINAL D'HELSINKI

La rencontre Shultz-Chevardnadze pourrait être davantage qu'une simple prise de contact

Helsinki. - Les trente-cinq ministres des affaires étrangères de tous les pays d'Europe (à l'exception de l'Albanie), des Etats-Unis et du Canada, ont réuni à Helsinki, à partir de ce mardi 30 juillet, et jusqu'au 1^{er} août, le dixième anniversaire de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). La réunion a été ouverte officiellement dans la matinée par le président de la République finlandaise, M. Mauno Koivisto. Elle devait reprendre dans l'après-midi avec, notamment, les interventions des représentants soviétique, américain et français.

Les très brèves déclarations faites par les différents ministres à leur arrivée dans la capitale finlandaise paraissent indiquer que les conversations vont se dérouler sans trop d'écarts, mais qu'il se peut que s'attende pour autant à des résultats spectaculaires. Les organisateurs estiment qu'être parvenu à réunir tous les pays signataires pour cette cérémonie, dans l'atmosphère politique internationale actuelle, est sinon un tour de force, du moins un succès non négligeable. Ils représentent l'absence du secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, alors que son prédécesseur, M. Waldheim, avait assisté à toutes les étapes importantes du processus de la CSCE.

Les Finlandais ne cachent pas qu'ils souhaiteraient que les participants se mettent d'accord sur un communiqué commun à l'issue de cette réunion du dixième anniversaire.

De notre envoyé spécial

saire, mais ils reconnaissent que la tâche sera difficile. Jusqu'à présent, seuls l'Union soviétique et les pays de l'Est ont fait savoir qu'ils étaient favorables à la signature d'un tel document final. Les délégations sont avant tout rassemblées pour fêter un anniversaire, réaffirmer des grands principes et reconstruire d'autres délégations, afin de régler éventuellement quelques litiges. A la tribune du Palais Finlandais, où se tient la conférence, chaque chef de délégation dispose de vingt minutes au maximum pour faire le point sur les «accords» d'Helsinki. Les rencontres bilatérales, ou des membres de diverses organisations multinationales, en marge de la conférence, seront nombreuses. Les pays de l'Alliance atlantique se réuniront par exemple jeudi, et les Dix de la Communauté européenne feront de même pour discuter de la situation en Afrique du Sud et des sanctions à prendre contre l'apartheid.

Décontracté, de très bonne humeur et content de venir pour la première fois « admirer la Finlande », le nouveau chef de la diplomatie soviétique, M. Chevardnadze, vedette incontestée de cette réunion qui est sa première apparition officielle à l'Ouest, a indiqué dans une brève allocution à l'aéroport qu'il voulait utiliser « tout le potentiel de l'Acte final d'Helsinki » pour parvenir à une amélioration radicale du climat politique international. Le

successeur de M. Gromyko ne s'est pas contenté de faire distribuer une « déclaration » à la presse, il a aussi accepté en souriant de répondre inopinément aux questions de quelques journalistes à sa descente d'avion. Ce style inhabituel a un peu surpris. Il n'a cependant pas voulu donner de détails sur sa rencontre attendue le 31 juillet avec son homologue américain M. George Shultz. A son arrivée, celui-ci a insisté sur la question des droits de l'homme, et assuré que les Etats-Unis, de même que les démocraties occidentales, ne feraient pas de concessions sur ce point.

En principe, la réunion d'Helsinki devait être l'occasion d'une simple prise de contact entre le secrétaire d'Etat américain et le nouveau dirigeant de la diplomatie soviétique. Mais il n'est pas exclu que cette rencontre prenne la forme d'une véritable séance de négociations entre les représentants des deux superpuissances, éventuellement sur la question des essais nucléaires. Les principaux protagonistes des pourparlers de Genève sur la limitation des armements, ainsi que plusieurs experts de Washington et de Moscou, font en effet partie des délégations présentes dans la capitale finlandaise. Pour sa part, le ministre français des relations extérieures, M. Roland Dumas, qui a réouvert ce mardi ses collègues finlandais et turcs, s'entretiendra pendant encore une heure, mercredi matin avec M. Chevardnadze.

ALAIN DEBOVE.

M. Gorbatchev a annoncé une suspension des essais nucléaires jusqu'au 1^{er} janvier prochain

Le secrétaire d'Etat américain : « Un moratoire ne serait pas dans notre intérêt »

Les deux propositions relatives aux essais nucléaires que les deux superpuissances ont échangées ces dernières quarante-huit heures ont été révélées, lundi 29 juillet, et d'abord de source américaine, sans qu'il soit possible néanmoins d'établir un lien entre elles.

La première en date, annonçant un arrêt unilatéral des essais nucléaires soviétiques, était contenue dans un message personnel de M. Gorbatchev remis dimanche 28 juillet au président Reagan. Selon la version qu'en a donnée lundi soir l'agence Tass, le secrétaire général du PC soviétique y déclarait notamment :

« Désireux de contribuer à la cessation de la dangereuse compétition dans l'accroissement des armements nucléaires et de donner un bon exemple, l'Union soviétique a volontairement décidé de cesser toutes les explosions nucléaires à partir du 6 août prochain (...). Nous appelons le gouvernement des Etats-Unis à cesser également ses explosions nucléaires à partir de cette date, qui est célébrée dans le monde entier comme la journée de la tragédie d'Hiroshima (...). Notre moratoire sera maintenu jusqu'au 1^{er} janvier 1986, mais il restera en vigueur plus longtemps si les Etats-Unis obtiennent de leur côté de procéder à des explosions nucléaires. »

La Maison Blanche avait fait connaître dès lundi après-midi cette initiative soviétique, tout en la retenant. Un haut fonctionnaire américain déclarait à Washington que « l'historique des offres de moratoire soviétiques ont été faites dans un but de propagande ». Il rappelait le moratoire annoncé en avril par M. Gorbatchev, mais non observé, selon Washington, sur le déploiement des missiles soviétiques SS-20, et indiquait enfin qu'un « accord significatif » des essais nucléaires avait été relevé ces dernières semaines. M. Shultz, secrétaire d'Etat, représentait les mêmes armes dans une déclaration faite au cours de sa déclaration lundi soir. « Nous estimons, a-t-il dit, qu'un moratoire, actuellement,

sans les moyens adéquats de vérification, ne serait pas dans notre intérêt. »

Interrogé également à Helsinki, un porte-parole soviétique, M. Lomeiko, a dit voir dans ce refus américain l'illustration d'une « absence de volonté politique » de la part de Washington. Il a affirmé qu'un tel moratoire est « parfaitement vérifiable par les moyens techniques nationaux », c'est-à-dire sans accord spécial entre puissances.

Le même jour M. Reagan avait fait remettre à Moscou un message personnel adressé à M. Gorbatchev traitant des relations soviéto-américaines en général et invitant notamment l'URSS à envoyer des

observateurs aux prochaines expériences américaines dans le Nevada. Commentant cette proposition, M. Speakes, porte-parole de la Maison Blanche, n'a pas précisé la date de ces prochaines expériences, mais il a indiqué que les experts soviétiques pourraient « apporter tout instrument pour mesurer la puissance de cet essai ». L'agence TASS n'a pas tardé à répondre à cette proposition américaine en déclarant, dans une dépêche datée de Washington, que celle-ci « ne contient rien de nouveau et poursuit l'unique but de détourner l'attention du public de la réticence du gouvernement américain à parvenir à un accord sur la limitation de la course aux armements ». — (AFP, AP.)

Andrei Sakharov au soleil de Gorki

Andrei Sakharov va bien. C'est du moins ce que cherchent à démontrer les autorités soviétiques, qui ont fait parvenir au quotidien ouest-allemand Bild Zeitung un nouveau film vidéo où l'on peut voir l'académicien quitter l'hôpital de Gorki, faire ses adieux à son médecin, embrasser son épouse Elena Bonner — présente, d'autre part, faisant son marché et en promenade sur les bords de la Volga — et se rendre finalement en sa compagnie dans un cinéma de la ville. Les images sont datées du 11 juillet.

On a pu les voir à Paris lundi soir, 29 juillet, sur Antenne 2, et si Andrei Sakharov, qui est âgé de soixante-quatre ans, apparaît voûté et fatigué, du moins est-il vivant, souriant à l'occasion et capable de se déplacer par ses propres moyens. Le mois dernier déjà — toujours par l'intermédiaire du Bild Zeitung, un film était parvenu au Occident montrant le Prix Nobel de la paix dans son lit d'hôpital. L'académicien est, cette fois, toute différente : dans les rues ensolées de Gorki, l'académicien et sa

famille font presque figure de touristes en vacances... Ce n'est évidemment pas tout à fait la réalité. Andrei Sakharov reste assigné à résidence loin de son domicile normal, et son contact avec le monde extérieur lui demeure interdit. Si, à la veille du dixième anniversaire de la conférence d'Helsinki, les Soviétiques ont voulu accomplir un geste « de bonne volonté », celui-ci est pour le moins ambigu. Tout ce qui est démontré, c'est que Sakharov n'a pas succombé aux traitements qui lui ont été infligés. Pour la resta, la KGB — même si elle lance aujourd'hui dans la commerce des bandes vidéo — le maintient sous bonne garde. C'est peu pour tous ceux qui réclament la liberté pour l'un des savants les plus éminents de son temps, sur lequel ne pèse aucune inculpation spécifique. Ce n'est certes pas assez, en tout, car pour que M. Gorbatchev, lors de ses prochaines visites en Occident, puisse espérer que l'on cassera de l'y entretenir de l'affaire Sakharov. A.J.

A défaut de paix...

(Suite de la première page.)

Si l'on ajoute que sur les quatre-vingts citoyens soviétiques qui ont été créés en un comité pour l'application des accords d'Helsinki, les trois quarts ont été arrêtés, il paraît assez tentant de suivre le conseil des représentants de la dissidence de l'Est et de certains leaders de l'opposition française qui préconisent la dénonciation pure et simple de l'Acte final. Reste que la bonasse cécité de Churchill sur la démocratie pourrait aussi s'appliquer à la diplomatie : elle est la pire des méthodes certes, mais à condition d'ajouter « à part les autres ». A y regarder d'un peu près, le bilan de la CSCE comporte assez d'éléments positifs pour que l'on s'abstienne de jeter le manche après la cognée.

Passons sur les mesures destinées à « créer la confiance » et qui consistent essentiellement en un échange d'informations sur les mouvements de troupes des deux camps, de même que sur celles qui visent à améliorer un peu le sort des familles séparées, voire les conditions de travail des journalistes étrangers à l'Est. Ces résultats ont beau être appréciables, ils ne justifient certes pas le déplacement de tant d'excellences. Plus significatifs paraissent ceux qui ont été obtenus dans deux domaines bien précis :

1) L'Europe, ou sens géographique du terme. La « détente » n'est pas devenue, comme le promettait l'Acte final en termes particulièrement galants, « un processus tout à fait continu, de plus en plus vaste et global de portée universelle ». La course aux armements s'est poursuivie sans relâche, le déploiement des SS-20 a entraîné celui des Pershing-1, et il n'est plus question maintenant que de préparer la « guerre des étoiles ». Moyennant quoi les frontières de l'Europe font aujourd'hui l'objet d'un accord unanime et plus personne ne remet en question la liberté de Berlin-Ouest pour laquelle on avait été par deux fois, en 1948 et en 1958-1961, singulièrement près d'en découdre.

De ce point de vue, la CSCE a bien joué le rôle que lui assigne John Maresca, de « substituer d'un traité de paix pour la deuxième guerre mondiale » (1).

Mieux, elle a mis en place, sous la forme de conférences périodiques, un forum permanent de discussions qui a survécu jusqu'à présent aux tensions les plus violentes entre les deux camps. « Seule charte pour l'Europe », pour reprendre l'expression de Roland Dumas, la CSCE est aussi la seule instance avec la commission économique pour l'Europe de l'ONU ou les trois Etats de l'Est, de l'Ouest et de l'entre-deux, où l'occasion de se rencontrer, en présence il est vrai des délégués de l'oncle Sam et de son neveu canadien.

Sans doute les tenants de deux philosophies du monde aussi inconciliables que celles qui prévalent

de part et d'autre du rideau de fer à éprouvent-ils pas à se fréquenter ainsi, à entendre mille fois seriner le même discours, les mêmes griefs, une jouissance particulière, mais on attend encore celui qui saura imaginer, à défaut d'une guerre dont personne ne veut, une solution de rechange à la coexistence. D'autant plus que le camarade Gorbatchev, malgré tout ce qu'on peut dire des blocages du système soviétique, paraît tout de même sensiblement plus subtil, réaliste et ouvert au dialogue que le Brejnev des derniers temps ou l'ineffable Tchernomir. A l'égard de l'idée européenne en tout cas, l'approche est déjà sensiblement différente.

2) Les droits de l'homme. Tel a été le moindre paradoxe de la CSCE que de constater que c'est sa « troisième corbeille », vouée aux échanges de personnes et d'idées et considérée à ce titre comme la moins prometteuse, qui a eu finalement le plus d'effets pratiques. Non seulement la raison de l'écho qu'elle a rencontré auprès du public dans les pays de l'Est et en URSS même, mais parce que c'était la première fois qu'une négociation internationale abordait la question avec tant d'insistance.

Lorsque, trois ans plus tôt, Nixon et Brejnev avaient signé un « accord sur les principes de base des relations entre les Etats-Unis et l'URSS », ils avaient bien gardé d'y faire figurer la moindre référence aux droits de l'homme. Bien que Henry Kissinger, pour des raisons de politique intérieure américaine, ait beaucoup poussé à la roue, dans la dernière phase, c'est essentiellement aux participants euro-américains que sont dus les articles de l'Acte final qui en traitent.

Ce serait se boucher les yeux, à l'heure où, du Proche-Orient à l'Afrique du Sud, de l'Afrique noire à l'Amérique centrale, de la Pologne au Vietnam et aux Philippines, les droits de l'homme subissent tant d'atteintes, et de si répétées, que de prétendre que leur cause a fait, depuis Helsinki, d'irrésistible progrès. Reste que, au moment de la signature de l'Acte final, Franco régnait encore sur l'Espagne, et que le Portugal, en pleine révolution des œillots, était fort menacé de voir un totalitarisme s'accrocher à un autre. Les voilà tous deux, et la Grèce avec eux, solidement sacrés aujourd'hui à l'Europe de la liberté. Il n'est pas jusqu'à la Turquie, dont les prisons sont trop pleines, qu'Amnesty International ne crédite, qu'elle lui demande de faire davantage, d'une certaine efficacité dans la lutte contre la torture.

Les pays de l'Est sont loin d'être un paradis, mais on n'y vit tout de même plus tout à fait comme au temps de Staline. La Hongrie de Kadar mène sa petite existence à elle. Les habitants de la RDA baissent, grâce à la TV de l'Ouest, maintenant librement reçue chez eux, dans l'univers culturel de

leurs frères séparés. Il est clair comme le jour que si le sort de la Pologne ne correspond pas précisément à ce que sa population souhaite, il n'est pas non plus indéniable à ce que voudrait le gouvernement qu'on lui a imposé. Comment enfin se pas sauver au passage, dans ce prolongement de l'Europe qui s'appelle Amérique du Sud, un réveil de la démocratie si général, à présent, que seule y échappent encore le Chili et le Paraguay ?

Helsinki, il est vrai, a répondu à une demande mille fois répétée depuis 1954 de l'Union soviétique. Mais l'Occident n'y a rien perdu ni gagné. Et il peut même penser qu'il a un peu contribué, par sa participation à faire avancer l'idée que Churchill avait invoquée auprès de de Gaulle pour justifier son accord avec Staline sur l'Europe de l'Est. « Quand l'heure viendra de digérer, ce sera pour les Russes assoupis le moment des difficultés. Saint Nicolas pourra peut-être alors ressusciter les pauvres enfants que l'ogre aura mis ou sauté... » (2).

ANDRÉ FONTAINE.

(1) John J. Maresca - To Helsinki - The conference on security and cooperation in Europe - 1973-1975 - Duke University Press, 1985. Actuellement chargé d'affaires de l'ambassade des Etats-Unis à Paris, John Maresca a joué un rôle essentiel dans les négociations d'Helsinki. Son livre, écrit avec une extrême clarté et beaucoup de liberté de ton, apporte nombre d'informations inédites sur la CSCE. On ne saurait trop en conseiller la lecture à ceux qui veulent bien saisir ce dossier complexe et dans l'ensemble mal connu.

(2) Charles de Gaulle - Mémoires de guerre. T. III, p. 53.

P.S. - Une confusion m'a fait traduire par « almuette » le nom du palais de la Zarzuela où habite le roi Juan Carlos (le Monde daté 3-8 juillet). Dérivé de zarza (ronce), le mot désigne plutôt un genre d'oprette : il y a à Madrid un théâtre de la Zarzuela. Merci aux lecteurs, dont M^{me} M. Ferreras, de Paris, qui ont signalé cette erreur.

M. DEBRÉ : non à IDS, oui à Euréka

M. Michel Debré, ancien premier ministre du général de Gaulle et ancien ministre de la défense de Georges Pompidou, estime que l'initiative de défense stratégique (IDS) est « une affaire américaine » qui « ne modifie pas les données de notre défense ». Il ajoute, dans sa « lettre » mensuelle du mois de juillet, que le président de la République « o e raison » de refuser de donner son aval au projet américain de défense spatiale antimissiles et que « malgré les incertitudes » du projet de recherches européen Euréka, « l'orientation qu'il a choisie va dans la bonne voie ».

Selon M. Debré, le système proposé par les Américains « ne donne aucune garantie militaire aux Européens (...). » A certains égards, on peut même, dit-il, considérer cette initiative de défense stratégique comme une manifestation moderne et une version nouvelle de l'isolationnisme. S'agissant d'une participation éventuelle de l'industrie européenne et française aux recherches technologiques et industrielles du projet américain, l'ancien ministre affirme « qu'en toute hypothèse il faut éviter d'être considérés comme des sous-traitants écartés des recherches et hors d'état de connaître l'essentiel des techniques nouvelles ». Ensuite, écrit-il, il doit être entendu que notre participation éventuelle n'est accompagnée d'aucune condition politique ni militaire et que l'indépendance de nos conceptions stratégiques est rigoureusement maintenue. »

A TRAVERS LE MONDE

Chili

• Nomination des nouveaux ministres de l'économie et de l'éducation. - Le président Augusto Pinochet a nommé le lundi 29 juillet les nouveaux ministres de l'économie et de l'éducation, en remplacement des deux démissionnaires de samedi (le Monde du 30 juillet). M. Juan Carlos Delano, âgé de quarante-quatre ans, président de la chambre de commerce du Chili, a reçu le portefeuille de l'économie. Le nouveau ministre de l'éducation est M. Sergio Gaste, âgé de quarante-six ans, doyen de la faculté de droit de l'université catholique de Santiago. — (AFP.)

Sénégal

• QUATRE CENT SOIXANTE-SEIZE VICTIMES DU CHOLÉRA. - L'épidémie de choléra qui sévit au Sénégal depuis octobre dernier a fait quatre cent soixante-seize victimes sur trois mille cent huit cas déclarés, a rapporté, le 27 juillet, le quotidien dakarais le Soleil. Sept des neuf régions du pays ont été touchées par l'épidémie. Trois autres pays du Sahel ont été atteints par des épidémies de choléra l'année dernière : le Burkina (cent dix-sept morts entre juin et septembre), le Niger (trois cent quatre cas mortels entre mai et novembre) et le Mali. — (Reuters.)

CELIBATAIRES

voici des rencontres qui vous enthousiasmeront !



La Presse vous dit pourquoi :

«... Ion International, équipé de graphologues et de psychologues... établit pour chaque candidat son profil psychologique...»

«... On cherche à ce que le coup de foudre se produise sur des bases sérieuses...»

«... Multiplier les possibilités de choix, infimes dans la vie courante...»

«... Donner plus de chances aux générations futures en les aidant à réduire par des moyens scientifiques les risques d'erreurs...»

«... Volà pourquoi vous allez faire, vous aussi, LA rencontre de votre vie...»

Ion International

Institut de Psychologie fondé en 1950 - PARIS - BRUXELLES - GENÈVE

BON GRATUIT - Validez m'envoyer sans engagement, sans pli neutre et cacheté, le livre : d'information en couleurs « Pour un couple nouveau ».

M. Mme Mlle. Prénom. Age.

Adresse : ION FRANCE, 4 rue de la République, 75002 PARIS - Tél. 52.70.15

ION BRUXELLES, 10 rue de la République, 1050 BRUXELLES - Tél. 51.74.30

ION GENÈVE, 10 rue de la République, 1201 GENÈVE - Tél. 51.74.30

EUROPE

Espagne

VINGT-CINQ ASSASSINATS DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE

La gauche face au terrorisme basque

Madrid (AFP, AP, Renter, UPI). - L'Espagne a connu le lundi 29 juillet une nouvelle vague de violence politique. Après l'assassinat, dans la matinée, du vice-amiral Fausto Escrigas (le Monde du 30 juillet), c'est un commissaire-adjoint, M. Agustín Fernández, qui a été tué dans la soirée. Un jeune homme l'a abordé alors qu'il marchait dans une rue du centre et l'a abattu d'une balle dans le cou, avant de s'enfuir.

Le bilan de la journée aurait pu être encore plus lourd. La police a en effet découvert dans un quartier résidentiel de la capitale, quelques heures après l'assassinat du vice-amiral Escrigas, la voiture dans laquelle s'étaient enfuis les meurtriers. Le véhicule contenait plusieurs kilos d'explosifs qui ont pu être désamorçés à temps par les artificiers. Ces attentats n'ont pas encore été revendiqués, mais chacun est persuadé à Madrid qu'ils sont l'œuvre de l'ETA militaire.

Vingt-cinq assassinats depuis le début de 1985 : malgré les bulletins de victoire régulièrement publiés par le ministère de l'Intérieur à Madrid, l'offensive des séparatistes basques ne faiblit pas. Depuis le début du mois de mai, elle s'est même intensifiée, non seulement par le nombre des victimes, mais également par leur importance : après l'assassinat le 12 juin dernier, date de la signature du traité d'adhésion de l'Espagne à la CEE, du colonel Vicente Romero, c'est un nouvel officier de haut rang qui est tombé le 29 juillet. Le vice-amiral Escrigas était l'un des hommes de confiance du ministre de la défense M. Narcís Serra, puisqu'il était chargé de coordonner, au sein du ministère, la politique internationale dans ses aspects liés à la sécurité. A ce titre, il était notamment chargé du dossier de l'Alliance atlantique.

La gauche espagnole s'est trompée à l'époque du franquisme en pensant que l'ETA luttait elle aussi pour la démocratie. C'est ce qu'affirmait récemment le ministre de l'Intérieur, M. José Barriónuevo, lors d'un débat parlementaire consacré au problème basque. Deux ans et demi après l'arrivée des socialistes au gouvernement, les ponts semblent en effet définitivement coupés entre ces derniers et les indépendantistes, et l'échec basque apparaît tout aussi difficile à démentir qu'à l'époque où la droite était au pouvoir à Madrid.

Pour les socialistes, l'heure n'est plus désormais aux offres de dialogue, qui se sont toutes heurtées à des fins de non-recevoir. Elle est maintenant à la lutte sans merci. Sur le plan de la répression, toutefois, malgré quelques succès partiels, le ministère de l'Intérieur pétite.

Traqué depuis deux ans, le « commando Madrid » de l'ETA, qui est vraisemblablement l'auteur de

l'assassinat du vice-amiral Escrigas, échappe à toutes les poursuites. Au Pays basque même, l'ETA, après les coups très durs qui lui ont été portés au nord des Pyrénées, a apparemment regagné ses rangs avec des milliers nouveaux, non encore fichés par la police.

Sur le plan politique, en revanche, les socialistes ont enregistré des progrès. Malgré quelques tensions, le pacte conclu au début de l'année avec les nationalistes basques modérés du PNV, la formation majoritaire dans la région, tient toujours bon. Il peut contribuer de manière décisive à l'isolement des nationalistes radicaux. Tout en continuant à affirmer, non sans raison, que « la violence ou Pays basque constitue un problème politique et pas seulement policier », les dirigeants du PNV n'en ont pas moins durci, ces derniers temps, leurs critiques à l'égard de l'ETA.

Ils reflètent ainsi l'exaspération croissante de la population basque qui, six ans après avoir approuvé par référendum le statut d'autonomie octroyé à sa région, est obligée de constater que le sang continue d'y couler comme avant.

Th. M.

Grande-Bretagne

LE GOUVERNEMENT TENTE D'EMPECHER LA DIFFUSION D'UNE ÉMISSION DE LA BBC SUR L'IRLANDE DU NORD

Pour la première fois en temps de paix, le gouvernement britannique est intervenu le lundi 29 juillet auprès de la BBC pour inciter la chaîne de télévision à ne pas diffuser un documentaire sur l'Irlande du Nord programmé pour le mercredi 7 août.

Ce film contient une interview de M. Martin McGuinness, l'un des dirigeants du Sinn Féin (représentation politique de l'IRA) et élu de ce parti dans la ville de Londonderry. M. McGuinness, qui n'en a répondu d'appartenance à l'IRA il y a quelques années devant la justice irlandaise, est toujours soupçonné par la police britannique d'être l'un des dirigeants de l'organisation militaire clandestine. L'un des porte-parole du ministère de l'Intérieur a déclaré, lundi, que le gouvernement ne souhaitait pas recourir au pouvoir de censure mais avait fait remarquer à la BBC que ce document « aide les organisations terroristes en donnant l'occasion à un membre important de l'IRA de défendre publiquement les pratiques terroristes ».

Le documentaire, qui vise à montrer la vie quotidienne de deux extrémistes d'Irlande du Nord, contient également l'interview d'un représentant du Parti unioniste démocratique (la formation du pasteur Ian Paisley), M. Gregory Campbell.

Le conseil d'administration de la BBC devait se réunir ce mardi pour prendre une décision qui, en toute hypothèse, s'annonçait délicate. L'intervention du gouvernement a été très tardive, alors que le film a été tourné au début du printemps. Certains éditeurs londoniens s'étonnent, d'autre part, que l'on cherche à interdire d'antenne un homme que l'on autorise par ailleurs à se présenter aux élections.

Pologne

SELON UN SONDAGE OFFICIEL

« Pessimisme économique » mais « optimisme politique » de la population

Selon un sondage réalisé par un organisme officiel, la population polonaise, à 64 %, ne croit pas que la politique économique menée par les dirigeants actuels soit susceptible de résoudre les très graves difficultés de la Pologne.

Publié par l'hebdomadaire *Polityka*, organe du comité central, ce sondage est l'œuvre du Centre d'études sur l'opinion publique, qui est dirigé par un colonel, et résume depuis environ deux ans l'intention des autorités des études d'opinion dont certains résultats sont parfois publiés par la presse officielle, sous une forme évidemment impossible à contrôler.

Selon le colonel Kwiatkowski, qui commente lui-même le sondage dans *Polityka*, l'étude relève une progression « préoccupante du pessimisme des Polonais sur le plan économique », ce qui n'empêche pas le directeur de l'institut de sondage de faire en même temps état d'« un optimisme croissant, visible sur le plan politique ».

Les hausses de prix figurent en tête des motifs de mécontentement des personnes interrogées (73 %). Vient ensuite le mauvais approvisionnement du marché — en particulier en produits industriels — puis le montant des salaires. Les autres sujets d'insatisfaction, en particulier politiques, donnent des chiffres se situant entre 11 % et 28 % (à supposer, que les « sondés » aient tous livré sans réticence le fonds de leur pensée aux enquêteurs), tandis que 56 % des Polonais estiment que « l'organisation du travail est mauvaise ou très mauvaise dans les entreprises ».

D'autre part, les présidents des conseils étudiants d'autogestion de neuf universités polonaises ont annoncé lundi 29 juillet au cours d'une conférence de presse commune à Varsovie pour annoncer qu'ils boycotteraient les élections législatives d'octobre prochain. Ces conseils étudiants ont été dissous par les récents amendements à la loi sur l'enseignement supérieur, qui permettent désormais aux autorités de contrôler étroitement les universités (le Monde du 27 juillet). Les neuf présidents ont affirmé que la Diète (Parlement) avait « une fois de plus ignoré la voix de la population » en adoptant les nouvelles dispositions « malgré l'opposition de 90 % des étudiants, de la quasi-totalité des élus universitaires et du conseil général de l'enseignement supérieur ».

Les responsables étudiants ont aussi estimé que « la liquidation de l'autogestion » (c'est-à-dire d'une représentation étudiante élue) risquait d'avoir pour conséquence « la multiplication d'activités illégales parmi les étudiants désormais privés de forum officiel ». Un mot

d'ordre de boycottage des prochaines élections a déjà été lancé par la direction clandestine de Solidarité, et M. Walesa, son leader officiellement, a annoncé que lui-même ne voterait pas.

Enfin, la section (clandestine) du syndicat Solidarnosc de Varsovie a averti par lettre la direction de l'entreprise qu'elle appellerait à des actes de travail si des hausses de salaire n'étaient pas consenties d'ici au 1^{er} septembre.

ASIE

Cambodge

De graves incidents ont opposé des Khmers rouges et des sihanoukistes

Correspondance

Bangkok. - Selon un rapport envoyé récemment par le prince Norodom Ranariddh à son père, le prince Sihanouk, trente-trois soldats de l'armée nationale sihanoukiste (ANS) ont trouvé la mort au cours d'incidents avec les Khmers rouges. Dans un télégramme à son représentant personnel en Thaïlande, et dont l'agence AP a reçu une copie, le prince Sihanouk menace une nouvelle fois de démissionner de la coalition anti-vietnamienne « si les Khmers rouges tuent un sihanoukiste de plus ». Cette décision, affirme le président du gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique, « sera irrévocable et irréversible ».

Ce n'est pas la première fois que des incidents graves opposent des Khmers rouges et des sihanoukistes de l'ANS ou du Front national de libération du peuple khmer (FNLPK). Ils avaient notamment donné lieu à des fermes protestations en septembre 1983 et juillet 1984.

Les agressions décriées par le prince Ranariddh se sont déroulées entre le 16 février et le 10 juin 1985. Outre trente-trois morts, l'ANS aurait également eu trente-deux blessés et perdu du matériel militaire.

Selon les observateurs militaires, ces accrochages sont souvent la conséquence de mouvements de troupes nationalistes dans des zones que certains éléments khmers rouges considèrent comme leur fief. L'un des chefs de l'ANS, le général Toan Chay, responsable des opérations, nous avait récemment déclaré que la plupart des incidents graves étaient

provoqués par des soldats appartenant aux divisions des Khmers rouges contrôlées par « Ta » Mok (le vieux Mok) et dont les bases sont à l'est des positions sihanoukistes.

Ta Mok, connu aussi sous le nom de Chhit Choeun, est l'un des plus connus et des plus redoutés parmi les chefs khmers rouges. Né probablement en 1928 dans la province de Takeo, militant communiste réputé très tôt pour sa brutalité, Ta Mok devait devenir le responsable de la zone sud-ouest durant les années 70. Dès 1973, il élimina les communistes « modérés » et les sihanoukistes. Il est considéré comme l'un des fidèles de Pol Pot et l'un des hommes qui ont contribué à la victoire du secrétaire général du Parti communiste du Kampuchéa sur ses rivaux durant les années 1975-1978.

Ces incidents, qui émaillent depuis trois ans l'histoire du gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique, appartiennent à nombre d'observateurs, comme la preuve que les Khmers rouges n'ont guère changé de méthodes depuis qu'ils ont perdu le pouvoir à la suite de l'invasion vietnamienne de 1978. Mais certains officiers sihanoukistes font remarquer que, dans plusieurs régions du Cambodge, la collaboration avec les soldats de l'Armée nationale du Kampuchéa démocratique est bonne et qu'il n'est pas impossible que certains zones soient au moins partiellement en conflit avec le commandement central des Khmers rouges. De tels conflits existaient avant 1979 et furent à l'origine de purges brutales, JACQUES BEKAERT.

PROCHE-ORIENT

Iran

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DU 16 AOÛT

L'« ouverture » promise n'est pas au rendez-vous

Trois candidats, dont le président sortant, l'homme d'État Ali Khamenei, ont été autorisés lundi 29 juillet par le Conseil de surveillance de la Constitution (CSC) à participer à l'élection présidentielle qui aura lieu le 16 août prochain en Iran. Les deux autres candidats sont des laïcs très proches des milieux religieux, M. Habibollah Asgari-Owadi, qui représente la tendance conservatrice dure soutenue par une large fraction du Bazar, et M. Mostafavi-Kachani, avocat peu connu, fils de l'ayatollah Kachani, qui avait joué un rôle majeur comme député à l'époque du gouvernement Mousadegh.

Ainsi l'imam Khomeiny, sans l'aval duquel les membres du Conseil de surveillance de la Constitution ne prennent aucune décision, a opté contre l'ouverture. Cinquante personnalités de différentes tendances avaient présenté leur candidature à la magistrature suprême, mais les trois candidats dont les noms viennent d'être retenus appartiennent tous au Parti de la République islamique, le principal mouvement politique du pouvoir, ce qui réduit singulièrement l'intérêt de la

consultation. La réélection du président Khamenei est pratiquement acquise au terme d'une campagne, qui s'annonce particulièrement morne.

La décision du Conseil de surveillance de la Constitution n'a cependant pas été prise sans débat au sein du régime. A plusieurs reprises, le vice-ministre de l'Intérieur, M. Abbas Akhond, avait déclaré que l'élection serait « absolument libre » et qu'il n'y aurait « aucune limite au nombre des candidats ». Le chef du gouvernement, M. Mousavi, s'était pour sa part déclaré favorable à la participation de M. Mohdi Bazargan, le chef du Mouvement de libération de l'Iran (MLI), qui représente l'opposition légale au régime.

M. Bazargan en effet avait à différentes occasions violemment mis en cause l'arbitraire du régime et critiqué la poursuite d'une guerre qui n'est plus autorisée et est même maudite par la Coran. Il comptait faire de la libération du régime et de la fin de la guerre avec l'Irak par la négociation, les deux points essentiels de sa campagne électorale. Défi que les dirigeants de Téhéran ont refusé de relever.

JEAN GUEYRAS.

M. Bazargan écarté

M. Bazargan, après maintes hésitations, avait déposé le dossier de sa candidature auprès du CSC, non sans avoir adressé une lettre à l'imam Khomeiny dans laquelle il affirmait qu'il ne participerait à l'élection présidentielle que si « les droits et les libertés populaires » étaient respectés et

Koweït

PRÈS DE QUATRE MILLE PERSONNES ONT ÉTÉ EXPULSÉES DEPUIS LES DEUX ATTENTATS A LA BOMBE DE JUILLET

Koweït (Reuters). - Les autorités koweïtiennes ont expulsé près de quatre mille personnes depuis deux attentats à la bombe contre des restaurants, qui ont fait neuf morts le 11 juillet, et-on appris de source autorisée à Koweït. De même source, on déclare que de nombreuses autres expulsions vont suivre.

Il s'agit, pour 80 % de ces mesures, d'étrangers en situation irrégulière. De source diplomatique, on estime que le Koweït a aussi expulsé des personnes considérées comme « politiquement dangereuses ».

Des citoyens de nombreux pays sont visés, mais seuls l'Iran et le Liban ont protesté à ce jour.

Israël

Le gouvernement reste hostile à l'application de la peine de mort aux terroristes

De notre correspondant

Jérusalem. - Une volonté de durcir la répression anti-terroriste s'est dégagée, lundi 29 juillet, de la réunion du cabinet israélien. Mais cette volonté ne s'est pas encore traduite par des mesures concrètes. La semaine prochaine le gouvernement se prononcera sur les propositions que lui soumettra une commission de sept membres du cabinet, dirigée par le ministre de la défense, M. Rabin.

La vague de colère provoquée par l'assassinat par trois jeunes Palestiniens, de deux enseignants israéliens d'Afula aura alors sans doute influé sur le climat plus sévère. Le premier ministre, M. Pères, a tenu à se démarquer très nettement des tentatives d'exploitation politique de l'affaire. A l'origine de la montée de la popularité du rabbin raciste Meïr Kahane, il faut placer, selon lui, « le Likoud, qui, lorsqu'il était seul au pouvoir, a fait sortir de la bouteille le diable des passions populaires ». Les « déportations d'agitateurs » et de terroristes « sont considérées par les experts israéliens comme la méthode punitive et dissuasive la plus efficace. Mais on a dû y renoncer depuis cinq ans en raison d'obstacles juridiques. La cour de justice a contraint le gouvernement à ne pro-

céder à aucune expulsion sans autoriser auparavant les personnes concernées à introduire un appel. Dans ces conditions, l'arme de la déportation s'est épuisée. La commission interministérielle dirigée par M. Rabin s'est donc vu confier la mission de préparer les amendements législatifs qui permettraient de contourner les entraves actuelles aux expulsions.

L'application de la peine de mort aux terroristes réclamée à cor et à cri par les manifestants ne rencontre pas d'obstacles juridiques. C'est par décision politique que cette peine n'est jamais requise. Or la majorité du gouvernement Pères reste hostile à la demande de certains ministres du Likoud, comme M. Shamir et Sharon, de requérir désormais la peine de mort dans les cas les plus graves.

« Au cours d'une réunion du groupe parlementaire du Likoud, M. Sharon n'a pas hésité en tout cas à donner libre cours à ses vives personnalités sur une politique antiterroriste « musclée », préconisant notamment « la destruction des postes de commandement du OLP en Jordanie ». (Hébréu.)

Le dernier hôpital arabe de Jérusalem est fermé par l'armée

Jérusalem (AFP). - Israël a fermé lundi 29 juillet, l'hôpital arabe de Jérusalem, le dernier établissement hospitalier arabe de la ville, faisant évacuer médecins, infirmières et patients par les forces de l'ordre.

Dès l'aube, celles-ci avaient pris position autour de l'hôpital central, situé au cœur de la vieille ville, pour faire évacuer, avec quarante-huit heures d'avance sur l'échéance fixée, l'ordre de fermeture pris par le ministre israélien de la santé.

L'évacuation de l'hôpital a duré plusieurs heures, dans une atmosphère de tension grandissante. Une trentaine de patients ont été transférés sur des civières ou à pied vers un hôpital arabe, puis l'ensemble du personnel soignant a été entraîné sans ménagements vers l'extérieur des locaux. Quelques infirmières ont été interpellées par la police.

L'ensemble des institutions religieuses et professionnelles palestiniennes de Jérusalem-Est et de Cisjordanie occupée ont estimé qu'il s'agissait d'un « acte politique anti-arabe et une étape supplémentaire

de la tentative de liquidation de l'identité palestinienne ».

De manière apparemment spontanée, l'immense majorité des populations arabes de Jérusalem-Est et la totalité de ceux de la vieille ville ont immédiatement fermé en signe de protestation.

Une manifestation de jeunes Palestiniens avait été rapidement dispersée par d'importantes forces policières et militaires aux alentours de l'hôpital. Celui-ci devait accueillir, dès le début du mois d'août, un centre d'aide aux blessés, selon le ministre de la santé. De sources palestiniennes, on indique que l'hôpital devrait revenir ultérieurement à l'Eglise d'Autriche, propriétaire des murs, qui entend le transformer en hôtel de péchés.

Réduits depuis plusieurs mois, l'ordre de fermeture avait soulevé une vive émotion, notamment parmi les médecins et le personnel de l'hôpital, qui ont donné en 1984 plus de vingt mille consultations au sein de la population arabe de Jérusalem-Est et des environs. Il s'agissait du seul établissement hospitalier fréquenté par les Palestiniens démunis de couverture sociale, soit les plus pauvres d'entre eux.

Echec au Voleur

3.600 F TTC
Pese et dépl. compris
PARIS-BANLIEUE
Facilités de paiement

Matériel GARANTI 5 ANS

- 1 serrure de sécurité PICARD-BRICARD (5 points de fermeture)
- + 1 blindage EZ en 15/10"
- + 3 cornières antipince en acier (avec vis rappel à l'intérieur)
- + Renforcement du bâti bois par une cornière en L
- + 4 goulons anti-dégondage
- + 1 bas de porte

HABITAT PROTECTION
105, RUE DE L'ARRE GROUT
75018 PARIS

T. 530.12.35
(lignes groupées)

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél : 328-51-09

REJOINDEZ
L'ÉLITE

MÉDECINE PHARMACIE
CLASSE PRÉPA. Stage pré-régime. Soins avancés.
5 centres : quartier Latin, Neuilly, Nanterre, Créteil, Orsay

CEPES
enseignement supérieur privé
57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, Tél. 722.94.94 - 745.03.19

AFRIQUE

République sud-africaine

EN RIPOSTE A LA RÉSOLUTION DU CONSEIL DE SÉCURITÉ Les travailleurs étrangers sont recensés aux fins de « rapatriement »

De notre correspondant

Le ministre belge des affaires étrangères, M. Leo Tindemans, a annoncé lundi 29 juillet, que l'Office gouvernemental spécialisé dans les assurances à l'exportation « ne couvrira plus aucune transaction commerciale, tant à moyen qu'à long terme, avec l'Afrique du Sud, ni plus aucun risque d'investissement dans ce pays ». En Afrique du Sud même, mille deux cent cinquante personnes ont été arrêtées et vingt Noirs tués depuis l'instauration de l'état d'urgence, le 21 juillet.

Johannesburg. — Le chef de l'Etat sud-africain, M. Pieter Botha, a déclaré lundi 29 juillet, la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies, adoptée samedi à l'initiative de la France, la qualifiant « d'illégal et d'injustifiée ». Parlant devant les étudiants africains de l'université de Potchefstroom, à 220 kilomètres au sud-ouest de Johannesburg, il a associé ses critiques de menaces, déclarant : « J'ai ordonné aux institutions sud-africaines d'établir rapidement le nombre de travailleurs étrangers dans le pays. L'endroit où ils se trouvent, de façon que le gouvernement puisse étudier les mesures afin de les rapatrier dans leur pays ».

Citant le chiffre de 1,5 million de travailleurs migrants, M. Botha a indiqué que ceux-ci devaient être informés que « la décision est due

toute sa puissance militaire ». Le président a conclu son propos en répétant le mot du président Kruger, pendant la guerre des Boers contre les Britanniques : « Nous ne nous laisserons pas prendre notre terre ».

Audience refusée à l'évêque Tutu

Le même jour, le chef de l'Etat a refusé d'accorder une audience personnelle à l'évêque anglican Desmond Tutu, prix Nobel de la paix, en raison d'un « emploi du temps trop chargé ». Son secrétaire a annoncé qu'une rencontre était prévue le 19 août avec une délégation d'écclesiastiques conduite par l'archevêque du Cap, Philip Russell. Au cours d'une conférence de presse, l'évêque Desmond Tutu a déclaré qu'il ne se joindrait pas à celle-ci, car « d'ici là il peut se passer bien des choses » et surmonte parce que M. Botha a fixé une condition inacceptable, en indiquant qu'il discuterait seulement avec « des gens opposés à la désobéissance civile », ce qui, selon l'évêque de Johannesburg, « revient à nous évincer ». « Je pratique la désobéissance civile », a ajouté le prélat. « Je ne porte jamais de pass (le laissez-passer obligatoire pour les Noirs) et j'habite une partie du temps dans un quartier blanc ».

Le prix Nobel de la paix, qui a renoncé pour la dernière fois le chef de l'Etat en 1980, a expliqué qu'il était « très triste » parce qu'il espérait, par cette rencontre, « apporter sa contribution au pays dont la situation est désespérément grave ». Constatant qu'il avait été reçu à l'Élysée, à la Maison Blanche et qu'il ne pouvait pas l'être par le premier responsable de son propre pays, il a critiqué l'intransigence de M. Botha, affirmant que, de ce fait, « il était hautement improbable que des négociations aient lieu avec des dirigeants considérés comme plus radicaux » que lui-même. Enfin, il a déploré que le régime ne connaisse pas d'autre langage que celui de la violence.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Centrafrique

L'ÉTRANGE PROCÈS DE L'ANCIEN MINISTRE

M. François Guérin, ancien haut-commissaire (ministre) chargé des sociétés d'Etat et secrétaire du Mouvement pour la démocratie et l'indépendance, arrêté le 13 février dernier, devait être déféré, le mardi 30 juillet, devant le parquet du tribunal spécial de Bangui siégeant en audience des flagrants délits. Il a été détenu successivement au commissariat spécial du port de la capitale, puis à la prison de Ngaraga.

En mars, les chefs d'inculpation suivants étaient retenus contre lui : « destruction de documents administratifs ; entrave à la bonne marche de l'administration ; incitation au désordre public ». Ensuite, il fut accusé de « refus de porter la tenue militaire en tant que haut-commissaire ».

En avril, le procureur de la République et le procureur général de la cour d'appel remettaient un rapport au chef de l'Etat, le général Kolingba, concluant à la libération pure et simple du détenu. A l'issue d'une deuxième instruction ordonnée par le président, d'autres chefs d'inculpation étaient retenus : « tentative de renversement du pouvoir à l'aide d'un groupe de mercenaires » ; puis « offense au chef de l'Etat » ; enfin, « intelligence avec une puissance étrangère », en l'occurrence la France. Le MDI dénonce une « parodie d'instruction judiciaire ».

Avec ces derniers chefs d'inculpation, l'ancien haut-commissaire d'Etat risque une peine très lourde. Il restera aux autorités centrafricaines à étayer leurs multiples et graves accusations.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Ouganda

Le nouveau régime entend rétablir une « démocratie authentique »

De notre correspondant en Afrique orientale

ouvrir boutique. La situation paraît peu à peu se normaliser dans la capitale où les tirs d'armes automatiques et les scènes de pillage s'étaient multipliés ces derniers jours.

Arrestation des instructeurs nord-coréens

Un porte-parole de l'armée nationale de résistance (NRA) a annoncé à Nairobi que celle-ci avait décidé un cessez-le-feu unilatéral. Une source digne de foi, citée par le correspondant de l'AFP à Kampala, a, d'autre part, fait état de l'arrestation de plus de cent cinquante instructeurs militaires nord-coréens, chargés de former des commandos « anti-banditisme ». Dans un bref communiqué, le gouvernement kenyan a exprimé l'espoir que « le peuple d'Ouganda, et spécialement les enfants, ne vivra plus de cauchemars ». Si l'on en croit leurs promesses, les militaires ougandais ne sont là que pour une courte période,

le temps d'organiser, d'ici à un an, des élections « libres et loyales » et de rétablir une « démocratie authentique ». D'habitude, lorsqu'elle se saisit du pouvoir, l'armée ne s'engage pas ainsi à l'abandonner presque aussitôt aux mains des politiciens. L'Ouganda fera-t-il exception à la règle ?

Il est vrai que l'Ouganda est, en Afrique, un cas un peu particulier, dans la mesure où le système du parti unique n'y a pas été imposé, où toutes les structures politiques sont en place pour « réveiller » une démocratie parlementaire bâtie sur le modèle britannique. Créé il y a trente ans, le DP, qui jouait, sous le régime de M. Obote, le rôle factice d'opposition de sa majesté, n'est-il pas la plus vieille formation du continent après le congrès national africain (ANC) en Afrique du sud ?

La situation reste toutefois confuse, sur le plan politique, à Kampala. Ceux qui ont combattu, soit au Parlement, soit dans le maquis, le régime « dictatorial et tribaliste » de M. Obote et qui ont applaudi à son renversement, peuvent, en effet, craindre de se faire voler leur victoire par ceux qui viennent de tourner leurs armes contre l'homme qu'ils avaient porté au pouvoir en 1980 et servi de leur mieux depuis lors. Le nouveau chef de l'Etat a été un proche collaborateur de l'ancien. La population de Kampala a ostensiblement marqué sa réserve à l'égard des auteurs du putsch.

Mais, peut-on, sans transition, remettre sur les rails de la démocratie, un pays mené par tant d'années d'épreuves ? Au printemps dernier, certains acteurs du jeu politique à MM. Yoweri Museveni, le chef de la NRA, Semogerere, le président du DP, Paul Mwangi, alors vice-président de la République, et Moses Ali, ancien ministre des finances d'Idd Amin Dada, se sont rencontrés mutuellement en Europe pour étudier les moyens de débloquer la situation. La mise à l'écart de M. Obote devrait faciliter les choses. D'aucuns souhaitent donc la convocation d'une « table ronde » : « Pour le salut de l'Ouganda, nous devons dialoguer entre nous, sans aucune exclusivité ».

Mais il faudra cependant compter avec l'armée ou, du moins, ce qui en tient lieu : un coup d'Etat ne changera pas, comme par miracle, le comportement de quelques milliers d'hommes en uniforme, sans foi ni loi, que personne n'a réussi à discipliner, pas même le général Okello lorsqu'il en était le commandant en chef...

JACQUES DE BARRIN.

Burkina

LE PROFESSEUR KI ZERBO EST CONDAMNÉ PAR CONTUMACE A DEUX ANS DE PRISON

Le Tribunal populaire de la révolution (TRP) de Ouagadougou a condamné récemment par contumace le professeur Joseph Ki Zerbo, historien burkinabé de renom, et son épouse, Jacqueline, à deux ans d'emprisonnement chacun, à une amende de 20 millions de francs CFA (400 000 FF) et à 5 millions de dommages et intérêts, pour fraude fiscale. Le tribunal estime que la fraude porte sur plus de 5 millions de francs CFA et que les condamnés se sont « enrichis illégalement ». Trente autres personnes, parmi lesquelles deux étrangers, ont été condamnées pour extorsions diverses et détournement de deniers publics au cours de ce procès qui s'est ouvert le 13 juillet dernier. Les deux étrangers sont MM. Gérard Borin, dont la nationalité n'a pas été révélée, et François Marcin, ressortissant belge.

Le professeur Ki Zerbo nous a précisé que sa condamnation pour fraude fiscale visait probablement le non-paiement d'impôt sur ses revenus immobiliers. Or, depuis son départ de Haute-Volta (devenue Burkina), en octobre 1983, il n'a reçu aucune somme d'argent sur les loyers qui auraient dû lui être versés, soit 1 million de francs CFA par trimestre. Il n'a reçu aucune somme de sa banque depuis cette date et, pendant un an, aucun courrier ne provenait de Burkina. Le début de l'année, le gouvernement de Ouagadougou a de facto supprimé la propriété immobilière en décidant la gratuité de tous les logements à usage d'habitation (le Monde du 23 février).

(L-2)

Le président Tito Okello Un général sans grande autorité

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Comme son homonyme, le général Basilio Okello, l'aristocrate du coup d'Etat, le général Tito Okello, son instigateur, est originaire du nord du pays et appartient à l'ethnie acholi. C'est en mai 1940 qu'il embrassa la carrière militaire en s'engageant dans le King African Rifles, alors que l'Ouganda était une colonie britannique. Il combattit en Somalie, puis, pendant la dernière guerre, en Birmanie, contre les troupes japonaises. Il régna sur son pays en 1955, où il exerça divers commandements jusqu'au renversement de M. Obote par le général Idi Amin Dada.

Le général Okello connut alors l'exil en Tanzanie où il suivit M. Obote. Revenu en Ouganda à la chute du dictateur, il prépara le retour de l'ancien président sur la scène politique. Il fit partie de la commission militaire, composée de six officiers et de deux civils qui, en mai 1980, chassa du pouvoir M. Godfrey Binaisa et administra le pays jusqu'aux élections de décembre et à la réinstallation de M. Obote comme président de la République. Ce septuagénaire, qui a la réputation de manquer d'étoffe et d'autorité, fut alors nommé commandant en chef des forces armées, puis, en août 1984, promu au grade de général.

Une armée sans foi ni loi

« Du temps d'Amin Dada, la situation était plus claire, disaient-ils à quelques semaines des Ougandais. La violence visait alors les opposants au régime. Aujourd'hui, personne n'est sûr d'être en sécurité », ont déclaré des soldats en vadrouille. On ne s'insurgeait que sans raison. Mais encadrés, mal payés — la solde d'un homme du rang atteignait l'équivalent d'environ 40 francs français, — l'armée de M. Obote passait ses heures sur la population. Les militaires multipliaient les barages routiers et ferroviaires et obligeaient les voyageurs à acquiescer un « épais » dont le montant s'élevait, en général, à environ 100 shillings (2 francs). Il leur arrivait, à l'occasion, de confisquer aux paysans tout ou partie de leurs récoltes.

Pour peu qu'ils aient été un peu éduqués, ces gens en uniforme se livraient à des actes de violence gratuits. N'en a-t-on pas vu certains, dans la capitale, s'offrir ainsi des « cartons » sur un taxi ou un passant ? La nuit, à Kampala, était souvent troublée par les tirs d'armes automatiques de pillards, de soudards ou de drogués à la marijuana ou au waragi — un alcool local interdit à la vente — sortis de leurs casernes pour s'en aller faire une descente chez l'habitant. Les citadins avaient fini par s'habituer à ce fond sonore, mais s'arrangeaient, tout de même, pour limiter leurs sorties de fin de journée et leurs dîners en ville.

La chasse aux « bandits », c'est-à-dire aux maquisards de l'Armée nationale de résistance (NRA), servait de couverture à tous les abus. En décembre dernier, après une série de mystérieuses explosions dans le centre de Kampala, le gouvernement avait même chassé des rues les marchands ambulants, accusés d'être de mèche avec les fauteurs de troubles.

Pour ceux qui habitaient des zones plus ou moins contrôlées par les « bandits », la vie était intenable. Ainsi, beaucoup de paysans du Luwero avaient fui la région où cherché refuge dans des bourgs, à moins qu'ils n'aient été rassemblés, de force,

dans des camps. Derrière leurs lunettes noires, les redoutables jeunes du Congrès du peuple ougandais (UPC), le parti au pouvoir, jouaient les mouchards et traquaient les suspects aux mitrailleurs, qui se chargeaient de leur faire payer prix de leur « trahison ».

Quel Ougandais n'a pas eu un parent ou un ami qui a ainsi « disparu » sans laisser aucune trace ? Les rares détenus qui s'échappaient de ces geôles racontaient les scènes d'horreur dont ils avaient été les témoins et les victimes.

Ainsi, ce « miracle », aujourd'hui réfugié au Kenya, se rappelle-t-il son séjour à la caserne de Makindye, à Kampala, et son passage au go down, l'antichambre de la mort où officiait Jeremiah Okwir, un Acholi, surnommé Mukinjela, « le boucher ». Des camions militaires sillonnaient ensuite l'abandonner leurs sinistres cargaisons dans des charniers, aux alentours de la capitale.

Flambée des prix

Avec le retour progressif des Asiatiques, chassés du pays en 1972 par Amin Dada, le commerce a réapparu et les magasins sont mieux approvisionnés. Mais l'insécurité a provoqué une flambée du prix des denrées alimentaires. En décembre dernier, à Kampala, un régime de bananes vertes — le matoko, la nourriture de base des Ougandais — coûtait, sur certains marchés, 3 000 shillings, soit la moitié du salaire mensuel minimum. Le prix de l'essence augmentait de 30 % en novembre 1984, puis de 15 % en juin.

L'an dernier, le revenu par tête d'habitant était encore inférieur du tiers à son niveau de 1970. Aussi, outre les problèmes de sécurité, la préoccupation de chaque Ougandais était, notamment dans les villes, de chercher à arrondir ses fins de mois. D'où la pratique généralisée du magendo (système O), le développement de la corruption à tous les échelons de l'administration, du planton au ministre.

J. de B.

Berger-Levrault
JEUNESSE
Pour apprendre et se distraire
Leçons de choses :
• LE TRANSMISSION
• L'AVION DE LINDBERGH
• LES FOURMIS
L'histoire et la vie (co-édition d'un monument : CNMHS)
• LE CHÂTEAU-FORT
• LA CATHÉDRALE
• LE JARDIN PUBLIC

PICARD
LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !
3 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 étoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances
4, rue Saint-Sauveur, 75002 Paris. Tél. 222.44.65

MEDECINE
PHARMACIE
CEPES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

Tunisie

Après l'échec
des négociations
salarialesL'UGTT ANNONCE
UNE CAMPAGNE DE GRÈVES

(De notre correspondant.)

Tunis. — Face à l'« impasse totale » dans laquelle sont engagées les négociations salariales et aux atteintes aux libertés syndicales, l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) paraît décidée à engager l'épreuve de force avec le gouvernement, et brandit la menace de grèves dans les différents secteurs d'activité. Ce durcissement, après un répit de deux mois, a été annoncé et commenté, lundi 29 juillet, par le secrétaire général de la centrale ouvrière, M. Habib Achour, qui avait à ses côtés M. Enzo Friso, secrétaire général adjoint de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), venu à Tunis manifester « la solidarité sans réserve » de son organisation.

La première grève, déjà programmée pour le 5 août, touchera les transports terrestres. « Notre décision est irrévocable et nous ne reculerons pas, quoi qu'il arrive », a déclaré M. Achour. Il a accusé le pouvoir de ne pas tenir ses engagements en matière sociale, de favoriser l'enrichissement d'une minorité au détriment des travailleurs, d'user de la force à l'encontre des grévistes « qui ne font qu'exercer leur droit » et de limiter de plus en plus les libertés syndicales, notamment celles de réunion et de presse.

Cette nouvelle tension n'est probablement pas étrangère à la suspension, pour six mois, du journal de l'UGTT, *Ach-Chaab* (le Monde du 20 juillet). D'ailleurs, quelque temps avant de tenir sa conférence de presse, M. Achour avait comparu devant un juge d'instruction qui lui avait notifié, en sa qualité de responsable de la publication, les inculpations de diffusion de fausses nouvelles et d'atteinte au corps des gouverneurs (préfets).

Pour le secrétaire général de l'UGTT, il s'agit d'un mauvais précédent, car le premier ministre, M. Mohamed Mzali, lui aurait dit clairement « la suspension du journal n'est pas un problème et l'affaire pourra être réglée aussitôt que les conflits sociaux auront cessé ». « Mais maintenant, les syndicalistes sont décidés à faire respecter leurs droits et leur liberté », a conclu M. Achour.

MICHEL DEURÉ.

Les attaques de M. Garcia contre le FMI n'ont pas ému les milieux financiers

Le discours d'investiture prononcé dimanche 28 juillet par le nouveau président péruvien, M. Alan Garcia (le Monde du 30 juillet), a été bien accueilli. L'anathème lancé contre le FMI par M. Garcia n'a en effet pas troublé la sérénité des banquiers péruviens, qui, pour la plupart, doutent d'un passage à l'acte. Au moment de sa prise de pouvoir, le président argentin Raúl Alfonsín avait lui aussi élevé le ton contre le FMI, rappelant l'humiliation infligée à l'AFIP, avant d'ajouter : « Dans huit mois plus tard, Buenos Aires verra dans le rang et les Argentins fléchissent par la care d'assister à la conférence des experts du Fonds ». Le refus de toute modification du FMI pour un éventuel étalement de la dette péruvienne (14 milliards de dol-

lars) exprimé par M. Garcia lors de son investiture est un « effet de tribune », un « coup de menton à usage interne », estimait-on dans les milieux financiers internationaux.

A propos de la décision du nouveau président péruvien de réduire la commande de vingt-cinq avions Mirage-2000, (pour une somme de 6 milliards de francs), le ministre français de l'Éducation, M. Chevènement, a déclaré lundi à Lima qu'elle « n'affectait en rien les très bonnes relations » entre la France et le Pérou. La société française Dassault-Breguet, qui construisait le Mirage-2000, n'a pas eu de confirmation officielle de cette décision. Les deux premiers avions ont été remis en juin dernier à l'armée de l'air péru-

vienne, et la livraison doit continuer pendant deux ans, au rythme d'un exemplaire par mois, à la condition que les sommes requises soient effectivement déboursées. Une modification unilatérale du contrat signé implique, de toute façon, une renégociation et un dédommagement du constructeur. En quittant Lima lundi après-midi pour Paris, M. Chevènement a affirmé que son entente avec M. Garcia avait été très cordiale. « Je crois qu'il va agir et trouver des solutions pour que le Pérou puisse se développer », a déclaré le ministre. Après l'investiture du jeune dirigeant (le Monde du 30 juillet), Marcel Niedergang retrouve celui de son parti, l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA).

Pérou

Qui a peur de l'APRA ?

L'influence de Mariategui est bien supérieure à celle de Haya, réduit à faire la tournée des cercles d'exilés en Europe.

La situation s'inverse après 1931. La transformation du PAP en premier parti péruvien provoque parallèlement une chute spectaculaire du parti communiste. Première époque d'une interaction qui n'a cessé de marquer la vie politique du pays et qui inspire, en 1985, les réflexions des dirigeants de l'APRA, ayant enfin et pour la première fois conquis la totalité du pouvoir, et les leaders d'une gauche Unie, qui se réclament tous de l'héritage de Mariategui.

Haya, battu de peu aux élections de 1931, échoue dans sa tentative insurrectionnelle de 1932 à Trujillo. L'armée ne pardonne pas le massacre de plusieurs officiers par des insurgés et l'antagonisme profond, irrédoublable, entre militaires et apripistes va marquer toute l'évolution politique jusqu'en 1978, jusqu'à cette trêve « de fait » conclue entre le chef vieillissant de l'APRA et une armée, usée par douze années de gouvernement, soucieuse de se débarrasser d'un pouvoir devenu trop lourd. Pourrait, au plan théorique, Haya s'accrocher à son programme, il veut concilier les « intérêts de classe » cherchés aux États-Unis son modèle de « capitalisme démocratique ». Plus tard, après un voyage dans les pays scandinaves, il se fait l'avocat des grandes entreprises « à vocation sociale ».

Les heures sombres

En vain. L'hostilité de l'armée et de l'oligarchie terrifiante vont bannir la route de la présidence à un Victor Raul, impavide, sûr de lui, plus que

jamais enfoncé dans ses certitudes de chef suprême d'une formation dont le prestige, pourtant, va décroître. Les concessions, les manœuvres électorales et parlementaires, les alliances tactiques conclues entre 1956 et 1967 par l'APRA avec des partis de droite laissent, irritent les militants, découragent les intellectuels sympathisants, suscitent des scissions de gauche, comme celle de l'APRA « rebelle », qui prend le nom de MIR. (Mouvement de la gauche révolutionnaire), dont certains des dirigeants vont, en 1965, se lancer carrément dans la lutte armée.

La fin d'une étonie

L'histoire de l'APRA, et du PAP, est d'abord celle d'un homme, Victor Raul, qui a très fortement marqué son époque. Politicien, il a tout connu, les prisons, l'exil, la déportation et il a même battu un record : pendant cinq ans, il a été réfugié à l'ambassade de Colombie à Lima, de 1950 à 1954. Le vieux tribun n'a jamais désespéré, même aux heures les plus sombres des cataclysmes. Car le parti, en soignant ses exécutifs tumultueux, a lui aussi tout connu. Les triomphes, les défaites amères, la répression, les injustices, les tentations de la violence, les traverses du désert, les doutes, les scissions, les luttes de clans.

Après 1965, l'APRA a surtout tenté de survivre. Il n'est maintenant au prix de quelques alliances contre nature, avec par exemple les anciens partisans du dictateur Odría, qui avait pourchassé les apripistes. Simple « pacte parlementaire » selon Luis Alberto Sanchez, la « conscience » du parti, mais qui a contribué pourtant à bloquer les timides réformes

sociales lancées par le premier gouverneur Belandier Terry, de 1963 à 1968.

L'APRA, sous la direction de Haya, a tout de suite pris position contre le gouvernement militaire, nationaliste et progressiste, du général Velasco Alvarado, le « tombeau » de Belandier Terry, malgré la mise en route de réformes depuis longtemps promises par les apripistes. Les déceptions, et les frustrations accumulées ont suscité chez ceux-ci, particulièrement chez les « historiens » et les militants de la vieille garde, ce qu'Alan Garcia appelle une mentalité « mitochiste ».

Pourtant, c'est de l'héritage global de Victor Raul que se réclame aujourd'hui le jeune et nouveau leader d'une formation brutalement projetée au faite de sa puissance. Alan Garcia rejette ce qu'on peut appeler la « légitimité apripiste », mais, au-delà, au chef suprême dont on ne discute pas les décisions, et surtout les slogans instantanés : « Seul l'APRA sauvera le Pérou ».

Qui a peur de l'APRA ? Alan Garcia connaît aussi la réponse à cette question. Beaucoup de Péruviens « à droite comme à gauche ». L'APRA, modèle 85, est une formation solide, structurée, épanouie, qui puise dans sa victoire toute fraîche des raisons d'oublier les aigreurs d'un passé pas si lointain. L'APRA novelliste, de tendance social-démocratique, a été depuis lors, elle-même, modernisée, et elle bénéficie, enfin, d'un statut décisif, que l'APRA « ancien modèle » n'a jamais obtenu : le soutien officiel des chefs des forces armées. Il lui reste à appliquer un programme cohérent, ambitieux sur bien des points, présumé sur d'autres.

MARCEL NIEDERGANG.

Publications judiciaires

Extrait des minutes du greffe du tribunal de grande instance d'Evry. Par jugement du tribunal de grande instance d'Evry, en date du 1^{er} juin 1983 le nommé Codard Gérard a été condamné à 18 mois d'emprisonnement avec sursis, mise à l'épreuve 3 ans. Pour délits de fraude fiscale et d'omissions de passation d'écriture, fait commis de 1978 à 1980 à Villebois et Bures-sur-Yvette, demeurant à Villebois-sur-Yvette (91), 47, rue Millet.

Le tribunal a en outre ordonné la publication du présent jugement par extraits au *Journal Officiel*, dans « Le Monde », « La République » et « Le Parisien libre », édition de l'Essonnes.

L'affichage du présent jugement par extraits pendant 3 mois sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de Villebois-sur-Yvette (91), ainsi que sur la porte extérieure de l'immeuble de l'établissement professionnel du contribuable sis 9, résidence La Fiaie du Pont, à Villebois-sur-Yvette, aux frais du condamné. Pour copie certifiée conforme Le Greffier en chef.

Extrait des minutes du greffe du tribunal de grande instance de Paris. Condamnation pénale. — Par jugement contradictoire rendu le 21 février 1985, la 31^e chambre, 1^{re} section du Tribunal correctionnel de Paris, a condamné pour infraction aux mesures générales de sécurité relatives aux travailleurs du bâtiment — pour avoir à Paris, le 14 décembre 1983, été responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail, en omettant de faire vérifier son installation électrique par un organisme agréé, alors qu'il occupait 195 salariés, — article 34 du décret du 14 novembre 1962, à la peine de deux cents amendes de 150 F, le nommé FLEURY Edouard, né le 1^{er} janvier 1933 à Paris (10^e), gérant de société, demeurant 16 bis, avenue de la Châtellerie à Rueil-Malmaison (92).

Le tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extraits dans le *Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N'y ayant appel.

Extrait des minutes du greffe du Tribunal de grande instance de Paris. Condamnation pénale. — Par jugement contradictoire rendu le 21 février 1985, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour infraction aux mesures générales d'hygiène — bâtiment et travaux publics — pour avoir, étant responsable d'un établissement exploité en son nom personnel 14, passage Piver à Paris (11^e) et soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par sa faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail en omettant de faire vérifier de tenir le registre de vérification de la sécurité des presses, et ce, malgré une mise en demeure faite le 14 septembre 1979 d'avoir à se conformer à cette formalité dans le délai d'un mois — à la peine de neuf amendes de 500 F chacune, — Fazzara Ferdinand, né le 10 juin 1923 à Florence (Italie), chef d'entreprise, demeurant avenue Emile-Rouquier, « Le Mas des Chênes » à Grasse (A-M.).

Le tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extraits dans le *Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N'y ayant appel.

Extrait des minutes du greffe du Tribunal de grande instance de Paris. Condamnation pénale. — Par jugement contradictoire en date du 29 mars 1985, la 31^e chambre du tribunal correctionnel

de Paris a condamné pour infraction aux dispositions relatives à la sécurité des travailleurs — pour avoir à Paris, le 3 octobre 1983, en sa qualité de gérant de la société Sagema, exploité un atelier de mécanique automobile et de tôlerie au 71, rue Albert à Paris (13^e), étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail et notamment les dispositions de l'article R.232-12 du Code de

1^{er} En faisant travailler neuf salariés dans un atelier en sous-sol — sans veiller à ce que l'air soit renouvelé de manière suffisante, — sans avoir pris de dispositions pour que les personnes ainsi que le gaz inconnues, insolubles ou toxiques, soient évacués directement en dehors des locaux de travail au fur et à mesure de leur production, et ce, malgré une mise en demeure d'avoir à se conformer à la réglementation dans un délai de trois mois à compter du 26 avril 1983;

2^{er} En faisant effectuer par deux ouvriers des travaux de peinture et de vernissage par pulvérisation sans que ceux-ci soient réalisés à l'intérieur d'une cage, d'une hotte ou d'une cabine;

3^{er} En faisant effectuer des travaux par neuf salariés, sans avoir fait vérifier l'installation électrique conformément à la prescription de l'inspecteur et ce, malgré une mise en demeure d'avoir à s'exécuter dans un délai d'un mois à compter du 7 avril 1983;

A la peine de neuf amendes de 1 300 F chacune Fournier Thierry Jacques Marc, né le 11 avril 1957 à Villeneuve (93), gérant de société, demeurant 67, rue de Tolbiac à Paris (13^e).

Le tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extraits dans le *Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N'y ayant appel.

Extrait des minutes du greffe du Tribunal de grande instance de Paris. Condamnation pénale. — Par jugement contradictoire en date du 26 mars 1985, la 31^e chambre, 1^{re} section du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour infraction aux mesures d'hygiène et de sécurité et blessures involontaires avec travail — pour avoir à Paris, le 23 novembre 1983 — étant responsable d'un établissement soumis aux

dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail, en ayant causé le 23 novembre de faire procéder à des visites périodiques trimestrielles de cette presse par un personnel spécialement désigné (article R.233-5 du Code du travail) — dans les locaux de la S. C. Chausson, 5, rue Léonard à Paris (19^e), rendu responsable de blessures involontaires ayant entraîné une incapacité supérieure à trois mois (accident du travail) sur le personnel de Demba Cissé, le 24 mai 1983, occasionné un dommage avec sursis de 10 000 F d'amende — Roux Roger Gabriel, né le 1^{er} mars 1925 à Paris (20^e), PD-G, demeurant 39, avenue Feldherbe à Pré-Saint-Gervais (93).

Le tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extraits dans le *Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N'y ayant appel.

Extrait des minutes du greffe du Tribunal de grande instance de Paris. Condamnation pénale. — Par jugement contradictoire en date du 26 mars 1985, la 31^e chambre, 1^{re} section du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour infraction aux mesures d'hygiène et de sécurité et blessures involontaires avec travail — pour avoir à Paris, le 23 novembre 1983 — étant responsable d'un établissement soumis aux

dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail, en ayant causé le 23 novembre de faire procéder à des visites périodiques trimestrielles de cette presse par un personnel spécialement désigné (article R.233-5 du Code du travail) — dans les locaux de la S. C. Chausson, 5, rue Léonard à Paris (19^e), rendu responsable de blessures involontaires ayant entraîné une incapacité supérieure à trois mois (accident du travail) sur le personnel de Demba Cissé, le 24 mai 1983, occasionné un dommage avec sursis de 10 000 F d'amende — Roux Roger Gabriel, né le 1^{er} mars 1925 à Paris (20^e), PD-G, demeurant 39, avenue Feldherbe à Pré-Saint-Gervais (93).

Le tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extraits dans le *Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N'y ayant appel.

Extrait des minutes du greffe du Tribunal de grande instance de Paris. Condamnation pénale. — Par jugement contradictoire en date du 26 mars 1985, la 31^e chambre, 1^{re} section du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour infraction aux mesures d'hygiène et de sécurité et blessures involontaires avec travail — pour avoir à Paris, le 23 novembre 1983 — étant responsable d'un établissement soumis aux

dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail, en ayant causé le 23 novembre de faire procéder à des visites périodiques trimestrielles de cette presse par un personnel spécialement désigné (article R.233-5 du Code du travail) — dans les locaux de la S. C. Chausson, 5, rue Léonard à Paris (19^e), rendu responsable de blessures involontaires ayant entraîné une incapacité supérieure à trois mois (accident du travail) sur le personnel de Demba Cissé, le 24 mai 1983, occasionné un dommage avec sursis de 10 000 F d'amende — Roux Roger Gabriel, né le 1^{er} mars 1925 à Paris (20^e), PD-G, demeurant 39, avenue Feldherbe à Pré-Saint-Gervais (93).

Le tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extraits dans le *Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N'y ayant appel.

Extrait des minutes du greffe du Tribunal de grande instance de Paris. Condamnation pénale. — Par jugement contradictoire en date du 26 mars 1985, la 31^e chambre, 1^{re} section du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour infraction aux mesures d'hygiène et de sécurité et blessures involontaires avec travail — pour avoir à Paris, le 23 novembre 1983 — étant responsable d'un établissement soumis aux

dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail, en ayant causé le 23 novembre de faire procéder à des visites périodiques trimestrielles de cette presse par un personnel spécialement désigné (article R.233-5 du Code du travail) — dans les locaux de la S. C. Chausson, 5, rue Léonard à Paris (19^e), rendu responsable de blessures involontaires ayant entraîné une incapacité supérieure à trois mois (accident du travail) sur le personnel de Demba Cissé, le 24 mai 1983, occasionné un dommage avec sursis de 10 000 F d'amende — Roux Roger Gabriel, né le 1^{er} mars 1925 à Paris (20^e), PD-G, demeurant 39, avenue Feldherbe à Pré-Saint-Gervais (93).

Le tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extraits dans le *Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N'y ayant appel.

Extrait des minutes du greffe du Tribunal de grande instance de Paris. Condamnation pénale. — Par jugement contradictoire en date du 26 mars 1985, la 31^e chambre, 1^{re} section du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour infraction aux mesures générales de sécurité des travailleurs du bâtiment — pour avoir à Paris, le 14 décembre 1983, été responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail, en omettant de faire vérifier son installation électrique par un organisme agréé, alors qu'il occupait 195 salariés, — article 34 du décret du 14 novembre 1962, à la peine de deux cents amendes de 150 F, le nommé FLEURY Edouard, né le 1^{er} janvier 1933 à Paris (10^e), gérant de société, demeurant 16 bis, avenue de la Châtellerie à Rueil-Malmaison (92).

Le tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extraits dans le *Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N'y ayant appel.

Extrait des minutes du greffe du Tribunal de grande instance de Paris. Condamnation pénale. — Par jugement contradictoire en date du 26 mars 1985, la 31^e chambre, 1^{re} section du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour infraction aux mesures générales de sécurité des travailleurs du bâtiment — pour avoir à Paris, le 14 décembre 1983, été responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail, en omettant de faire vérifier son installation électrique par un organisme agréé, alors qu'il occupait 195 salariés, — article 34 du décret du 14 novembre 1962, à la peine de deux cents amendes de 150 F, le nommé FLEURY Edouard, né le 1^{er} janvier 1933 à Paris (10^e), gérant de société, demeurant 16 bis, avenue de la Châtellerie à Rueil-Malmaison (92).

Le tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extraits dans le *Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N'y ayant appel.

Extrait des minutes du greffe du Tribunal de grande instance de Paris. Condamnation pénale. — Par jugement contradictoire en date du 26 mars 1985, la 31^e chambre, 1^{re} section du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour infraction aux mesures générales de sécurité des travailleurs du bâtiment — pour avoir à Paris, le 14 décembre 1983, été responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail, en omettant de faire vérifier son installation électrique par un organisme agréé, alors qu'il occupait 195 salariés, — article 34 du décret du 14 novembre 1962, à la peine de deux cents amendes de 150 F, le nommé FLEURY Edouard, né le 1^{er} janvier 1933 à Paris (10^e), gérant de société, demeurant 16 bis, avenue de la Châtellerie à Rueil-Malmaison (92).

Le tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extraits dans le *Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N'y ayant appel.

Extrait des minutes du greffe du Tribunal de grande instance de Paris. Condamnation pénale. — Par jugement contradictoire en date du 26 mars 1985, la 31^e chambre, 1^{re} section du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour infraction aux mesures générales de sécurité des travailleurs du bâtiment — pour avoir à Paris, le 14 décembre 1983, été responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail, en omettant de faire vérifier son installation électrique par un organisme agréé, alors qu'il occupait 195 salariés, — article 34 du décret du 14 novembre 1962, à la peine de deux cents amendes de 150 F, le nommé FLEURY Edouard, né le 1^{er} janvier 1933 à Paris (10^e), gérant de société, demeurant 16 bis, avenue de la Châtellerie à Rueil-Malmaison (92).

Le tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extraits dans le *Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N'y ayant appel.

Extrait des minutes du greffe du Tribunal de grande instance de Paris. Condamnation pénale. — Par jugement contradictoire en date du 26 mars 1985, la 31^e chambre, 1^{re} section du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour infraction aux mesures générales de sécurité des travailleurs du bâtiment — pour avoir à Paris, le 14 décembre 1983, été responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail, en omettant de faire vérifier son installation électrique par un organisme agréé, alors qu'il occupait 195 salariés, — article 34 du décret du 14 novembre 1962, à la peine de deux cents amendes de 150 F, le nommé FLEURY Edouard, né le 1^{er} janvier 1933 à Paris (10^e), gérant de société, demeurant 16 bis, avenue de la Châtellerie à Rueil-Malmaison (92).

Le tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extraits dans le *Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N'y ayant appel.

Extrait des minutes du greffe du Tribunal de grande instance de Paris. Condamnation pénale. — Par jugement contradictoire en date du 26 mars 1985, la 31^e chambre, 1^{re} section du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour infraction aux mesures générales de sécurité des travailleurs du bâtiment — pour avoir à Paris, le 14 décembre 1983, été responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail, en omettant de faire vérifier son installation électrique par un organisme agréé, alors qu'il occupait 195 salariés, — article 34 du décret du 14 novembre 1962, à la peine de deux cents amendes de 150 F, le nommé FLEURY Edouard, né le 1^{er} janvier 1933 à Paris (10^e), gérant de société, demeurant 16 bis, avenue de la Châtellerie à Rueil-Malmaison (92).

Le tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extraits dans le *Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N'y ayant appel.

Extrait des minutes du greffe du Tribunal de grande instance de Paris. Condamnation pénale. — Par jugement contradictoire en date du 26 mars 1985, la 31^e chambre, 1^{re} section du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour infraction aux mesures générales de sécurité des travailleurs du bâtiment — pour avoir à Paris, le 14 décembre 1983, été responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail, en omettant de faire vérifier son installation électrique par un organisme agréé, alors qu'il occupait 195 salariés, — article 34 du décret du 14 novembre 1962, à la peine de deux cents amendes de 150 F, le nommé FLEURY Edouard, né le 1^{er} janvier 1933 à Paris (10^e), gérant de société, demeurant 16 bis, avenue de la Châtellerie à Rueil-Malmaison (92).

Le tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extraits dans le *Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. N'y ayant appel.

politique

LES DIFFICULTÉS DU POUVOIR OUTRE-MER

GUADELOUPE

Soulagement après la mise en liberté de Georges Faisans

Rendu en liberté sous contrôle judiciaire, Georges Faisans a quitté la prison de Fresnes, lundi 29 juillet à 19 h 50, et a regagné Montfermeil (Seine-Saint-Denis) où il demeure avec sa famille. Le militant indépendantiste guadeloupéen a refusé d'être hospitalisé alors qu'il faisait la grève de la faim depuis cinquante-cinq jours. Les médecins de l'hôpital avaient donné leur accord, jugeant que son état était relativement satisfaisant. « Pour l'instant, je suis très fatigué », a-t-il simplement déclaré en donnant rendez-vous à la presse « demain ou après-demain ». Georges Faisans a toutefois ajouté : « On m'oblige à aller tous les jours à Gagny pour pointer au commissariat. Je vais voir d'ici demain avec mon avocat, mais je pense que c'est une manière détournée de sous la pression populaire, ils ont été obligés de me libérer mais ils se rattrapent autrement. C'est la torture qui continue. » Selon sa fille, Georges Faisans aurait maigri de 27 kilos.

Le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Georges Lemaire, a estimé qu'après la mise en liberté du militant guadeloupéen « les conditions sont réunies pour que revienne le calme en Guadeloupe ».

Pointe-à-Pitre. — Une demi-heure, montre en main ! C'est le temps qu'il a fallu lundi matin 29 juillet à la Guadeloupe, après la répression quasi instantanée par les radars de la mise en liberté de Georges Faisans, pour jeter dans la rue tous les signes possibles d'un retour pressenti à une situation normale.

Embrassades, embouteillages pour le plaisir de se retrouver ensemble, touristes et « métros », soudain relâchés après leur long emprisonnement volontaire sur les plages. L'été avait dû avoir bien peur, elle avait dû être vraiment tentée par quelques-uns de ses vieux démons pour montrer avec innocence et ostentation un tel soulagement. Même ceux qui se fêtaient bien, cinq jours plus tôt, du sort du secrétaire général du MPGI (Mouvement populaire pour une Guadeloupe indépendante) et qui, en une autre occasion, auraient approuvé une sentence plus lourde, bénissaient les magistrats de ce qu'un élu appelé avec ironie lors d'un « renouveau humanitaire ». Il se trouvait même des anti-indépendantistes résolus pour s'enquérir de l'état de santé de Georges Faisans à sa sortie de prison. « Il n'est pas trop amoindri, au moins ? », s'inquiétait un commerçant blanc.

Une réussite

Une demi-heure pour l'abandon d'un mauvais rêve. Les indépendantistes repartent avec une célérité touchante des barrages routiers qu'ils se promettaient encore hier de défendre coûte que coûte. Un petit succès pour la victoire, deux coups de l'hymne nationaliste, et tous les posses en trébuchet militaire qui avaient tellement troublé les forces de l'ordre se faisaient un devoir de balayer les rues jonchées de gravats.

Pour la centaine de carcasses de voitures, il faut attendre un peu, un tout petit peu, à peine une demi-heure, que les services de la voirie et les grus de la police entrent en action. Pointe-à-Pitre, bonne fille, a même patienté encore un peu en fin de matinée pour laisser se vider dans des autres l'explosion de joie des militants nationalistes qui distribuaient aux passants des fleurs de flamboyant avant de bloquer l'une des rues principales, mais cette fois pour un vide (fête créole) aux sons du gros kha.

Cette foule-là, curieusement, n'impressionne plus. Chacun connaît, comme ce policier, que les indépendantistes guadeloupéens avaient bien le droit d'arroser une réussite « très chancelante mais bien réelle ». Pour un peu — autre effet de l'anxiété d'une folle semaine — on leur aurait su gré, à ces nationalistes, de la sève maternelle de ce juste retour des choses. Pour ce lundi, en tout cas, il y avait dans l'air comme un fantasme de fraternisation, de proximité, sensation que doit éprouver deux boxeurs qui n'en peuvent plus de s'être maternellement sonnés.

Demain, les orientations des uns et des autres auront repris leur marche.

Publicité

L'Irlande

en Concorde

TROIS FORMULES POUR UN LONG WEEK-END

Une rare occasion de vivre, le 4 octobre, les sensations d'un vol supersonique en Concorde à un tarif exceptionnel : 4 980 F vol AR + loc. voiture : 5 590 F vol AR + hôtel : 6 590 F vol AR + circuit guidé. Retour le 6 sur la ligne régulière A.F. Alécom, 53, rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. 522-86-46 (Licence 175001).

Le Front national estime que cette libération d'un « ex-enseignant et raciste notoire », selon son expression, est « scandaleuse ». Le parti de M. Jean-Marie Le Pen déclare que : « La faiblesse des autorités est d'autant plus évidente que nous n'avons pas affaire à un simple délinquant mais à des fascistes encadrés par les hommes de la municipalité communiste de Pointe-à-Pitre. »

Le RPR avait décidé de son côté de réunir, mardi 30 juillet, son bureau politique, sous la présidence de M. Jacques Chirac, pour examiner la situation de l'archipel.

A Basse-Terre, le procureur de la République a publié, d'autre part, un communiqué visant à mettre fin aux rumeurs relatives aux circonstances de la mort de l'épouse du commandant du groupement de gendarmerie de cette partie de l'île, M^{lle} Pierrette Raiffé, dont le corps avait été découvert sur une plage le jeudi 25 juillet. « Il résulte de l'autopsie que ce décès est dû à une noyade », a-t-il indiqué, sans revenir sur la thèse du suicide évoquée auparavant de source officielle.

De notre envoyé spécial che divergent. Mais pour l'heure, on souffrait. Les serfs se relâchent, on pouvait encore se permettre quelques aveux sans arrière-pensée. Au siège de l'UGTG (Union générale des travailleurs de Guadeloupe), des membres du comité de coordination indépendantiste expliquaient très sérieusement que le préfet, M. Maurice Sabourin, méritait bien une promotion.

Hommage au préfet « Il comprend très bien la Guadeloupe », l'hommage — de quel poids — rendu par M. Rosen Mouton, le porte-parole du comité, visait à rendre grâce à la bonne connaissance qu'avait montrée le commissaire de la République des sensibilités locales dans une épreuve de force qui pouvait tourner, c'est désormais unanimement reconnu en Guadeloupe, au bain de sang. Au compte des mérites préfectoraux, selon les nationalistes, le maintien des forces de l'ordre tout le week-end, dans leurs casernes, la prudence des policiers aux abords des barrages déclarés les plus « symboliques » par les insurgés, le refus de certaines arrestations, notamment de quelques membres de l'ARC (Alliance révolutionnaire caribbe) repérés sur les barricades. Et, plus généralement, une relative liberté de manœuvre laissée aux modérés du mouvement, fort occupés à contraindre toute velléité d'insurrection armée.

Plus tard, sans doute, les analyses de ces journées retrouveront leur caractère polémique. Lundi était encore le jour d'une version unique, dramatique et mélancolique reconstruite par ceux qui cherchaient à comprendre ce qui leur était arrivé. Ainsi ces CRS engagés dès le premier jour qui, pour répondre aux accusations de laxisme entendues en métropole dans les milieux de l'opposition, confiaient que « en vingt ans de carrière », ils n'avaient « jamais vécu quelque chose d'aussi dur ». Eux n'en voulaient pas au sous-préfet de Pointe-à-Pitre, M. Hubert Fournier, d'avoir interdit « les affrontements ou corps à corps » et les interventions nocturnes. Les mille sept cents grenades lacrymogènes lancées — en vain — dans la seule journée de mercredi avaient eu, au moins, le mérite d'épargner, à entendre les policiers, « plusieurs dizaines de morts ».

Dans les jours à venir, lorsque la tension et cette solidarité spontanée très particulière de la rue guadeloupéenne seront retombées, il est probable que la police décidera d'aller demander des comptes aux dizaines de jeunes soupçonnés d'avoir détenu des armes à feu. Peut-être même une « descente » s'impose-t-elle, de l'avis des autorités, au « ghetto » Bois-sard, le bidonville qui aurait naturellement constitué le bastion de résistance en cas d'affrontements plus graves. En Guadeloupe, aucune voix ne s'est pour l'instant élevée pour regretter que de telles opérations n'aient pas été menées plus tôt.

Le préfet, de son côté, a profité de cette journée de suspension générale d'interdiction collective pour fustiger la Guadeloupe. Sachant l'île plutôt en accord avec la tactique qu'il a adoptée pour le maintien de l'ordre, il s'est peu étendu sur ce sujet. Il a jugé préférable, dans une intervention télévisée qui devait faire date dans les annales de la préfecture, de rappeler à l'île ses propres responsabilités, au moins économiques et sociales dans la genèse de ces chaudes journées.

Il a lancé un appel court mais ferme « à toutes les bonnes volontés » pour que la Guadeloupe profite de la leçon et consacre un

peu plus d'ardeur à son propre développement. Manière discrète d'expliquer que la plupart des jeunes émeutiers de ces jours derniers n'avaient d'autre perspective que le chômage de longue durée ou le songe de l'indépendance.

En titre des leçons de cette « semaine particulière », plusieurs mesures ont déjà été décidées. Ainsi les effectifs des forces de l'ordre permanentes dans l'île de 500 à 500. En prévision d'autres fortes alertes indépendantistes, les projets de construction d'un second pont entre Grande-Terre et Basse-Terre et d'urbanisation d'un « ghetto » de Boissard devraient être accélérés.

Protéger le port Il faut prévoir aussi d'augmenter les stocks de vivres, de mieux protéger la zone industrielle de Jarry et le port, seul poumon de l'île, que les indépendantistes avaient habilement paralysés. Et la Guadeloupe, lundi, n'en finissait pas de dresser la liste de ses urgences. L'avenir dira ce que seront les effets de cette mini-insurrection qui finit bien, et notamment si le « camp patriotique » pourra capitaliser ce coup de force. L'île, en attendant, mesurait, ahurie, pour sa première journée de repos, son incroyable fragilité aux débordements de rue, à la fois sa fascination et sa peur paralysante. Et, assurément, elle voyait dans cette réalité nouvelle d'elle-même comme un mauvais signe.

PHILIPPE BOGGIO.

Divorce à Alès entre le PC et le PS

De notre correspondant

Alès. — Alès n'est plus tout à fait Alès : coup sur coup, deux communistes ont vu récemment leur élection annulée par le tribunal administratif de Montpellier, au terme d'actions entreprises par l'opposition. Deux annulations qui pourraient passer pour des péripéties — dans les deux cas, on voit mal qui pourrait battre les sortants communistes — si elles n'étaient préparées sur le terrain à un divorce local pratiquement consommé entre le PC et le PS.

Il y eut d'abord, en mai, l'annulation de l'élection du conseiller général communiste d'Alès-ouest, M. Fernand Balez. Une décision motivée, pour les magistrats, par un certain nombre d'irrégularités relevées dans les bureaux de vote. La requête, présentée par le candidat d'opposition M. Jean-Michel Vergnes, était donc retenue. Ce dernier aura toutefois fort à faire lors du scrutin partiel qui devrait se dérouler en novembre : même en admettant que les irrégularités relevées aient été cachées de fraude, il lui sera difficile de refaire un handicap de plus de mille voix. Encore que le PS local n'ait toujours pas annoncé ses intentions concernant ce scrutin.

Ce silence en dit long sur le ressentiment des socialistes à l'égard de ceux qui, tout récemment encore, réalisaient, veille que veille, des parades politiques de gauche. Car ressentiment il y a, et il est profond : les représentants du PS ont encore en travers de la gorge le spectacle des cégétistes brisant leurs pancartes, plantant leurs calottes et agressant leurs militants lors de la visite du président de la République, le 24 juin.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Les parlementaires de l'opposition défèrent la nouvelle loi au Conseil constitutionnel

Les sénateurs et les députés de l'opposition ont déposé au Conseil constitutionnel, en application de l'article 61 de la Constitution, la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie définitivement adoptée par le Parlement à la fin de la semaine dernière. Ils soutiennent plusieurs arguments, relatifs à la forme et au fond de ce texte, qu'ils jugent inconstitutionnel.

Le gouvernement a décidé de ne pas faire usage du troisième alinéa de l'article 61 de la Constitution, qui lui aurait permis d'utiliser la procédure d'urgence afin d'imposer au Conseil constitutionnel de statuer dans les huit jours (1). En principe, le Conseil dispose donc d'un délai d'un mois pour examiner les deux requêtes de l'opposition, ce qui pourrait en principe

provoquer un report des élections régionales. Toutefois, un accord semble intervenir entre le gouvernement et le Conseil constitutionnel, afin que celui-ci statue dès la semaine prochaine, ce qui permettrait au gouvernement, si la loi était, pour l'essentiel, jugée conforme à la Constitution, d'organiser ce scrutin, comme prévu, dès le 8 septembre.

En visite en Nouvelle-Calédonie, le chef du mouvement indépendantiste, M. Jean-Marie Tjibaou, s'est déclaré « inquiet » de voir que les partis d'opposition « cherchent à retarder l'accession de la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance ».

Les sénateurs affirment, en outre, que le découpage des circonscriptions régionales « résulte de préoccupations qui sont en contradiction avec le principe d'égalité du suffrage », que « la répartition de la population et donc des électeurs, entre ces quatre régions, obéit à des considérations qui s'inspirent directement de critères ethniques » et qu'« à cette méconnaissance du principe d'égalité devant le suffrage s'ajoute l'inégalité de représentation entre chacune des régions prévues ». Insistant sur ces points, les députés soulignent, pour leur part :

« Discrimination raciale »

« On est en présence du type même de la discrimination raciale, tous les indigènes, il importe peu qu'elle profite aux Mélanésiens et qu'elle nuise aux Européens. Elle nuit du reste tout autant aux Polynésiens et aux Asiatiques, également attachés à la souveraineté française. Le Conseil constitutionnel ne saurait estimer une pareille discrimination conforme à la Constitution. »

Les sénateurs, dont le recours est plus étayé que celui des députés, ajoutent que les dispositions votées par le Parlement « ne comportent pas de garanties suffisantes » pour assurer la liberté du prochain scrutin régional. « Le secret du vote, soulignent-ils, ne peut être assuré que s'il est impossible d'exiger des personnes qui ont voté la production des bulletins qu'elles n'ont pas utilisés. » Sur ce point, les sénateurs

(Suite de la première page.) Entre la carcasse d'une voiture calcinée, vestige d'affrontements passés, et une vieille passerelle métallique parallèle au pont, ces militants ont tendu de gros câbles téléphoniques arrachés à leurs pylônes, ce qui a fait dire à un Canaque : « Vous voyez, on a le téléphone sur le pont ». Ils y ont installé de

solides troncs d'arbres et des poutres, bloquant totalement l'accès aux bureaux de la société Le Nickel, isolant du même coup la tribu de Saint-Philippo-11.

Mardi, peu avant 10 heures (1 heure du matin à Paris), le « petit chef » de cette tribu, Charles Moindou, se présente lui-même, en compagnie de ses trois « lieutenants » à la brigade de gendarmerie de Thio. Accueilli par le capitaine Fontaine, poignée de mains, mais les Canaques refusent de rentrer dans la brigade. Rapidement, un vif dialogue s'engage.

« C'est de la provocation ce que vous avez fait hier soir, copitiner », lance Charles Moindou, pointant un doigt accusateur vers l'officier. — Pas du tout, rétorque celui-ci, c'était une opération judiciaire tout à fait normale. Si c'étaient des caldoches qui avaient tué l'un des vôtres, vous trouveriez ça normal qu'on les recherche ? Nous sommes les gendarmes de tout le monde. Silence de quelques secondes.

Vous allez voir, reprend Charles Moindou, je vais faire mon rapport à Pissani, et d'abord, donnez-moi le nom des quatre gendarmes dont le Martiniquais, l'Alain Moindou veut parler des hommes plus particulièrement chargés de localiser son neveu. — Pas question, répond le capitaine Fontaine, mais vous, dites-moi qui a tiré sur nos gendarmes hier soir !

Après cinq minutes d'un dialogue de sourds, les Canaques remontrant dans leur Renault 20 et regagnent la tribu. Là, sous un grand arbre, ils discutent de la stratégie à suivre. Un des membres du comité de lutte du FLNKS de Thio rédige un cahier de revendications. « Nous allons l'envoyer à Pissani, dit-il, et on en donnera une photocopie aux gendarmes, une autre à Wilbaux et une autre aux grosses têtes du Haut-Commissariat. » Les Canaques de Saint-Philippo réclament le rapatriement des quatre gendarmes qui iraient celui qu'ils protègent ainsi que le départ de Thio des Wallisiens qui, disent-ils, les ont accusés de viol pendant le siège de la localité au mois de décembre.

Les gendarmes redoutent de sérieux affrontements en cas d'intervention de leur parti pour lever ce barrage qui paralyse désormais, à nouveau, l'activité minière de Thio. La présence signalée d'une douzaine de cocktails Molotov entreposés à proximité du barrage et le fait que des coups de fusil aient été tirés lundi soir montrent la détermination

OLIVIER CLERC.

contestent l'efficacité du dispositif retenu par le gouvernement (le Monde du 27 juillet). De même, ils critiquent les dispositions prises pour les électeurs réfugiés à Nouméa. Enfin, les sénateurs affirment que l'article 17 de la loi, autorisant le gouvernement à légiférer par ordonnances, est lui aussi contraire à la Constitution, parce que « le projet de loi de ratification n'a aucune chance d'être inscrit à l'ordre du jour avant la fin de la législature » et que « de ce fait, cette disposition exclut en principe toute possibilité de recours de constitutionnalité contre les ordonnances ».

(1) L'article 61 de la Constitution stipule : « Les lois organiques, avant leur promulgation, et les règlements des assemblées parlementaires, avant leur mise en application, doivent être soumis au Conseil constitutionnel qui se prononce sur leur conformité à la Constitution. »

Aux mêmes fins, les lois peuvent être déférées au Conseil constitutionnel avant leur promulgation, par le président de la République, le premier ministre, le président de l'Assemblée nationale, le président du Sénat ou soixante députés ou soixante sénateurs. Dans les cas prévus aux deux alinéas précédents, le Conseil constitutionnel doit statuer dans le délai d'un mois. Toutefois, à la demande du gouvernement, s'il y a urgence, ce délai est ramené à huit jours.

Dans ces mêmes cas, la saisine du Conseil constitutionnel suspend le délai de promulgation.

(2) Le premier recours a été déposé le 25 juillet après avoir été signé par 90 députés du RPR et de l'UDF. Le second recours, déposé le 29 juillet, a été signé par 137 sénateurs appartenant à deux différents groupes de l'opposition.

des Canaques. L'un d'eux nous a d'ailleurs déclaré : « On est décidés à ne plus se laisser marcher sur les pieds. Depuis le 18 novembre, on a des fusils. »

Les gendarmes de la brigade de Thio semblent en tout cas excédés par ces incidents et érifient violemment le fait que, selon eux, on ait jusqu'à maintenant protégé les Canaques : « Que voulez-vous, nous disaient mardi matin l'un des gendarmes dont le départ est réclamé par le FLNKS, ils sont sûrs de ce qu'il faut bien appeler la complexité du mouvement. »

Du côté des pouvoirs publics on est dans l'expectative. Le général Debarge commandant les forces de gendarmerie en Nouvelle-Calédonie s'est rendu sur place mardi après-midi afin de juger de la situation. Il devait faire un compte rendu à M. Fernand Wilbaux en fin de journée. La décision que prendra celui-ci ne sera pas sans conséquences car elle sera interprétée par les Canaques comme par les Caldoches comme un ressi de la fermeté dont se prévaut.

FRÉDÉRIC FLOUX.

LA RÉFORME DES ÉCOLES NORMALES SUPÉRIEURES

Les décrets précisant la réforme des écoles normales supérieures (le Monde du 20 juillet) et prévoyant notamment la possibilité pour quatre de leurs élèves d'entrer sans concours à l'Ecole nationale d'administration, ont été publiés au Journal officiel du 28 juillet. M. Guy Bayet, président de la Société des agrégés, qui s'était inquiété de cette réforme (le Monde du 27 juillet) déclare à la suite de cette publication :

« En fait, il y aura une « super ENS » noble, qui abandonnera rapidement sa vocation initiale, fondamentale et irremplaçable qui est de préparer à la recherche et à l'enseignement au plus haut niveau, pour se transformer peu à peu en une Ecole nationale d'administration bis, et les trois autres ENS (Fontenay-Saint-Cloud, Cachan, Lyon) qui garderont en fait leur statut antérieur. »

« Je crains que les élèves des ENS se détournent de l'agrégation et que dans quelques années les classes préparatoires aux grandes écoles, y compris celles préparant à Polytechnique et aux autres ENS, n'aient plus de professeurs à la hauteur. »

société

PRISE D'OTAGES ET TENTATIVE DE VOL DANS LE TREIZIÈME ARRONDISSEMENT DE PARIS

Des policiers « au-dessous » de tout soupçon

M. David Yaghi, bijoutier, quarante-neuf ans, attendait, tôt ce matin-là - le jeudi 25 juillet - à son domicile la visite de peintres en bâtiment. Aussi, ne s'est-il pas méfié lorsque à 7 h 40 on a sonné à sa porte, dans une tour du treizième arrondissement de Paris.

« Police, perquisition », Les deux hommes sont bien habillés. L'un, brun au yeux bleus, porte chemise de soie. L'autre a l'air d'un employé sage. Ils montrent une carte tricolore et poussent M. Yaghi dans son salon.

Dina Yaghi, sa femme, l'y rejoint, accompagnée de ses deux sœurs, Jacqueline et Mona, venues d'Israël lui rendre visite. Curieux policiers, tout de même, qui menottent les deux sœurs dans un même bracelet à M. Yaghi.

« Maintenant, vous comprenez : nous ne sommes pas de vrais policiers, c'est un braquage », dit l'un des deux hommes qui exige que le chien des Yaghi - un doberman - soit enfilé dans une autre pièce.

Leur plan est simple : pendant que les femmes sont tenues sous la menace d'un pistolet, le bijoutier, conduit sous bonne escorte à son magasin, boulevard Raspail, ouvrira ses coffres.

Munis de talons-walkies, les deux hommes rendent compte de l'évolution de la situation à un complice resté dehors. Ils emmènent le bijoutier.

L'un des malfaiteurs reste seul avec les trois femmes. Dina, quarante ans, gravement malade et ses deux sœurs, âgées de quarante et quarante-trois ans, ne sont pas de faibles femmes.

« On ne m'avait jamais fait un truc pareil, et je me suis dit que ça n'allait pas se passer comme ça », raconte Dina.

Les trois femmes passent à l'offensive : sous prétexte qu'elles ont soif, elles exigent un premier verre d'eau, puis un deuxième. Le malfaiteur va à deux reprises à la

cuisine. Les deux sœurs liées par une même menotte lui bloquent le chemin et l'empoignent. Affolé, l'homme tient son pistolet en l'air, les deux sœurs tentent de le lui prendre, lui arrachent une touffe de cheveux au passage, tandis que Dina libère le doberman. « Je vais tuer le chien », menace-t-elle. « Ah non pas le chien ! », répliquent les sœurs, et l'homme craque : « J'ai peur, j'en ai marre, je veux m'en aller », lâche-t-il, avant de s'enfuir.

Alors qu'il dégringole l'escalier de secours, les sœurs alertent le commissariat proche de la bijouterie. M. Yaghi s'apprête à ouvrir la porte de son magasin, menacé par son ravisseur qui pointe sur lui une arme dissimulée dans sa poche lorsqu'il aperçoit dans la vitrine le reflet d'un policier, gilet pare-balles enfilé et pistolet-mitrailleur au poing. Un car de police est garé non loin de là. « Il fallait attirer leur attention. Le gangster me disait : fais pas le con. Mais j'ai demandé au policier ce qui se passait. Je n'avais pas trop peur de l'arme pointée sur moi, j'étais commando dans l'armée israélienne, alors vous savez... »

« Le voilà, votre preneur d'otages »

« Il y a une prise d'otage par ici », explique le policier. « Une prise d'otage ? Le voilà, votre preneur d'otage », réplique le bijoutier en jetant son agresseur dans les bras du policier.

La suite ? L'homme qui a tenté de s'enfuir est vite rattrapé : il s'appelle Patrick El Hamri Namouchi, âgé de vingt-trois ans, il est bien connu des services de police et a déjà été poursuivi pour vol qualifié, proxénétisme et infraction à la législation sur les armes.

Au moment de son interpellation, il était armé d'un P 38.

Ses complices ? L'un, dit-il, est un policier marseillais pré-

nommé Jean-Louis, l'autre est surnommé « Tino », il est lui aussi policier. C'est un policier de la BRB (brigade de répression du banditisme), qui a « indiqué » le coup et Namouchi le connaît bien : relation professionnelle.

Très vite, les policiers identifient la petite bande : « Tino », c'est Alain Rossi, trente-deux ans, inspecteur à la BSP, membre d'un groupe de nuit ; Jean-Louis Naud, trente ans (brigade des stupéfiants et du proxénétisme), est un gardien motocycliste à Marseille, et Pascal Jumeau, vingt-neuf ans, enquêteur de la BRB. Le jour du braquage manqué, il avait pris une journée de congé. Les trois hommes se sont connus en 1980 ; Namouchi leur servait, semble-t-il, d'indicateur. Les policiers qui pourraient ne pas en être à leur coup d'essai, tenaient leurs informations directement des écoutes téléphoniques pratiquées par leurs propres services.

Les quatre hommes ont été inculpés par M. Gilles Rivière, juge d'instruction, de vol aggravé, arrestation illégale, séquestration avec prise d'otages et infraction à la législation sur les armes, et écroués. Une brève ? Sans doute. Le ministère de l'intérieur a tenu à être le premier à la rendre publique par un communiqué (le Monde du 30 juillet), en annonçant la suspension des trois policiers à l'ouverture d'une enquête administrative, et en rappelant que « la modernisation de la police et la modernisation d'un code de déontologie vont de pair avec la plus grande exigence de moralité ».

Une démarche que les milieux judiciaires ont jugée pour le moins précipitée, alors que toutes les inculpations n'étaient pas encore prononcées et qu'il y avait, au 36, quai des Orfèvres, des mal passés à la base, où l'on craint que la faute de deux collègues, ainsi révélée à grand fracas, ne rajoute sur les brigades les plus prestigieuses de la police parisienne.

AGATHE LOGEART.

A Montigny (Val-d'Oise)

LE GÉRANT D'UN RESTAURANT TUE L'UN DE SES AGRESSEURS

Un restaurateur de Montigny (Val-d'Oise). M. Gilles Moreau, trente et un ans, a tué, pendant la nuit du dimanche 28 au lundi 29 juillet, l'un des deux malfaiteurs qui en voulaient à sa caisse et qui avaient ouvert le feu sur lui.

M. Moreau, gérant du Coin de campagne, a été attaqué dans son bureau, après la fermeture de l'établissement, par deux hommes masqués qui avaient forcé la porte de service et qui, sous la menace de leurs pistolets, lui avaient intimé l'ordre d'ouvrir son coffre-fort.

Le restaurateur, faisant mine d'obtempérer, a saisi son pistolet à grenaille et tiré à bout portant sur un des agresseurs. Dans l'échange de coups de feu qui s'en suivit, M. Moreau a atteint le deuxième malfaiteur et a été lui-même légèrement blessé à l'épaule.

Les deux malfaiteurs ont pris la fuite tandis que M. Moreau appelait les policiers, qui ont relevé cinq impacts de balles sur le mur devant lequel se tenait le restaurateur.

Peu après, les policiers ont découvert dans une ruelle, à plusieurs centaines de mètres du restaurant, le cadavre d'un des deux malfaiteurs - un Nord-Africain - allongé sur le trottoir. L'homme, qui n'est pas encore identifié, avait les extrémités des doigts recouvertes d'adhésif, vraisemblablement pour éviter de laisser des empreintes. Une cagoule a été retrouvée près du corps.

Un basque espagnol expulsé de France vers l'Equateur. Alfonso Etxezaray, dit « Atxirika », en situation irrégulière en France et sous mesure d'expulsion depuis février 1984, a été expulsé vendredi 26 juillet vers l'Equateur.

CYCLISME

Le sort de l'équipe Renault ou la course aux millions

Six jours après l'annonce par la direction de la régie Renault « d'arrêter son engagement dans le sport cycliste professionnel » (le Monde du 27 juillet), les candidats à la reprise de l'équipe dirigée par Cyrille Guimard ferment déjà un peloton respectable.

L'entrepreneur immobilier Guy Merlin a lancé le sprint de très loin. Il propose, dans le cadre d'une « association avec le groupe Fignon-Guimard (...) la somme totale de 17 millions de francs », qui englobe les conditions financières demandées par l'Irlandais Stephen Roche, troisième du récent Tour de France et lui aussi sans employeur depuis le retrait de La Redoute.

Pour la société SA Merlin, qui patronne déjà le Tour de France, le Tour de l'Avenir, certaines grandes classiques et plusieurs clubs cyclistes amateurs, soit un budget annuel de 10 millions de francs, l'offre est à prendre ou à laisser.

« Le chèque est fait, signé et certifié. Je l'ai dans ma poche », affirme le promoteur, invitant Cyrille Guimard et à Laurent Fignon à « réfléchir rapidement ». Après le 31 juillet, « cette somme retirée de notre budget sera versée sur d'autres actions publicitaires », prévient-il.

Même son de cloche rapidement chez Alain Ayache, directeur de l'hebdomadaire le Maitre, qui ne souhaite pas « entamer une partie de poker menteur avec Laurent Fignon et Cyrille Guimard ». Prétendant que son groupe de presse « a largement les moyens d'entretenir une équipe professionnelle ».

M. Ayache s'aligne « sur le seul financier et le délit fiscal par M. Merlin ». Dans la corbeille de la marie, il ajoute Joël Pélissier, seule révélation française du Tour 83.

mais il demande en contre-partie à un Laurent Fignon encore convalescent un sacrifice financier : « quitter le sport cycliste professionnel » (le Monde du 27 juillet), les candidats à la reprise de l'équipe dirigée par Cyrille Guimard ferment déjà un peloton respectable.

Sollicité, selon lui, par Raphaël Gémiani, ancien directeur sportif de La Redoute, « pour créer une équipe de jeunes », Alain Ayache se déclare « plus excité par une équipe de jeunes capable de donner le pion à La Vie Claire ». Il n'a pas l'intention d'entrer en cyclisme par la petite porte.

Déjà présente dans le domaine du sport par le biais d'un contrat avec l'équipe de France de ski, la société française K. Way est un « promoteur » moins inattendu. « Nous sommes intéressés par l'équipe cycliste », déclare M. Christian Pava, directeur général de l'entreprise nordiste, mais, si cela ne pouvait être concrétisé rapidement, nous nous tournerions vers la formule 1. » Autrement dit, vers la régie Renault, toujours à la recherche d'un sponsor pour ses voitures jeune et noir de formule 1.

Venus d'horizons différents, ces candidats au « rachat » de l'équipe Renault ont un dénominateur commun : tous trois sont décidés à brasser les choses. Ils le croient haut et fort et tous trois se plaignent de ne pas être entendus par les intéressés. Fignon et Guimard ont, de leur côté, décroché leur téléphone : et si c'était pour négocier en paix avec des solliciteurs plus discrets ? On parle notamment de groupes japonais. Cela expliquerait qu'ils aient opté pour une course d'attente.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

CANOE-KAYAK

La quête olympique des slalomeurs

Les championnats de France de slalom en canoë-kayak ont pris fin dimanche 28 juillet, sur l'Isère, à Bourg-Saint-Maurice (Savoie). Cette manifestation est la dernière de la saison pour les spécialistes de la pagaie en eaux vives. En marge des compétitions, le sujet de la possible admission du slalom aux Jeux olympiques a été une nouvelle fois à l'ordre du jour.

De notre envoyé spécial

Bourg-Saint-Maurice. - Les villes candidates à l'organisation du rendez-vous de 1992 ont été sollicitées, et Paris, notamment, a répondu favorablement à la requête. Selon l'Union internationale de l'escalade, la ville de Paris, en tant que capitale de la Coupe d'Europe 1986 pour montrer à la Fédération internationale de canoë-kayak, influente dans les votes par le biais de la course en ligne, déjà admise aux JO, que Barcelone, autre cité candidate, accorde de l'importance à la principale discipline de l'eau vive.

Nouveau règlement

Apparu en compétition grâce à la ténacité des Suisses, qui organisèrent les premiers championnats du monde en plein air de Genève en août 1949, en présence de sept nations, le slalom bénéficia rapidement du désir de ses dirigeants de le faire reconnaître par le Comité international olympique. Cet entêtement fut récompensé, vingt-trois ans plus tard, grâce aux Allemands de l'Ouest dont la façon parfaite d'organiser les épreuves se révéla finalement négative : un investissement de 16 millions de deutschemarks, dont 1,7 consacré uniquement à la construction d'un bassin artificiel fit se répandre l'idée que le slalom coûtait cher.

Ce handicap est venu alourdir le dossier des réserves, justifiées ou non, à l'égard de la discipline. L'une d'elles concernait l'ampleur des moyens humains à mettre en œuvre pour assurer le bon déroulement des épreuves. Il ne faut pas moins de soixante à soixante-dix personnes pour réussir un sans-faute d'organisation et, parmi elles, une cohorte de juges installés aux trente portes qui jalonnent des parcours longs de 700 à 800 mètres.

La part laissée à l'appréciation humaine dans l'attribution des pénalités est beaucoup trop importante », souligne Eric Kochlin, aujourd'hui entraîneur national, membre de l'équipe de France olympique de 1972. Selon lui, elle renforce le caractère aléatoire des résultats et explique, en partie, l'intérêt très limité des pays de l'Est à s'impliquer dans la discipline.

Pour mieux séduire les strates d'Olympie, un nouveau règlement vient d'être officiellement adopté. Il sera appliqué la saison prochaine. Un essai concluant a été effectué à Bourg-Saint-Maurice lors des championnats de France. Le nombre des portes a été réduit à vingt-cinq et, désormais, les concurrents ne sont plus dans l'obligation de les franchir dans un sens déterminé par le tracé du parcours. Cette nouvelle liberté rend la course encore plus nerveuse, tout en diminuant considérablement la marge d'erreurs.

On est loin du temps où, pour une porte non franchie, une sanction suprême était appliquée sous la forme d'une exclusion pure et simple de la course.

LIBERT TAIRAGO.

MOTOCYCLISME : décès de Lorenzo Ghiselli. - Après trois mois de coma, le coureur motocycliste italien Lorenzo Ghiselli est mort dans la nuit du dimanche 28 au lundi 29 juillet à l'hôpital de Sienne (Italie). Le champion d'Italie des 500 cm³, âgé de trente-deux ans, avait été victime d'une chute au cours du Grand Prix d'Italie disputé à Imola en avril dernier.

RELIGION

Promotion du Père Tucci. - Le jésuite italien Roberto Tucci, directeur général de Radio-Vatican, a été nommé président du comité de coordination de la radio du Saint-Siège. Il est remplacé par le Père Pasquale Borgomeo, jésuite, précédemment vice-directeur général et directeur de programmes à Radio-Vatican. Ce remaniement s'explique par la charge que représentent depuis 1982 pour le Père Tucci ses fonctions d'organisateur des voyages du pape. Le comité de coordination de Radio-Vatican, composé de représentants de la secrétairerie d'Etat, du gouvernement de la Cité du Vatican et de la radio elle-même, a été créé il y a un an, lorsque la supervision de la station du « Saint-Siège » a été confiée à la secrétairerie d'Etat. (AFP)

Les O.S. de la drogue

(Suite de la première page.)

A elle seule, la France procède à quatre-vingt-neuf interpellations et saisies : de quoi émuouvoir les différentes polices européennes et l'interpol, l'organisation internationale de police criminelle, qui se mettent à étudier ensemble la filière srilankaise.

Or, cette filière se transforme à vue. Seule constante : les coolies embarquent à Colombo, capitale de Sri-Lanka, à Bombay ou à Madras (Inde). A partir de là, les O.S. de l'héroïne empruntent mille chemins et escales. Il est possible de dégager trois grandes tendances :

● LE PASSAGE PAR LES PAYS DE L'EST. - Ce fut la première grande voie d'accès à l'Europe occidentale, notamment en 1984. Des dizaines de Sri-Lankais ont transité par Moscou, Sofia, Varsovie et Berlin-Est avant d'arriver à Rome, Paris et Londres. Berlin ? « Le mur est une fiction, explique un policier. Ils arrivent à Berlin-Est, prennent le métro et se retrouvent à Berlin-Ouest. » Les Yougoslaves et les Polonais ont réagi rapidement et coopéré avec les polices d'Europe de l'Ouest.

● L'ESCALE ITALIENNE OU ESPAGNOLE. - Les statistiques

montrent que la filière srilankaise utilise, depuis le début de l'année, l'Italie comme plaque tournante. « Les communautés tamoules implantées en Sicile ou à Rome sont des réservoirs de main-d'œuvre », note un magistrat. Exemple parmi d'autres, deux Tamouls ont été arrêtés, au début de l'année, au poste-frontière de Modane entre l'Italie et la France. Tous deux transportaient six kilos d'héroïne. L'instruction judiciaire, conduite par M^{me} Odette Bouvier à Albertville (Savoie), a permis une quinzaine d'inculpations.

● LE TRANSIT PAR TUNIS. - C'est la dernière formule adoptée par les patrons de la filière srilankaise. Les coolies embarquent d'abord à destination de la Syrie, puis de la Tunisie. Ce « détour » a pour but de surprendre les services de douanes encore peu habitués à voir arriver l'héroïne par le Maghreb. Trois affaires de ce genre ont été récemment signalées à l'Office français pour la répression du trafic illicite de stupéfiants dirigé par le commissaire Jacques Fraquet.

La particularité de la filière srilankaise ne s'arrête pas à cette diversité des itinéraires de passage. Ce qui frappe, c'est sa puissance.

« EXÉCUTÉ » EN PLEIN CENTRE DE MARSEILLE

La mort de Paul Mondoloni

Paul Mondoloni, soixante-huit ans, une des figures les plus connues du milieu marseillais, a été tué par balles le lundi 30 juillet en fin d'après-midi, sur le cours Joseph-Thierry, dans le centre de Marseille. Alors qu'il venait de sortir d'un bar, trois hommes, circulant à bord d'une RS de couleur beige, ont fait feu sur lui. Atteint de neuf balles de gros calibre au thorax et à la tête, Paul Mondoloni s'est effondré. Deux passants ont été blessés au cours de la fusillade. Les assassins ont réussi à s'enfuir.

Paul Mondoloni avait été condamné une première fois à dix ans de travaux forcés en 1941 pour fabrication de faux tickets de ravitaillement ; une deuxième en 1955, à deux ans de prison pour sa participation, en 1949, au vol des bijoux de la Begum ; le 3 août de cette année-là, alors que la Begum et l'Agâ Khan venaient de quitter en voiture leur villa du Cannet, ils avaient été attaqués par plusieurs hommes armés qui avaient délesté la Begum de tous ses bijoux.

Après ces « examens de passage » dans le banditisme, le jeune Corse avait été impliqué dans un important trafic d'héroïne entre le Mexique et les Etats-Unis, sous les ordres de Tony d'Agostini, ancien policier et ex-collaborateur pendant l'Occupation. Il devenait ensuite l'un des adjoints de Marcel Francisci, PDG du Cercle Haussmann, considéré par la police américaine comme l'un

des patrons de la French Connection et assassiné à Paris en 1981.

Le 6 septembre 1983, un de ses amis, Gilbert Hoareau, trente-neuf ans, dit le Libanais, propriétaire de plusieurs discothèques marseillaises, était assassiné presque au même endroit. Mondoloni avait alors reconnu que la victime sortait d'un rendez-vous avec lui.

Paul Mondoloni est le quatrième membre du milieu assassiné à Marseille en moins de dix jours, et ce nouveau règlement de comptes est le dix-huitième perpétré depuis le début de l'année dans la cité phocéenne. Les observateurs marseillais estiment que cette vague sanglante pourrait être liée à la montée en puissance de Francis Vanverbergh, dit Francis le Belge, rival de tout temps de Gaétan Zampa, mort le 16 août 1984 ; Hoareau et Mondoloni étaient en effet des proches de Zampa.

l'importance du volume de drogue importée - récoltée probablement au Pakistan - qui en fait désormais la cible numéro un des polices italiennes, espagnole, française, belge, allemande et britannique. Ce qui frappe encore, c'est le « génie » dont elle fait preuve pour utiliser, au mieux de ses intérêts, le phénomène de l'immigration tamoule.

Exploitation de la misère

Les parrains de la filière srilankaise ont largement construit leur empire en exploitant le désarroi et la misère d'une communauté quittant l'ancien île de Ceylan pour trouver du travail et échapper à la guerre civile les opposants au Cinghalais, majoritaires. Pauvres, sans travail, les Tamouls - qui représentent 18 % des 15 millions d'habitants de l'île - se regroupent, depuis plusieurs années, dans les capitales européennes. Parmi les milliers de candidats à l'immigration, il n'est pas difficile d'en recruter quelques dizaines que le destin transformera en O.S. du trafic de drogue.

La plupart deviennent des passeurs professionnels qui font la navette entre Colombo, le Pakistan et l'Europe avant de se faire arrêter. Les autres jouent leur va-tout pour arriver en Europe : la drogue convoyée leur paye leur billet d'avion et leur fournit un pécule qui peut varier entre 2 000 francs et 5 000 francs.

Ces derniers viennent grossir le millier de « Tamouls fastidieux », c'est-à-dire d'immigrés clandestins, qui, notamment, s'introduisent en France chaque année. Car les passeurs qu'on leur a remis au départ de Colombo sont presque toujours feux et illusoire les illusions les promesses qu'on leur a faites d'un travail en Europe.

Mais si la filière srilankaise profite d'un phénomène d'immigration, elle s'appuie également sur des réseaux en forme de holdings. Les patrons du trafic contrôlent non seulement les stocks d'héroïne, leur expédition mais aussi leur distribution et leur vente en Europe. Un tel système ne peut survivre que grâce à une organisation parfaitement cloisonnée. Les coolies en savent donc le moins possible, en dehors de leur point de chute. Et gare aux bavards ! Les parrains ont déjà ordonné que certains passeurs aient la langue coupée.

Les « narco-dollars »

Rien ne devrait donc gêner la prospérité d'une entreprise qui étouffe sous les « narco-dollars » (l'expression a été forgée à partir de l'Américain narco-dollars, équivalent de stupéfiants). Des dollars qui viennent remplir les caisses d'authenti-

مجلس أمناء

5513

Le Monde MEDECINE

Les Français et la procréation artificielle Entre la loi et la fiction

Les nouvelles techniques de la « procréation médicalement assistée », face aux règles séculaires de la filiation. Parviendra-t-on à maîtriser un droit fondé à la fois sur le biologique et le social ? Comment concilier les intérêts de l'enfant et ceux des adultes ? Le débat a été lancé par le premier sondage national sur cette question de la procréation artificielle (Le Monde du 23 juillet).



LÉGIFÉRER ou laisser faire ? L'IAD (insémination artificielle avec donneur) pose avant tout le problème de la dissociation entre parenté biologique et filiation sociale. De plus en plus répandue (plus de 10 000 enfants ont ainsi vu le jour en France depuis dix ans), elle n'a pas le caractère spectaculaire mais encore exceptionnel des dons d'embryons ou des « mères porteuses ».

IAD : un couple stérile (du fait de l'homme) accepte, pour avoir un enfant, l'insémination « artificielle » de la femme par un médecin utilisant le sperme d'un tiers anonyme. Il y a peu, une telle pratique était jugée avec la plus extrême sévérité par les autorités morales et religieuses. La conception en dehors du strict mariage, la masturbation indispensable à l'obtention de la semence masculine, et, d'une manière plus générale, une forme de maîtrise de la procréation dissociée de la sexualité apparaissent inacceptables. Ainsi, il y a quarante ans, l'archevêque de Canterbury allait-il jusqu'à demander qu'une telle pratique soit considérée comme une véritable infraction pénale.

Dans les années 70, rappelle le professeur Georges David, président de la Fédération des centres d'études et de conservation du sperme (CECOS), l'insémination était victime d'un préjugé défavorable, notamment de la part des autorités morales et religieuses, et sa pratique était révoquée hors de l'hôpital public.

Un engagement critique

Les temps ont changé, comme en témoignent les résultats du sondage SOFRES Le Monde-France-Inter, confirmant, pour la première fois de manière statistique, la reconnaissance, par le plus grand nombre, du caractère légitime de cette pratique. Acceptée, celle-ci n'est continuée pas moins de porter des difficultés questions. L'insémination artificielle est réclamée par des femmes célibataires, des femmes vierges, des couples d'homosexuels ou des femmes mariées à un homosexuel. Autant d'exemples qui illustrent un glissement - marginal mais significatif -

du caractère thérapeutique à la simple convenance et la satisfaction d'un désir.

M. Robert Badinter défendait récemment, devant le Conseil de l'Europe, le droit de l'individu à procréer « seul ». Un engagement aujourd'hui largement critiqué. « Sans s'interroger, écrit par exemple M^{me} Catherine Labrousse-Rieu, professeur de droit public et animatrice de la consultation nationale sur la procréation artificielle, sur les conséquences morales ou sociales de la dissociation de l'amour humain et la procréation que réalise la fécondation artificielle, certains justifient, sous la pression d'une demande sociale grandissante, le recours à ces techniques par l'affirmation d'un droit à l'enfant (...) mélangé sans discernement suffisant le constat objectif du pouvoir de la science et le jugement subjectif de la légitimation de ce pouvoir » (1).

L'IAD - les enfants adultérins sans adultes qu'elle fait naître et la brutale confrontation entre le social et le biologique qu'elle impose - renvoie aussi à d'autres interrogations sur les fondements mêmes de la filiation. C'est d'ailleurs là une situation étrange et quelque peu paradoxale, puisque la loi de 1972 (année où se mettaient en place les CECOS) donne la primauté à la biologie (qui depuis fonde les actions en désaveu de paternité), alors que le code Napoléon se fondait sur le social (le géniteur s'effaçant devant le mari). Ainsi, médecine et biologie accentuent-elles, d'un côté, les possibilités de contraintes (je vais pouvoir savoir, grâce à des examens, si je suis bien le père biologique de cet enfant) et, de l'autre, clarifient-elles le champ des possibilités (bien que stérile, je vais donner à tous l'illusion que je suis le père de cet enfant né grâce à une IAD, mais je pourrais aussi à tout moment démontrer que ce n'est pas le mien).

Faut-il bâtir une loi pour interdire à l'homme qui accepte l'IAD de sa femme de pouvoir ensuite désavouer l'enfant ? Un texte qui interdirait, en outre, à la femme de pouvoir priver son mari de ses droits de père

puisque'il n'est pas le géniteur ? Faut-il, au contraire, attendre encore avant de décider ? « Si le consentement du mari a été vicié, si l'enfant a été conçu d'une insémination trop naturelle que l'IAD avait mission de camoufler, on pourra toujours plaider, estime M. Jean Carbonnier, professeur honoraire à l'université de Paris-X, Ce n'est pas des lois, ou de l'absence de lois, que naît le contentieux, c'est plutôt de notre malice » (2).

Les questions sont tout aussi difficiles quant à l'anonymat du donneur (que la Suède vient d'abandonner). Le conserver, c'est consacrer une « fiction », le social au détriment du biologique. L'abandonner, c'est donner raison à ceux qui font valoir la « transparence », le droit à connaître la réalité de ses origines biologiques et le jeu avec la paternité dont il est le fruit. C'est aussi accepter qu'une cellule (le spermatozoïde) qui, comme l'ovule, ne correspond à aucune catégorie juridique : s'agit-il d'une chose ? d'un organe ? d'une personne ? fonde la paternité.

En Grande-Bretagne, la commission d'enquête présidée par Dame Mary Warnock vient de recommander qu'« à l'âge de dix-huit ans, l'enfant puisse avoir accès aux informations essentielles concernant l'origine ethnique et la santé génétique » (3).

que du donneur, et que des dispositions législatives soient prises afin d'assurer le droit d'accès à ces informations » (3). Le sondage SOFRES établit, à l'inverse, qu'une majorité des Français sont favorables au maintien de l'anonymat.

On trouve là le problème de fond de toutes les formes de procréation assistée qui, après la contraception, continuent au grand jour de dissocier l'amour de la procréation. L'équilibre actuel est, de toute évidence, fort instable. Pour peu qu'on décide de sortir du strict cadre d'une thérapeutique de la stérilité, on arriverait, sous couvert de privilégier l'humain, à une désacralisation des corps et, au-delà, à instaurer un nouvel eugénisme.

JEAN-YVES NAU.

(1) Biologie, éthique et droit, article à paraître dans la revue de la recherche juridique, *Droit prospectif* (1985, n° 2).

(2) Actes du colloque « Génétique, procréation et droit », 1985. Editions Actes Sud/Hubert Nyssen (diffusion PLF).

(3) *Fécondation et embryologie humaine*, Rapport Warnock, publié par la Documentation française (29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07), 60 F.

Faire le deuil de sa stérilité

LES Français - dont on vient de sonder les reins et les coeurs sur les questions des procréations assistées - se prononcent de façon massive pour que les nouvelles techniques soient seulement utilisées pour « résoudre les problèmes de stérilité ». Nous nous félicitons de cette réaction, expression d'un bon sens éclairé.

Mais la stérilité est-elle une maladie ? Ce qui embrouille, pas mal le débat, et de ce fait, rend et la question et les réponses moins simples qu'il n'y paraît. - C'est que les notions de guérison, de « fins thérapeutiques », employées à propos de stérilité, ne peuvent être comprises dans le seul champ médical. La stérilité n'est, en effet, pas plus une tare qu'une maladie. Rappelons tout de même qu'on n'en meurt pas, et qu'on peut avoir une vie créative sans enfant !

La stérilité représente, en revanche, une souffrance profonde aux retentissements multiples. Alors, aider les couples stériles à guérir leur souffrance ? Oui. La colmater à tout prix ? Non. Car cette souffrance n'est pas seulement provoquée par la stérilité. Bien souvent, au contraire, elle la précède et la traduit. Notre expérience en ce domaine nous a appris que nombre de ces enfants - qui ne se désolent pas à venir - restent parfois « accrochés dans les branches de l'arbre génétique » de leurs parents potentiels (1).

Prenons un seul exemple, un des plus connus maintenant : celui de l'insémination artificielle avec donneur (IAD). Croit-on vraiment que

le fait d'inséminer, avec du sperme d'un homme stérile va, *per se*, guérir cet homme de sa stérilité, et ce couple de son « mal d'enfant » ? Nous ne le pensons pas : on nomme souvent un peu vite « nouvelles techniques de l'infécondité » des techniques qu'on pourrait plutôt qualifier de « prothèses procréatives ».

Il arrive, en effet, que l'on confonde - dans l'imaginaire - le sperme donné par un homme, pour contribuer au projet d'enfant d'un couple, avec une sorte de médicament. Cette confusion est quelque peu entretenue par la conditionnement en « paillottes » du sperme, que la Sécurité sociale rembourse comme s'il s'agissait d'un banal produit pharmaceutique (cher ! 250 francs la paillotte). - produit - remboursé en outre à 100 %, comme pour les médicaments « vitaux »... La psychanalyse a sans doute son mot à dire pour éclairer ces problèmes : l'outil dont elle dispose peut contribuer à ce que naissent moins d'« enfants-prothèses », enfants réparateurs de la stérilité du mari ou du couple, enfants colmatages d'une souffrance qui n'a pas été entendue, bref, d'« enfants thérapeutiques » pour les parents.

G. DELAISI DE PARSEVAL

(psychanalyste).

(Lire la suite page 10.)

DEUX POINTS DE VUE

Une affaire de femmes

par MINOU AZOULAI (*)

DEPUIS deux mille ans, de la Bible au XX^e siècle, de l'Égypte à l'Italie, le don d'enfant a toujours été une affaire de femmes. Elles se sont toujours débrouillées pour faire naître leur bébé par d'autres : elles peuvent encore, instinctivement, s'arranger pour se offrir à un enfant au sein d'une famille, de la sororité, de l'amitié et de la tendresse ! J'ai entendu des mères dire à leur fille : « Fais un enfant et donne-le-moi, je l'élèverai ! » Point n'est besoin de l'intermédiaire masculin, et de surcroît médical, pour jouer les médiateurs et mener les négociations. Point n'est besoin d'un comité d'éthique, fut-il local, national, ou « ministériel », pour cautionner ou interdire une pratique fondamentale féminine. Même si certains courants féministes, purs et durs, considèrent la maternité comme un travail qui mérite salaire. On a simplement envie ou non d'être mère, par devoir ou par plaisir, rarement par cynisme !

Cessons donc de nous leurrer, par médias interposés sur le bien-fondé de l'argent. Les prêts d'argent sont faciles et rapportent gros aux seuls médecins en mal de pouvoir et de puissance. Les mères porteuses, les Sarah, ou les Cigognes qui ont « choisi » le parti pseudo-médical ont craché. Certaines par peur d'être « répudiées » par leur mari (sic). D'autres par crainte de la loi dans ce qu'elle a de plus symbolique. Toutes ont montré un peu de leur identité !

Personne n'a encore écrit ou parlé de la déprime de Patricia, première mère porteuse française, cette jeune fille de vingt et un ans, manipulée par le docteur Geller. Une déprime qui n'a rien à voir avec la classique dépression post-partum. Personne

n'a repris les informations alarmistes parues à propos des deux jumelles de Montpellier, elles aussi inséminées, puis manipulées par la presse, qui ont crié leur désespoir haut et fort, en avouant : « Plus jamais ça ! »

Les non-dits

Personne n'ose contredire le discours triomphaliste des équipes qui pratiquent et encouragent les fécondations *in vitro*. Et pourtant, là aussi, les femmes souffrent d'une minimisation d'un pouvoir technologique et médical, occultant sans qu'elles puissent le formuler, tout désir sexuel, tout plaisir amoureux, toute une partie de leur féminité. Et quand elles en prennent conscience, elles « cassent » le couple ou recourent, enfin, à l'adoption. Le sondage du Monde le prouve : d'accord pour une thérapeutique sans acharnement ; d'accord pour le progrès et ses applications, mais sur les autres d'abord !

Alors, pourquoi ce silence et ces non-dits ? Les médecins ne veulent-ils rien savoir, hors du cabinet, des désirs, de leurs désirs ? Les patrons de presse redoutent-ils de ne plus vendre des pages de rêve ? Quand l'information circule mieux, quand l'écoute des uns et des autres se fera plus attentive hors du champ médical et des personnalités « nobélisables » ou éligibles, peut-être les limites du débat s'élargiront-elles ! C'est seulement dans un tel contexte que l'on pourra envisager une véritable consultation nationale qui engagera des femmes et des hommes, et non plus des cas ou des bulletins de vote.

(*) Présidente de l'Association des femmes journalistes.

Un spectacle scientifico-médiatique

par ALFRED SPIRA (*)

BOULEVERSEMENT considérable des habitudes et des modes de pensée, les nouvelles méthodes de « procréation assistée » agitent de plus en plus nos sociétés industrialisées. Tout le monde est concerné, depuis les simples citoyens, confrontés à des problèmes de choix individuels déchirants, aux plus hautes instances de l'Etat qui, à fleuves moultés, font montre d'une agilité intellectuelle permettant de régler un spectacle scientifico-médiatique d'un nouveau type. Le problème est d'importance. Mais il est très frappant de constater que, hormis une serpentine phrase de bonne conscience, on cherche des solutions aux nouveaux problèmes posés, sans, le plus souvent, se demander comment on en est arrivé là, et, surtout, comment on aurait pu ne pas y arriver.

Les méthodes de reproduction artificielle ont été mises au point pour pallier certaines causes de stérilité. Il s'agit, le plus souvent, de la conséquence d'infections pelviennes, elles-mêmes consécutives à des infections gynécologiques basses, dont les plus fréquentes sont des maladies sexuellement transmissibles (MST).

On peut, à l'heure actuelle, estimer que 15 000 à 20 000 nouveaux couples sont, en France, susceptibles de souhaiter avoir recours chaque année à ces nouvelles méthodes de procréation. Celles-ci, constituent, pour eux, la seule issue dans un désir de grossesse qu'ils n'ont pu satisfaire, à la suite d'une série d'événements, le plus souvent très complexe mais au départ de laquelle existe un dénominateur commun, une infection transmise par voie sexuelle. La cause initiale, l'infection par MST, est alors oubliée, et il existe, pour trouver la solution, un véritable marché dont les lois sont en train de s'établir en imposant des soubresauts à notre société.

Le rythme des réunions de scientifiques, sociologues, philosophes, bioéthiciens s'accroît : des conférences d'intérêt de plus en plus claires apparaissent au grand jour. Sommes-nous dans la bonne voie, dans l'unique voie ? Le président de la République a réuni, à grands renforts de protocole et de publicité médiatique, une vingtaine de personnalités scientifiques de très haut niveau qui ont mené une réflexion sur les problèmes éthiques soulevés par le développement de la biologie et, donc, entre autres, de la « procréation assistée ». Ne doutons pas que leur réflexion sera utile, qu'elle viendra intelligemment compléter les nombreuses prises de position déjà disponibles.

Rêve insensé

Mais imaginons, rêve insensé, qu'on leur ait demandé, avec les mêmes moyens et la même publicité, de faire des propositions concernant la prévention et la lutte contre le développement des maladies sexuellement transmissibles. C'est bien, en effet, en partie à cause d'elles, qu'il y a tant de couples qui, en France, ont recours à ces nouvelles méthodes de procréation. Bien sûr, c'est très difficile et cela nécessite la participation de tous à des vestes programmes responsabilisant les sujets les plus à risque, c'est-à-dire, en particulier, les adolescents et les jeunes, mobilisant tous les professionnels de la santé concernés.

Il est possible d'espérer qu'ainsi quelques dizaines de milliers de couples ne seraient pas devenus stériles. Cela aurait au moins permis de diminuer l'importance quantitative du problème qui nous est aujourd'hui posé.

(*) Epidémiologiste à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale.

INSERM

Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale

RECRUTEMENT DE CHERCHEURS

L'INSERM ouvre ses concours annuels de recrutement de chargés de recherche. Ces concours s'adressent aux candidats de toutes nationalités titulaires d'un doctorat d'état ou de 3^e cycle, d'un DERSO, d'un DERBH, d'un diplôme de docteur ingénieur ou de titres et travaux équivalents, dans les domaines de la biologie, de la recherche médicale et de la recherche en santé.

Les dossiers de candidature devront être adressés à l'INSERM entre le 15 juillet et le 13 septembre 1985.

Les épreuves se dérouleront entre novembre 1985 et janvier 1986.

Renseignements téléphoniques : (1) 585.62.30

INSTITUT NATIONAL DE LA SANTÉ ET DE LA RECHERCHE MÉDICALE
101, rue de Tolbiac, 75654 PARIS CEDEX 13
Tél : (1) 564.14.41

Faire le deuil de sa stérilité

(Suite de la page 9.)

Cela vaut pour l'AD comme pour les autres procédés. Qu'il s'agisse de techniques sophistiquées, comme la fécondation *in vitro*, ou simples, comme la pratique des mères porteuses, le travail mental que le « psy » peut aider à faire, c'est celui du deuil de la fertilité.

C'est à ce prix que le recours à ces divers artifices peut prendre sens. Si ces techniques empêchent le deuil d'un « enfant biologique » du couple, leur résultat ressemblera — en bonne logique thérapeutique — à un castré sur une jambe de bois ! Si, en revanche, le couple a pu surmonter la blessure de la stérilité, alors l'enfant né grâce à la technologie médicale sera un enfant comme les autres, peut-être même « mieux pensé » que les autres.

Autre thème qui ressort de ce sondage : celui de la manipulation voire du « chamboulement » du lien de filiation, qui risquerait de se produire en raison de la participation des « co-générateurs », les donneurs de sperme et d'ovocytes ou les préteuses d'utérus.

Les Français semblent redouter une mise en cause de la filiation : on les comprend. Que peut-on en dire ? Les situations familiales et parentales évolutives qui se présentent maintenant avec l'introduction de géniteurs supplémentaires (même s'ils restent anonymes et ne donnent que des vecteurs de paternité ou de maternité) ont pour enjeu les secrets de filiation.

Secrets de polichinelle

Nous partageons ici le point de vue de nombre de psychologues : les problèmes de filiation, les « squelettes dans le placard », sont de véritables secrets de polichinelle. Il y a toujours — quelque un qui sait — et, de toute façon, les enfants ont des antennes extraordinaires pour entendre le non-dit. C'est bien là un des problèmes les plus difficiles posés par les procréations assistées. Pour l'éclaircir, il est important de ne pas confondre secret et anonymat. Sur les questions de l'anonymat des donneurs, il n'existe pas encore d'études approfondies, dans notre système culturel en tout cas. En attendant, ces études indispensables, le moratoire qui consiste à maintenir une cloison étanche — mais pas rigide — entre donneurs et receveurs est sûrement une décision sage.

Le secret, en revanche, renvoie à un terrain plus connu : celui de l'attitude des parents devant le problème de la vérité génétique, attitude dont psychologues et pédiopsychiatres savent qu'elle sera décisive pour le développement de l'intelligence et de la personnalité de l'enfant.

On connaît, en effet, de nombreux cas de familles où se jouent des secrets de filiation : les enfants dits « naturels » (à paradoxer !), les enfants adoptés, adultérins, incestueux, légitimes, etc. L'étude de ces cas fournit de précieux éléments de réflexion pour évaluer le devenir des enfants-AD, des enfants nés par fécondation *in vitro*, de ceux qui naîtront par l'intermédiaire d'une mère porteuse ou après décongélation d'embryon. Ce n'est pas la technique qui est en cause, mais l'élément déterminant de ces histoires, mais l'élaboration mentale qui peut ou non s'opérer chez ceux qui les vivent.

Or ces enfants — à problèmes de filiation — interrogent tous, à un moment ou à un autre, leur entourage, avec des questions mais aussi avec des symptômes. D'où une certaine inquiétude, de notre part, en voyant que 52 % des sondés disent : « L'enfant ne doit rien savoir du tout ». Bien pertinente nous semble la question soulevée par Mgr Julien dans ces colonnes : « Que vont devenir ces couples « hétéro » par un tiers ? ». Et ces enfants ? avouons-nous envie d'ajouter. Il existe un risque d'irréparable parental — inhérent à ces situations, risqué qui peut se traduire par des perturbations du développement intellectuel ou par des troubles psychosomatiques chez l'enfant.

Les psychologues n'ont pas été très entendus dans ce débat jusqu'à présent. Peut-être ont-ils eux-mêmes, un peu rapidement parfois, « nové le poison » en se contentant d'affirmer que c'est seulement le roman familial des enfants ainsi conçus qui risque d'être un peu différent.

Il y a, dans les procréations artificielles, une réalité incontournable. Non celle liée aux techniques, mais celle liée aux « parentés additionnelles » ou multiples — qui ne sont pas vraiment admises, pour l'instant, dans notre type de société, ni vraiment par l'opinion, ni surtout par la loi. Réalité aussi de la participation des donneurs et préteurs de « vecteurs » de paternité. Donneurs de substances biologiques. Comment évaluer la véritable nature de leur participation, l'aventure dans laquelle la société les encourage à « embarquer » ? (On remarque — d'après ce sondage — qu'il n'y a pas foule au portillon ou don !). Réalité, enfin, liée à la maturité du temps dans la succession des générations, induite, elle, par la congélation et la conservation des gamètes et des embryons. Réalité complexe, qui nous rend perplexes sur l'enfant à tout prix.

G. DELAISI DE PARSEVAL
(psychanalyste).

Quelque mille à deux mille Français sont mordus, chaque année, par des vipères. Moins de dix en meurent. Que faire pour ne pas céder à une panique souvent injustifiée ?

MADAME X... est mordue par une vipère à l'annulaire gauche, où elle ressent, très vite, une douleur intense avec saurs abondantes, vomissements, douleurs abdominales et diarrhées. Elle est hospitalisée deux heures et demie après la morsure au CHU de Brest ; sa tension est faible et elle se trouve en état de choc avec angoisse et marbrures des jambes.

Cet état cède en deux heures après une perfusion (plasma et bicarbonate) et une injection de corticoïdes. Le doigt est noir, la main gonflée et bleutée, les ganglions axillaires palpables. La victime ne peut mobiliser son bras. On lui administre de la pénicilline et de l'héparinate de calcium. La main est soigneusement désinfectée et placée sous pansement alcoolisé. Au bout de deux jours Mme X... rentre chez elle ; seul son doigt reste douloureux.

Monsieur Z... arrive au SAMU de Saint-Etienne « en pleine forme », tenant d'une main la vipère aspic qui l'avait mordu trois heures auparavant et montrant son doigt qui porte deux traces de crochets. Il n'y a guère de douleur, le doigt est légèrement enflé mais non le bras.

Par acquis de conscience, l'équipe médicale pratique une injection de sérum antivenimeux. Une forte réaction de type allergique se produit et la victime se met à gonfler jusqu'à « tripler de volume ». En l'occurrence, le remède aura été pire que le mal et c'est l'intolérance au sérum antivenimeux que les médecins ont eu à traiter... et non la morsure de vipère elle-même, qui s'est révélée bénigne.

Il n'en est pas toujours ainsi et la mort, en mai dernier, d'une petite fille de quatre ans et demi, chez laquelle une morsure de vipère n'avait pas été diagnostiquée à l'hôpital de Pont-A-Mousson, rappelle que le venin reste dangereux, surtout chez l'enfant, dont le poids est moindre. Le danger peut être variable selon l'emplacement de la morsure, la quantité de venin injectée (quantité dont l'animal a le contrôle et qui varie de 0 à plus de 50 milligrammes), selon la plus ou moins grande tolérance du sujet, son poids et le degré d'affaiblissement qui a suivi l'accident.

NUL ne soupçonnerait qu'au fin fond de la forêt de Chizé, à Beauvoir-sur-Niort (Deux-Sèvres), les bâtiments d'une ancienne base militaire américaine abritent un véritable nid de vipères. Et, pourtant, les reptiles sont bien là, enfermés et vivent dans des cages soigneusement closes et ne risquant donc pas de planter leurs crochets venimeux dans les chevilles des promeneurs.

Alors que ses collègues du Centre d'études biologiques des animaux sauvages du CNRS ont choisi d'étudier les uns les carnivores, d'autres les herbivores, d'autres encore les sangliers, M. Guy Naulleau, lui, a préféré les vipéridés, ces animaux « qui se perpétuent » et qui ne provoquent, le plus souvent, qu'antipathie et répulsion !

L'un de ses objectifs est d'observer l'impact des conditions climatiques artificielles, créées en laboratoire, sur le comportement et les cycles biologiques des reptiles. Aussi élève-t-il actuellement des vipères appartenant à trois espèces qui vivent dans les régions tempérées : l'aspic (*Vipera aspis*), la plus courante et la plus abondante en France, la berus (ou peliade), que l'on trouve à l'Ouest et dans le Nord du pays, dans les Alpes et dans le Massif Central, et l'ammodyte, vivant en Europe centrale et méridionale.

Dans son laboratoire, les serpents occupent des cages individuelles grillagées, de taille modeste (moins de 1 mètre cube) — « moins ils ont d'espace, mieux ils se développent » — simplement meublées d'une feuille de plastique au sol, d'un bol d'eau, d'une pierre et d'une lampe. La pierre, par sa rugosité, favorise la mue des serpents qui s'y frottent. Placée juste au-dessous de la lampe, elle sert aussi d'accumulateur de chaleur. Lampe et pierre créent ainsi en permanence un climat beau et chaud, offrant aux occupants des cages des années sans hiverner.

Les reptiles ne possèdent aucun système de régulation thermique interne, ils sont très dépendants de la température ambiante, selon

L'angoisse, la panique avec l'accélération du cœur qu'elle implique, l'agitation, favorisent, en effet, la diffusion du venin : la première mesure que préconisent les spécialistes (docteur Cassian Bon, de l'unité des venins de l'Institut Pasteur) consiste à calmer la victime, à la rassurer, à l'immobiliser et à immobiliser le membre mordu par des planchettes ou des baguettes de bois et une bande Velpeau légèrement compressive.

Il faut, ensuite, faire boire du thé ou du café dilué ou de l'eau, en raison de l'œdème souvent rapide qui se déclenche. On désinfectera la plaie et on recherchera les petits trous (un seul parfois) que laissent les crochets de la vipère de façon caractéristique : un peu de sang sort de ces orifices ronds, espacés de 8 mm à 10 mm. La désinfection est rendue nécessaire par le fait que la bouche des vipères contient souvent des débris alimentaires souillés. Ces mêmes souillures justifient le recours à l'anatoxine (ou aux gamma-globulines) tétanique et, le cas échéant, à l'administration ultérieure d'antibiotiques (pénicilline G).

Risques

Le refroidissement de la zone mordue par de la glace est risqué : certains médecins ont pu observer ainsi des gelures conduisant à l'amputation. En revanche, l'application d'eau très froide peut être utile, car l'action des enzymes que contient le venin est ainsi ralentie.

La pose d'un garrot est également risquée (le pansement compressif est préférable) et la « succion » de la plaie, à la bouche ou à la seringue, est parfaitement illusoire en dépit de l'usage romanesque qui a pu en être fait.

Le venin de la vipère accélère la coagulation sanguine et des lésions peuvent être engendrées par les multiples microcaillots qu'il induit dans les vaisseaux. C'est pourquoi on administre souvent aux victimes, dans les services hospitaliers, et si les bilans de coagulation l'exigent, de l'héparine (anticoagulant) sous forme d'héparinate de calcium (0,25 ml) injecté sous la peau dans

laquelle ils règlent leur existence. La belle saison, entre le printemps et l'automne, est pour eux une période de vie active, pendant laquelle ils s'alimentent, muent, se reproduisent. En hiver, au contraire, ils s'enterrent plus ou moins profondément et vivent au ralenti.

On a longtemps pensé que le hibernage était une condition indispensable au développement et à la survie des serpents vivants en zone tempérée. En fait, il n'en est rien. Les vipères qu'il s'agit de chercher parvient à vivre dans les conditions d'élevage permanent créées au laboratoire. Certaines même, comme les aspics, s'y reproduisent, signe évident de bonne acclimatation.

Salive toxique

L'absence d'hivernage, si elle affecte peu le comportement des serpents, affecte cependant leur développement biologique. Les vipères n'ont plus de cycle sexuel saisonnier et peuvent s'accoupler à tout moment de l'année. Les mâles atteignent leur maturité sexuelle à neuf mois ou un an, et non à quatre ou cinq ans, comme c'est naturellement le cas. Quant aux femelles, elles ont une période de gestation plus brève — cinquante-quatre jours au minimum, contre quatre-vingt-dix à cent trente-trois jours dans la nature — et elles peuvent se reproduire deux fois dans l'année, alors qu'habituellement il s'écoule plus d'un an entre deux pontes.

Les conditions de vie du laboratoire affectent aussi énormément la croissance des animaux. Il suffit de compter les anneaux osseux des serpents — les vipères adultes ont autant d'anneaux qu'elles ont d'années — pour constater qu'un reptile âgé de deux ans, élevé en cage, a pratiquement la même taille qu'un reptile de sept ans évoluant librement.

Prolonger la période de vie active des vipères a aussi pour effet d'augmenter la quantité de venin, cette salive toxique jaune ou blanche qu'elles produisent en permanence et qui, une fois cristallisée, conserve

la zone mordue, suivi ultérieurement par une injection sous la peau de l'abdomen. Si plus de trente minutes se sont écoulées depuis la morsure, on pratique cette administration d'héparine sous forme de perfusion intraveineuse à la seringue électrique.

C'est toujours en milieu hospitalier que l'on traitera — s'il se produit — l'état de choc induit par le venin, et qui s'amende aisément par la perfusion d'un fluide de plasma et l'injection de corticoïdes. Si le choc persiste, c'est dans une unité de soins intensifs que la victime d'une morsure de vipère sera placée, pour gérer aux troubles métaboliques, cardiaques et aux complications rénales que peuvent engendrer — rarement — des morsures sévères.

Inefficace

et dangereux ?

Il n'est guère de randonneurs ou de ramasseurs de champignons qui ne se déplacent, dans certaines régions de France, munis de leurs ampoules-sérings de sérum antivenimeux. L'usage de ce sérum est à présent, c'est le moins que l'on puisse dire, vivement contesté. Nombre de médecins considèrent, en effet, qu'il est « difficile à conserver, inefficace et dangereux ».

Il s'agit d'un sérum de cheval neutralisant du venin qui se conserve indéfiniment à 4°C. Mais, par temps chaud, la durée de conservation s'abaisse à un mois, pour devenir plus réduite encore si le sérum a été exposé au soleil. Son pouvoir neutralisant a, dès lors, disparu. Les médecins reprochent au sérum de n'être que modérément efficace et d'engendrer le risque d'un choc anaphylactique sévère, voire mortel, au moment même où le sérum est utile, car l'action des enzymes que contient le venin est ainsi ralentie.

Le docteur C. Bon estime que le risque de réaction allergique au venin est très faible si l'on procède par la méthode dite de Besredka (injection progressive de petites quantités de sérum) et que le degré éventuel d'intolérance) et si l'on dispose d'adrénaline et de corticoïdes. Tout cela est évidemment hors de portée du randonneur. Le conseil qui est donné est donc de posséder le sérum pour l'apporter à l'hôpital, ou au médecin, et de transporter la victime en la remuant le moins possible, membre immobilisé, en milieu médical.

Il faut, dit le docteur Bon, ne commencer une sérothérapie hors d'un contexte hospitalier que s'il s'avère impossible d'atteindre l'hôpital.

Qualité maintenue et « productive », multipliée par trois ou quatre, il était tentant pour un fabricant de sérum de tirer profit de ces expériences et de se doter d'une animalerie conçue sur le modèle de celle de Beauvoir-sur-Niort. C'est ce qu'ont fait les Laboratoires Lelong, à Libourne, près de Bordeaux, qui ont produit durant plusieurs années du sérum à partir du venin de vipères d'élevage.

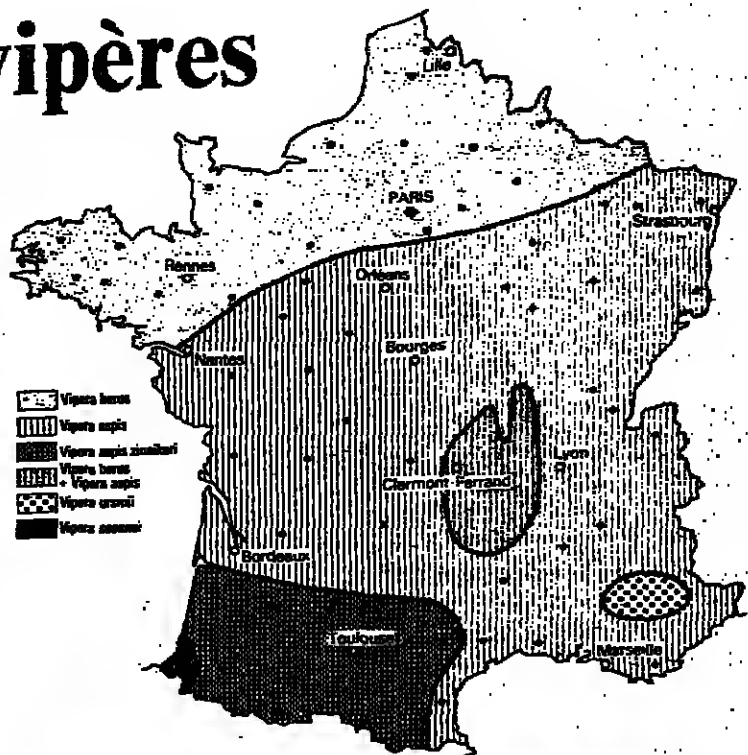
Soustraits à leur milieu naturel et placés dans les conditions d'un élevage permanent, les serpents muent donc une existence plus « active », qui influe sur leur développement. Mais, revers de la médaille, leur longévité s'en trouve quatre à cinq fois raccourcie. Ce qui fait dire à M. Naulleau : « Chez nous, les vipères vivent bien, mais à une vitesse accélérée, et moins longtemps ».

ELISABETH GORDON.

(1) La Revue française d'aquariologie a publié (quatrième trimestre 1984) un numéro spécial sur « les serpents de France », rédigé par M. Naulleau. Abondamment illustré, en couleurs, il offre tous les renseignements les plus détaillés sur les couleuvres et les vipères. Editions Musée de zoologie, 34, rue Sainte-Catherine, 34000 Nancy. 57 pages, 40 F.

(2) On les accuse souvent à tort : les vipères ne sont pas agressives, elles ne poursuivent pas les hommes et sont incapables de sauter (elles peuvent tout au plus se décaler de la moitié de leur longueur, soit d'une trentaine de centimètres). Mais ces serpents n'en sont pas moins fort dangereux lorsque, effrayés par une présence inhabituelle et soudaine, ils manifestent un réflexe de défense. Ils s'enroulent alors, la tête au milieu du corps, sifflent, puis plantent leurs crochets venimeux dans la jambe ou la main de l'intrus.

La phobie des vipères



On trouve en France : VIPERA ASPIS : la plus répandue au sud de la Loire ; VIPERA BERUS : partout en France, sauf le long de la Méditerranée (la plus répandue dans le Nord) ; VIPERA URSINI : rare, dans le mont Ventoux et les Alpes de Haute-Provence ; VIPERA SEONAEI : très rare, dans la région de Saint-Jean-de-Luz et au nord de l'Espagne.

En outre, il faut réserver la sérothérapie aux morsures sévères (œdème important et douloureux dix minutes après l'accident) et aux enfants, plus vulnérables.

En somme, dit le docteur Bon, la sérothérapie systématique est exagérée, il faut la déconseiller formellement lorsqu'elle est envisagée sur place et sans discernement et ne la pratiquer qu'en milieu médical.

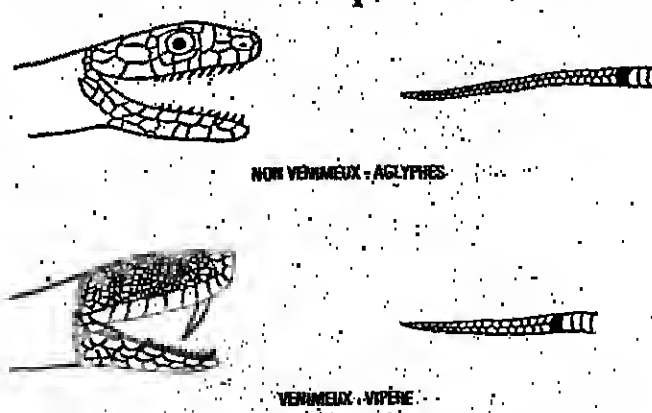
Quelque mille à deux mille Français sont mordus chaque année par des vipères — animal autrement utile pour l'équilibre écologique et donc protégé. Quelques centaines sont hospitalisés et l'on constate une

envenimation grave dans 1 % de ces cas seulement, avec environ deux à dix morts par an, souvent lorsqu'il s'agit d'enfants ou, cas rare, lorsque la vipère a injecté son venin dans une veine.

« Le venin de vipère n'est pas aussi dangereux pour éveiller l'intérêt scientifique », regrette le docteur Bon. C'est pourquoi son contenu et son mode d'action sont, somme toute, assez mal étudiés. Voilà qui devrait rassurer les vacanciers et les promeneurs et permettre d'éviter, chez ceux qui sont mordus, une panique qui risque d'être le plus important facteur d'aggravation de leur état.

Dr ESCOFFIER-LAMBOTTE.

Différences entre vipère et couleuvre



	VIPÈRE	COULEUVRE
TÊTE	Triangulaire	Ovale
YEUX	Pupilles à fente verticale	Pupilles rondes
ÉCAILLES sur la tête	Tête recouverte de petites écaillures, on ne distingue pas 3 écaillures plus grosses chez Vipera et Urotaea	3 grosses écaillures, dont 3 entre les yeux
ÉCAILLES entre œil et lèvre	Fineurs rangées d'écaillures	Une rangée de grosses écaillures
CORPS	Traqué	Allongé
QUEUE	Croûte et courte	Épave
TAILLE de serpent	Inférieure à 80 cm	Supérieure à 80 cm ; pouvant aller jusqu'à 2,40 m

Faire ou ne pas faire...

Que doit-on faire en cas de morsure ?

- calmer et rassurer la victime ;
- chercher les petits orifices de la morsure, séparés de 8 mm à 10 mm, desquels s'écoule un peu de sang ;
- immobiliser le membre atteint et faire un pansement compressif (pas trop) avec une bande Velpeau ;
- faire boire du thé, du café dilué ou à défaut de l'eau ;
- transporter la victime immobilisée vers un hôpital ou un cabinet médical ;
- n'utiliser le sérum antivenimeux que s'il est impossible d'atteindre un secteur médical en deux heures. (Le faire avec les plus grandes précautions) ;
- ne pas placer de garrot. Ne pas mettre le membre dans de la glace (risque de gelure). Ne pas aspirer le venin. Ne pas ouvrir la plaie avec un couteau. La désinfecter et la laver soigneusement.

Pour éviter tout risque de morsure, les spécialistes recommandent aux promeneurs de s'équiper de grosses chaussures montantes ou mieux encore, de bottes au travers

desquelles les crochets ne peuvent pas pénétrer. Il faut également prendre quelques précautions avant de cueillir des fleurs ou de ramasser des champignons à proximité desquels un serpent venimeux pourrait être caché. Les vipères étant sourdes mais très sensibles aux vibrations de l'air et du sol, il est indiqué de remuer la végétation ou de frapper sur le sol avec un bâton avant de mettre la main à terre, de s'allonger ou de s'asseoir pour pique-niquer. Enfin, il faut se souvenir que le venin garde toute sa toxicité lorsque l'animal est mort.

Ce qu'il faut faire ou ne pas faire, en cas de piqure ou de morsure de vipère, mais aussi en cas de piqure de guêpes ou de frelons, de scorpions, de phlébotomes, de chenilles processionnaires, d'araignées, de rascasses, de méduses ou d'anémones de mer est expliqué dans une brochure de vingt-trois pages éditée en 1984 par le secrétariat d'Etat à la Santé (Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75015 Paris ; fascicule spécial 84/9 bis : les Animaux venimeux en France).

مركز الأمل

JEU DU MARDI À LA TRIBUNE

Des annus techniques ont rendu incompréhensibles certains passages du discours suivant. Serez-vous retrouver parmi les solutions qui vous sont proposées les propos authentiques de l'auteur ?

Déclaration de Raymond Barre publiée dans le Parisien libéré du 5 septembre 1983 à propos de l'immigration

Comme je l'ai à diverses reprises rappelé quand j'étais (1) les (2) ont contribué depuis (3) à la croissance et à la prospérité (4) ils ont accepté des emplois dont les (5) ne voulaient pas. Aujourd'hui que la situation économique a changé, il serait (6) de faire retomber sur eux le poids (7) et de les traiter d'une manière contraire à (8).

Il est vrai que dans de nombreuses villes et régions, il y a aujourd'hui de graves (9) entre (10) et les immigrés. Je conviens pour ma part ce qui se passe dans (11) Des phénomènes d'intolérance et de racisme se développent de manière (12). Et l'on aurait tort d'imputer à un comportement (13) des réactions qui se manifestent dans les (14) y compris de (15).

Le gouvernement socialiste a pris une lourde responsabilité en 1981 lorsqu'il a accepté, et même (16) l'immigration clandestine en régularisant la situation de (17). Aujourd'hui, il prend conscience de la gravité du problème, mais bien (18). Je dois dire que, me souvenant de la (19) opposition des (20) et de tous les milieux (21) aux efforts du précédent gouvernement pour arrêter l'immigration clandestine et mettre en œuvre (22) au problème plus général de l'immigration, je suis (23) de lire que le président de la République demande au gouvernement d'appliquer aux immigrants clandestins (24). Je pense que le souvenir d'un passé récent devrait inciter à plus de (25) dans le propos.

1. a) Au gouvernement; b) Aux affaires; c) Premier ministre.
2. a) Étrangers; b) Travailleurs de tous pays; c) Travailleurs immigrés.
3. a) Toujours; b) 1950; c) La V^e République.
4. a) De chacun; b) De l'Europe; c) De la France.
5. a) Français; b) Autres; c) Jéhous.
6. a) Injuste; b) Inlogique; c) Maladroit.
7. a) Des erreurs de la gauche; b) De la crise; c) Des difficultés économiques.
8. a) L'équité; b) La tradition de notre pays; c) La loi.
9. a) Décroissances; b) Divorces; c) Tensions.
10. a) La population française; b) Les Français innocents; c) Nous.
11. a) Les autres pays; b) La région lyonnaise; c) La ville de Douai.
12. a) Préoccupants; b) Incompréhensibles; c) De droite.
13. a) Injuste; b) D'extrême droite; c) De droite.
14. a) Couches ouvrières; b) Milieux populaires; c) Régions urbaines.
15. a) Gauche; b) Notre pays; c) Tradition modérée.
16. a) Implicitement encouragé; b) Provoqué de fait; c) Lâchement laissé faire.
17. a) Certains migrants; b) 130 000 migrants clandestins; c) Toute une faune d'individus suspects.
18. a) Faiblement; b) Tardivement; c) Hypocritement.
19. a) Virulente; b) Stupide; c) Criminelle.
20. a) Députés RPR; b) Exécutes de gauche et de droite; c) Socialistes.
21. a) Réactionnaires; b) Fascistes ou fauchistes; c) Gauchistes ou gauchissants.
22. a) Une solution finale; b) Des solutions appropriées; c) Une solution durable.
23. a) Stupéfait; b) Indigné; c) Ravi.
24. a) Les rigueurs de la loi d'une manière implacable; b) Les sanctions qui s'imposent; c) La tradition humaniste de notre pays.
25. a) Décence; b) Raison; c) Générosité.

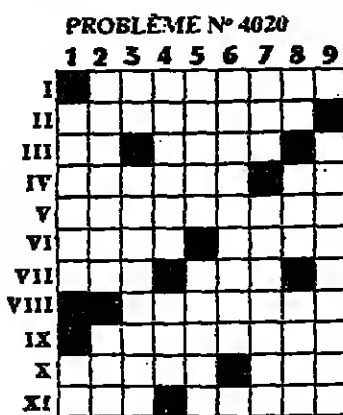
Solution dans notre prochain numéro

SOLUTION DU JEU DU LUNDI (le Parrain)

Si notre parrain d'aujourd'hui effectue les mathématiques, c'est qu'il y a excité dans sa jeunesse. Mais si deux sur trois reste son chiffre préféré, c'est qu'il a ses talents littéraires qu'il le doit. Il a fait réviser à Laurent le Puy-de-Dôme et s'il connaît bien M. Guy, c'est que Maupassant est son auteur favori, comme il l'a expliqué à Bernard Pivot dans « Apostrophes ». Le parrain de Laurent est bien sûr Valéry Giscard d'Estaing.

ERRATUM. - Dans notre jeu des suites logiques (le Monde du 26 juillet), il fallait lire : 8 19 41 74 118 173.

MOTS CROISÉS

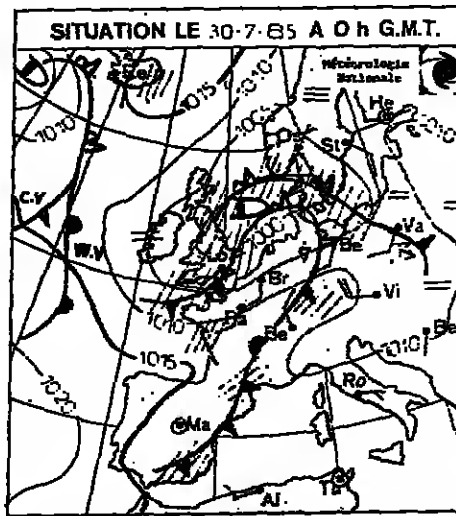


HORIZONTALEMENT
I. Chef de section. - II. Théâtre d'opérations menées... rondement. - III. Un peu d'eau. Avec lui, les conseillers étaient toujours les pervers. - IV. Voix venir, ou ne voit pas venir. Pièce étrangère. - V. Résultat d'un haut degré de fusion. - VI. Il y règne un silence de mort ou une vive agitation. Période aussi florissante pour la « chine » que pour les Chinois. - VII. Arrivée dans le désordre. Peut avoir pied mais a besoin d'un coup de main. - VIII. Pour ceux qui préfèrent être isolés. - IX. A la tête des religieuses. - X. A du baume au cœur.

VERTICALEMENT
1. Un chien ou un fauve. Hommes d'armes. - 2. Partie du pied. C'est du gâchis. - 3. Conjonction. Source de « chagrin ». - 4. Agent de lésion. Parure féminine. - 5. Pratique donc les transports en commun. Porte-parole de la bonne parole. - 6. Un handicap en sport ou un avantage dans le travail. - 7. Plante. Haut lieu de la culture chinoise. - 8. Unique en son genre. Parfois très ferme. Pour fermer la bouche ou faire pousser des cris. - 9. Font perdre du temps.

Solution du problème n° 4019
Horizontalement
I. Réception. - II. Enquête. - III. Menuisier. - IV. Tes. - V. Ecran. Reps. - VI. Muets. Ra (Rai). - VII. EM (E.M.). Aimant. - VIII. Nuage. - IX. Allégorie. - X. Qué. Elève. - XI. Essort. Es.
Verticalement
1. Remue-ménage. - 2. Été. Canicule. - 3. Cintra. Alés. - 4. Équutage. - 5. Puis. Sieger. - 6. Tes. Olé. - 7. Itinéraire. - 8. Ote. Pan. Ite. - 9. Nerfs. Tubes.
GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE



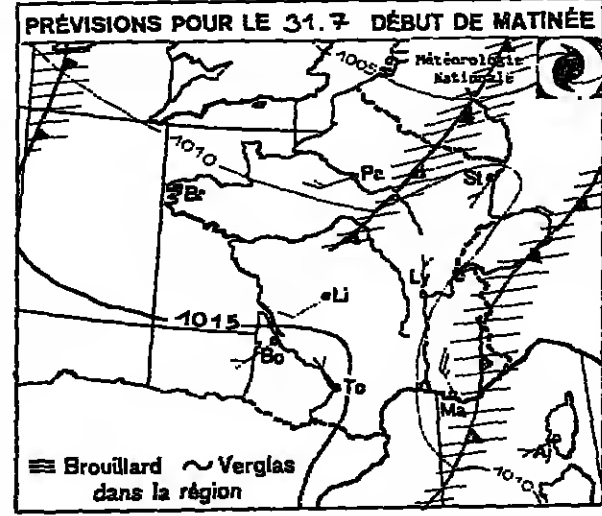
Évolution probable du temps en France entre le mardi 30 juillet à 0 heure et le mercredi 31 juillet 1985 à minuit.

Situation générale :
Entre la dépression de la mer du Nord et l'anticyclone atlantique circule un flux perturbé frais et humide poussé par des vents de nord-ouest.

Prévisions :
Mercredi matin de la Champagne et des Vosges aux Alpes et à la Provence le temps sera maussade. Gris, avec des averses, voire des orages dans le Midi. Au cours de l'après-midi le mauvais temps va s'éloigner de nos régions orientales avec retour de belles éclaircies sur les régions du Sud-Est et établissement d'un ciel capiteux sur les régions du Nord-Est et du Nord des Alpes.

En Languedoc-Roussillon, mistral et tramontane seront sensibles et maintiendront un temps bien dégagé.
Ailleurs va prédominer un temps partagé entre le soleil et les nuages. On verra quelques bancs de brouillard au lever du jour sur les régions du Sud-Ouest et le Centre. En milieu d'après-midi, arrivée de nuages et de quelques pluies sur la Bretagne gagnant le Cotentin et la Vendée en soirée avec un renforcement des vents de nord-ouest.

Excepté sur les régions méditerranéennes où les températures atteindront 25 à 28 degrés l'après-midi, il fera frais pour la saison : 10 à 12 degrés au lever du jour ; l'après-midi pas plus de 16 à 18 degrés près de la Manche. 18 à 25 degrés sur les autres régions de la moitié nord, 20 à 24 degrés plus au Sud.



À l'exception de quelques averses le matin encore possibles sur les Alpes. Le mistral cessera progressivement dans la matinée. Les températures maximales seront en hausse de 2 à 3 degrés sur le Sud-Est, stationnaires ailleurs.

Samedi : Le ciel sera encore nuageux le matin de la Vendée au Nord et aux Ardennes, gagnant dans la journée vers le Sud-Est atteignant le Sud-Ouest, le Massif Central et les régions du Centre-Est et du Nord-Est avec des pluies près de la frontière belge et sur l'Est. À l'arrière des éclaircies alternent avec des passages nuageux. Le beau temps persistera sur les régions du Sud-Est. Hausse des températures maximales de 1 à 2 degrés.

Dimanche : Le secteur nuageux achèvera de traverser la France le matin intéressant les régions du Sud-Est, ensuite le temps sera beau sur le pays. Cependant le ciel se couvrira dans l'après-midi de la Bretagne au Nord avec quelques pluies éparpillées dans la soirée sur les côtes de la Manche.

La température poursuivra sa hausse sur la moitié Sud du pays.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 29 juillet ; le second, le

minimum dans la nuit du 29 au 30 juillet : Ajaccio, 31 et 19 degrés ; Biarritz, 25 et 14 ; Bordeaux, 27 et 13 ; Brétail, 19 et 14 ; Brest, 17 et 14 ; Cannes, 27 et 20 ; Cherbourg, 17 et 13 ; Clermont-Ferrand, 24 et 10 ; Dijon, 22 et 10 ; Dinard, 19 et 13 ; Embay, 28 et 14 ; Grenoble-St-M.-H., 27 et 14 ; Grenoble-St-Georges, 27 et 13 ; La Rochelle, 20 et 16 ; Lille, 21 et 14 ; Limoges, 19 et 11 ; Lorient, 19 et 15 ; Lyon, 22 et 14 ; Marseille-Marinade, 30 et 20 ; Mende, 27 et 20 ; Nancy, 23 et 11 ; Nantes, 21 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 28 et 22 ; Nice-Ville, 28 (max.) ; Paris-Montsouris, 22 et 13 ; Paris-Orly, 22 et 13 ; Pau, 22 et 16 ; Perpignan, 27 et 20 ; Rennes, 21 et 12 ; Rouen, 19 et 12 ; Saint-Etienne, 24 et 12 ; Strasbourg, 17 et 12 ; Toulouse, 25 et 16 ; Tours, 21 et 13.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 35 et 18 ; Genève, 23 et 13 ; Lisbonne, 25 et 16 ; Londres, 19 et 14 ; Madrid, 28 et 14 ; Rome, 32 et 24 ; Stockholm, 21 et 15.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

MERCREDI 31 JUILLET
- Ateliers d'artistes, jardins et curiosités de Montparnasse. - 15 heures, métro Vavin.
- Cité d'artistes et jardins de Montmartre. - 15 heures, sortie métro Lamarck.
- Le Marais, la place des Vosges illuminée. - 21 heures, métro Pont-Mare.
- Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges. - 14 h 30, sortie métro Saint-Paul.
- Au Marais : de l'hôtel Guénégaud à l'hôtel Salé. - 14 h 30, 60, rue des Archives.
- Une heure au Père-Lachaise. - 10 heures et 11 h 30, entrée principale.
- Le Père-Lachaise à la carte. - 14 h 45, 10, avenue du Père-Lachaise (V. de Langlade).
- Le donjon du Louvre et l'enceinte de Ph. Auguste. - 15 heures, musée du Louvre, entrée porte Saint-Germain - l'Auxerrois.

LE CARNET DU Monde

Naissances

- Anne et François FROMENT-MEURICE, Florence et Jérôme, ont la grande joie d'annoncer la naissance de

Elisabeth, 17, boulevard d'Andilly, 95160 Montmorency.

- Patrick et Anne SOGHOMONIAN, née Couturier,

ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille

Elisabeth, le samedi 27 juillet 1985, à Domfront (61700).

Décès

- M^{me} Hugues Blane, sa femme, M. et M^{me} Pierre Blanc, ses parents, M. et M^{me} Michel Gain, ses beaux-parents.

ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Hugues BLANC, chargé de recherches au CNRS,

survenu le 25 juillet 1985, à l'âge de trente-trois ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église de l'Immaculée Conception de Boulogne-sur-Seine.

238, résidence Aquitaine, 92100 Boulogne.

- Le docteur Jean Body, M. et M^{me} Christian Body, M. et M^{me} Yves Body, M. et M^{me} Jacques Body, leurs enfants et petits-enfants.

M^{me} Masson, M^{me} Schrobilgen, M. et M^{me} Marcel Body, M. Cheneau, M. et M^{me} Bardou, leurs enfants et petits-enfants.

Les familles Body, Breire, Leroy, Neau, David, Marais, Et ses amis Beussoleil, Brauman, Debray, Etchevaux, Maréchal.

ont la tristesse de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-dixième année, de

M^{me} Alix BODY, née Poirier,

le 27 juillet 1985

La levée du corps aura lieu à l'hôpital Bretonneau à Tours, le mardi 30 juillet, à 14 h 30.

L'enterrement ou cimetière de Morannes à 10 h 30.

Ni gerbes ni couronnes, quelques fleurs simples, peut-être...

41, boulevard Thiers, 52000 Chaumont

41, boulevard de Montchalmat, 63130 Royat, 2, rue Cloche-Perse, 86000 Poitiers, 23, rue des Hérons, 37170 Saint-Avertin.

- Ses amis ont la tristesse d'annoncer le décès de

André JANNEY,

commandeur de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, colonel honoraire de l'armée blindée cavalerie.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 29 juillet 1985, au cimetière de Passy, dans la plus stricte intimité.

27, avenue Marceau, 75116 Paris.

[Né le 9 septembre 1905 à Paris et résidant depuis 1960, André Janney a rejoint les Forces armées françaises libres en 1941, où il entre au cabinet du général commandant les Forces françaises « libres » en Grande-Bretagne. En mars 1943, il sert en Tunisie au centre d'instruction divisionnaire des blindés de la 2^e division blindée et participe à la campagne de France, comme capitaine au 501^{er} régiment de chars de combat. Il sera fait compagnon de la Libération le 12 septembre 1945.

Après la guerre, André Janney entre dans les affaires et il sera, notamment, directeur du département terrestre des chantiers navals de La Ciotat. Il était colonel honoraire.]

- M^{me} Hélène Refs-Danon, sa fille, M. et M^{me} Jacques Lévy-Darbois, ses enfants, Serge, Amélie Loiseau-Lévy, Alain, Michèle Bourcier-Lévy, Jean, Marcel, Sophie Lévy-Verbeur.

Carol, Sophie, Virginie, Yvel, Nathalie, Alexandra, Jeremy, Cindy, ses arrière-petits-enfants, Sa famille et ses nombreux amis, font part du décès de

M^{me} Marcel LEVY-DANON, née Marcelle Danon, chevalier de la Légion d'honneur,

veuve de Marcel LEVY, mort pour la France,

le 21 juillet 1985 à Paris, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale, à Lacelle (Corrèze).

70, rue Bir-Hakeim, 59130 Lamberville.

- L'association des Eclaireurs et Eclaireuses de France, l'association des Anciens Eclaireurs et Eclaireuses de France, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marcelle LEVY-DANON, [Marcelle Lévy-Danon (Érable) fut commissaire nationale de la branche « extension » des Eclaireurs de France de 1942 à 1962. Avec l'équipe qu'elle avait su rassembler, elle donna un très grand développement au scoutisme pour les handicapés physiques et mentaux. Elle fut très résolument en œuvre une nouvelle pédagogie en appelant à vivre « comme les autres », comme les Eclaireurs normaux, les enfants aveugles, sourds-muets, atteints de polio ou de tuberculose osseuse ainsi

que les jeunes retardés ou caractérielles. Cette façon de considérer et de traiter les handicapés a été ensuite appliquée avec succès dans bon nombre d'institutions publiques ou privées.]

- Christian Michel, Dominique et Daniel Schiff, Martin et Manuel Schiff,

ont la douleur de faire part du décès de

Suzanne MICHEL, née Metzger,

survenue le 26 juillet 1985.

« Je vous ai tant aimés, nous l'avons tant aimé. »

Le Hérot, 76870 Gaillefouine.

- M. Alfred Miginiac, son mari, M. et M^{me} Joël de Closmède, et leur fille, Le docteur et M^{me} Joël Oger et leurs enfants, M. et M^{me} Jean Miginiac et leurs enfants, M^{me} Marie Miginiac-Ben Canaan et son fils, M. et M^{me} Andreas Nieuwenhuis et leur fille, Alain Miginiac, Elisabeth Miginiac, Les enfants et petits-enfants, Ainsi que toute la famille et les amis.

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Alfred MIGINIAC, née Lucienne Abadie,

survenue à Laval, le 28 juillet 1985, à l'âge de soixante-huit ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 31 juillet, à 10 heures, en l'église des Cordeliers, à Laval.

Cet avis tient lieu de faire-part

Laval, Paris, Vancouver, Issy-les-Moulineaux, Amsterdam, Passac-sur-Dordogne, Rennes.

- M^{me} Michel Penent d'Izarn, Jean-Baptiste, Alix et Aude, M. et M^{me} Penent d'Izarn, M^{me} S. Penent d'Izarn, ses enfants, La baronne de José, M^{me} G. Penent d'Izarn, ses enfants, M. Jacques-Arnaud Penent d'Izarn, M. Pierre Penent d'Izarn, M. et M^{me} P. Penent d'Izarn, La baronne de La Fage, M^{me} Winthebert et ses enfants.

ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel PENENT D'IZARN, directeur de la Caisse centrale de coopération économique, chevalier de l'ordre national du Mérite, commandeur de l'ordre national du Côte-d'Ivoire,

survenu le 20 juillet, à l'âge de cinquante-neuf ans, muni des sacrements de l'Eglise

Une messe à sa mémoire sera célébrée en septembre.

Château de Pouech, 92300 Moulins, 145, rue de Longchamp, 92200 Neuilly-sur-Seine.

[Né à Toulouse en 1929, d'abord ingénieur au bureau Michel Penent d'Izarn entre en 1956 à la Caisse centrale de coopération économique, alors dirigée par M. Penent-Vinay. Désormais M. Penent va se consacrer au développement de l'Afrique tropicale et à la coopération avec ses jeunes États. Chargé de mission au secrétariat général pour l'aide et la coopération puis au cabinet de M. Jean Foyer, ministre de la coopération (1959-1961), responsable du programme de langues françaises à la Banque mondiale à Washington (1961-1963), M. Penent sera, de 1963 à 1971, directeur général adjoint de la Société d'aide technique et de coopération avant de rejoindre, en 1972, la Caisse centrale, dont il était directeur. Acteur lucide de la coopération, M. Penent y apportera une vision neuve, créatrice et profondément humaine.]

- M^{me} Max Welzer, son épouse, M. et M^{me} Jean-Paul Welzer, Sophie, Anne, Isabelle, M. et M^{me} Dominique Thomas, Romain, ses enfants et petits-enfants, Et toute la famille,

ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Max WELZER,

survenu à Paris le 25 juillet 1985.

La levée du corps aura lieu le mercredi 31 juillet, à 7 h 45, à la clinique du Parc-Montceau, 21, rue de Chazelles, Paris-17^e.

Ni fleurs ni couronnes à Paris.

L'inhumation se fera, dans l'intimité, le jeudi 1^{er} août à Saint-Agnan-près-Crocy (Creuse).

M. Alfred Sauvy, président d'honneur, Les membres du conseil d'administration, Le personnel et les amis du Centre de coopération culturelle et sociale,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Max WELZER,

directeur, cofondateur de l'association, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre du Mérite, croix du combattant volontaire de la Résistance.

Un hommage lui sera rendu à l'issue de la levée du corps, au siège de l'association.

C.C.C.S., 26, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris.

Services religieux

- A la mémoire de Victor GRANDPIERRE, décédé le 1^{er} août 1984,

un service religieux et une paraison seront célébrés le jeudi 1^{er} août 1985, à 19 h 30, en l'église orthodoxe roumaine, 9 bis, rue Jeanne-Baptiste, Paris-5^e.

culture

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

1 LE VOYAGE EN ORIENT (suite)

UN de mes amis qui revient de là-bas me disait que le chemin de fer, dans ces régions, était en général très confortable. Ce serait un plaisir d'aller de Louqsor à Assouan. Il me racontait - je le cite - que dans son wagon il y avait de petites tables, des fauteuils d'osier mobiles, des divans capitonnés de cuir fort propices à la sieste, des portières défendues par de triples châssis superposés et dont l'un est muni de verres bleus qui tamisent la lumière trop crue.

Le comble du raffinement, ce sont ces glacières pratiquées sous le plancher, pour tenir au frais les provisions de bouche et les boissons ! Pour lui, pour Bertrand - pourquoi cacherais-je en effet son nom plus longtemps ? - c'est un vrai plaisir que de saluer par la baie vitrée du wagon-restaurant, quand il se trouve dans l'express du Caire, les premières voiles blanches des dahabieh qui descendent le Nil. Bertrand, qui connaît ma passion des chemins de fer, m'affirme que, sur la ligne de Bagdad, c'est encore plus beau : « Les voitures de première sont de véritables salons, où le velours rouge s'étale avec une profusion et un faste tout germaniques ! ». Du Liban au Syrie, c'est presque aussi épatant : « Damas, la reine du désert est tout aussi facilement accessible. Un chemin de fer à crémaillère vous fait gravir, sans trop de cahots, les pentes roides du Liban et vous dépose, au bout de quelques heures, sur une petite place poussiéreuse toute grouillante de cochers et de pisteurs d'hôtels. » D'aller de Jaffa aux lieux saints demande à peine cinq heures. On prend le train de midi et on se retrouve pour le thé à Jérusalem dans le hall de l'Hôtel du Parc.

Ces facilités de déplacement, ce confort, cette douceur de vivre, cet Orient relativement paisible existaient en 1906, quand il y avait encore l'Empire ottoman d'Abdül-Hamid II et la monarchie austro-hongroise de François-Joseph. On peut dire beaucoup de mal de ces deux souverains, et l'on ne s'en est pas privé, mais je maintiens que leur règne vit l'apogée du wagon-lit et du wagon-restaurant. Ce n'est pas sous Abdül-Hamid II que Laurent Fabius se serait plaint d'un repas qui lui avait été servi, il y a quelques mois, dans le TGV Paris-Lyon. N'en déplaise à M. Le Pen, les Turcs avaient du bon. Le Bertrand que nous citons à la suite de Jean-Claude Berchet (voir le Monde du 17 juillet) et qui fut un collaborateur de la Revue des Deux Mondes et le successeur de Barrès à l'Académie française, dénonce ce qu'il appelle « le mirage oriental ». Ce n'est pas un niais comme moi. Il n'est dupe ni des wagons-lits ni des voyages organisés. Il aurait été un admirateur correspondant du Monde dans ces régions. Et même des Temps modernes dans ses premiers numéros.

C'est un normalien, admirateur de Zola, à qui on ne le fait pas. « Mais voici le revers de la médaille : tout le temps que dure le voyage (...) on sort à peine de l'atmosphère européenne et civilisée ». Les hôtels et les agences qui s'emparent de vous au débarquement achèvent de vous séquestrer dans vos mœurs à vous, de vous isoler en quelque sorte du milieu ambiant. On n'a point à y changer ses habitudes, sa nourriture, son hygiène. On y couloie les mêmes gens qu'à Nice ou à Aix-les-Bains. (...) Les intermédiaires vous évitent d'entrer en contact avec les gens du pays. (...) D'un bout à l'autre, vous êtes, pour ainsi dire, tenu en lisière. (...) Ce sont vos guides... qui jugent en dernier ressort de ce que vous devez voir ou ne pas voir, qui enfin s'interposent perpétuellement entre vous et la réalité ! »

Au moins peut-on compter sur les amis, les connaissances, les gens « bien informés » pour voir plus clair, pour faire la part des choses ? Pensez donc, c'est encore pis ! « Le texte original s'obtient d'avantage. On risque fort de n'y plus rien comprendre. Conclusion : « Les « commodités » des voyages modernes sont très surfaçes. Leur but inavoué, c'est d'empêcher de voir les pays qu'on traverse. » Quel dommage que Louis Bertrand soit mort en 1941. Comme il aurait su nous parler de tous ces gens qui reviennent ravis, comblés, d'URSS ou de Chine pour ne citer que les deux plus grandes fonderesses de la crédulité écrivassière depuis un demi-siècle.

DANS mon Voyage en Orient, j'ai été rejoint - quel honneur et quel plaisir ! - par mon ami Claude Roy, qui a compris, avec sa vivacité habituelle, tout le parti que l'on pouvait tirer de l'anthologie de Jean-Claude Berchet aux mois de juillet et d'août. Ce ne sont pas à des vieux singes du journalisme littéraire comme nous que l'on apprend les serpents de mer de l'été ! Comme il est plaisant d'offrir à nos lecteurs qui restent en chambre ou qui se morfondent sur les plages, des vacances de luxe dans le passé, sans promiscuité gênante. Claude Roy, qui a lui-même beaucoup voyagé en Chine et ailleurs avec des fortunes diverses dans le

jugement - que celui qui n'a jamais bougé lui jette la première pierre - s'amuse à distinguer le touriste du voyageur. Il reprend la formule de son hôte : « Les touristes, ce sont toujours les autres. »

Le touriste passe son temps à éviter le touriste. Il se lève à des heures impossibles pour être le seul à regarder ce que tout le monde regardera, quelques heures plus tard. Somme toute, entre l'effrayant touriste et le noble voyageur, il y aurait un peu les mêmes différences qu'entre la bestiale pornographie et l'érotisme raffiné ! Le touriste subit ce qu'il voit ; il n'a pas les mots, ni les yeux, ni les oreilles, ni la culture pour faire le tri. Le voyageur est une anthropologie en action. Il ressemble à ce personnage battant de la publicité télévisée qui, du premier coup d'œil, sait discerner dans la masse d'œufs frais, le fêlé : « Allons, Germaine, pas d'œufs comme ça cher Lustucur ! », qui, à peine descendu du mauvais car bringuabalan, au cœur de l'Amérique centrale, sait renifler les sacs qui contiennent les bons grains qui conviendraient au neotzar qu'il incarne, et repousser d'un coup de pied les sacs douteux destinés aux amateurs de hihine.

De la même façon, le voyageur, qu'il soit au Caire ou à Kyoto, par sa prestance, ne recueille que le meilleur du monde et ne nous laisse à nous que les élicés. Le chouchou de Claude Roy, celui auquel il donnerait le premier prix du concours général, serait Volney (1757-1820) pour son Voyage en Égypte et en Syrie. Roy apprécie, à juste titre, le « style sec cher à Stendhal ». Mais pour l'instruction de vos enfants, nous nous permettons de réviser dans un cours prochain nos classiques, de Chateaubriand à Flaubert. Volney n'est pas encore un auteur au programme, que je sache. Nous lirons utile. Et sûrs ainsi de suivre les dernières instructions du ministre de l'éducation nationale.

2 FERMETURE

JE me demande pourquoi les directeurs de journaux, se prenant pour des bouchers ou des teinturiers, ferment toujours leur supplément au mois d'août, sont persuadés qu'il faut écrire léger, en short et en chemise Lacoste. S'ils disaient la vérité : qu'il y a peu de publicité - on se demande aussi pourquoi d'ailleurs ? - et qu'il faut réduire en conséquence le nombre de pages, je les comprendrais, mais non, ils ont fini par se persuader que le texte en était dit se faire petit, oublier. Que les gens ne lisent pas. C'est absurde, les gens qui ne lisent pas ne lisent jamais, et ceux qui lisent, lisent toujours. Et d'avantage encore quand ils ont du temps libre.

C'est en hiver qu'il faudrait nous abriter de tests, de jeux, de charades, de mots pour rire et en été qu'il faudrait nous divertir avec les mystères du Marché commun, du dollar et de la Chambre des lords. C'est en faisant le contraire que la presse perd des lecteurs. Pourquoi ces derniers continueraient-ils d'acheter au prix fort des journaux qui ressemblent de plus en plus à des poulets étiques et déprimés ?

LE comble de la désolation pour moi, c'est quand le Figaro, dans cette dernière et fatale semaine de juillet, perd son Magazine et sa Madame. Je me sens à la fois veuf et orphelin. La vanité des choses m'apparaît alors dans toute son horreur : « Des personnes si cousues qui avaient un tel train, qui roulaient sur l'or, dont on ne comptait plus les pages, les photos, les couleurs, et voilà tout ce qui en reste... » On a beau me rassurer, m'affirmer que c'est une illusion, que je reverrai ça en plus beau en septembre, chaque année je m'y laisse prendre, je n'en crois rien. Il faut dire que, cette année, le dernier Magazine était particulièrement jojo.

J'aimerais bien avoir un patron comme Robert Hersant. Aussi tolérant. Pauwels, pas un mot, rien. Parti sans laisser d'adresse. Le pouvoir préparait un mauvais coup contre le pays, contre l'école, contre le franc, contre la Guadeloupe, nous serions déshonorés, sans consigne. Jean d'Ormesson, lui aussi, a pris la clef des champs avec les centaines de millions soutirés à ce pauvre Ramsay. Mais de lui, ça ne m'étonne pas. Seulement qu'il ne compte plus sur moi à « Apostrophes ». La prochaine fois que Pivrot posera la question, je le dirai enfin, ce que je pense de son roman. Le tome II a intérêt à être un peu meilleur que le premier. Notez, ce ne sera pas difficile ! Non, pour la fermeture, il n'y avait qu'Alain Griorteray, le directeur délégué aux relations extérieures, comme de bien entendu, et Nourissier, fidèle au poste, fidèle aux livres, qui parle avec chaleur de Baby Boom de Jean Vautrin (Mazarine). Le meilleur, dans ce Figaro fantôme, c'était le Figaro-Histoire, qui allait du 20 juillet au 16 août 1945. Ce qu'il a pu s'en passer des choses : mort de Valéry et bel éditorial de François Mauriac. Procès du maréchal Pétain suivi et commenté par Jean Schlumberger. Démission de Churchill. Première bombe atomique sur le Japon. Hiroshima, c'est sublime, forcément sublime.

FESTIVALS

« LA NUIT DE MADAME LUCIENNE » et « GROOM », à Avignon

La femme de ménage et le porteur de valises

Avignon. - D'un côté, Maria Casarès, alias Vicky Fantomas, arrive en claudiquant, la jambe dans une prothèse et la joue balafée d'une profonde cicatrice. Ame sans âge, déboulant du dehors, de l'obscurité, réduisant d'abord à une voix, sa voix d'acorie. Elle dit : « Je suis là », et tout bascule : le spectacle enfin s'envole.

Elle s'avance, de dos, capot et chapeau noirs, elle monte les trois marches qui conduisent au plateau. Elle grimpe en scène. On la paralyserait entièrement qu'elle bougerait encore, en toute grâce. Elle est là, au Théâtre municipal d'Avignon, en mouvement, dans la Nuit de Madame Lucienne, pièce signée Copi et mise en scène par Jorge Lavelli.

De l'autre côté, plus loin dans la ville, au cloître des carmes, il en est un qui traîne aussi la patte, Halm, pied-bot enfoncé dans une chaussure orthopédique, Halm le boiteux, héros aérien de Groom, mis en scène par Chantal Morel, spectacle tiré d'un roman qui commence ainsi : « Il s'appelait Halm, et il n'avait pas d'âge. »

L'auteur de cette première phrase, et du livre, est Jean Vautrin, que les amateurs de prose noire connaissent. Halm a dans les vingt-cinq ans, mais, de fait, il joue souvent à faire comme s'il en avait douze. Après tout, Vicky Fantomas ne jaisait-elle pas croire, elle aussi, qu'avant l'attentat du dragueur, où elle fut amochée, elle était strip-teaseuse au Crazy Horse Saloon ?

Halm « crime » : tantôt flingue pour du beurre, tantôt étrangle pour de vrai. Vicky, pour sa part, poignarde les comparses d'une comédie un instant policière et s'étrangle elle-même... Tous se relèvent bien vite. C'était une saynète, du théâtre dans le théâtre...

A la fin de Groom, six policiers visent et abattent le... groom. Au terme de la Nuit de Madame Lucienne, Madame Lucienne - c'est la femme de ménage du théâtre - massacre à elle toute seule au pistolet les quatre protagonistes d'une répétition (de théâtre). C'est le théâtre qu'elle tue, Madame Lucienne, en assassinant ces « ordures ». Dans l'ordre : l'auteur, en mal de personnages (Facundo Bo, vuole voléitère, optimiste pitoyable), et sa comédienne, qui s'appelle Françoise (c'est Françoise Brion, virtuose dans le rôle d'hystérique angoissée, de crâneuse en robe fourreau fendue et escarpins).

Madame Lucienne - Liliane Rovère, - prolo outrée, gros yeux glauques cernés de violet-bleu,

De notre envoyée spéciale aspirateur dans le dos et revolver à la main « nettoie » de même le machiniste Miloud. C'est son nom dans la vie, Miloud Ketib : avec sa voix perçante ailleurs, il joue les utilités à sa façon intense, caressant le ventre de François et même plus bas, buvant avec elle du champagne Veuve Clicquot. Après, il lui donnera un joint, faut ce qu'il faut, et mettra un magnétophone en route pour aider la chère à retenir le texte en train de s'inventer.

Une affaire pas plausible, remplie de combines à tiroirs, aussi imaginaires que quasi policières et de considérations réalistes-bouffonnes, sinon simplistes, sur les gens de spectacle, ces grands en or du machinisme : « Mon grand-père, le clown, s'est suicidé en cours de spectacle. Il s'est pendu au trapèze. Tout le monde croyait à un numéro comique. Il a eu quinze minutes d'applaudissements avant qu'on s'aperçoive qu'il était mort ! ». C'est ça l'art, commente l'auteur. Et puis, il y a le rat, pelage de marionnette puant la colle. Chez Copi, désormais, figure toujours, inévitable, ce rat qui s'en vient tout seul...

Coincidences ?

Pendant tout ce temps, nous avons laissé Halm avec ses pompes gonflables, ses mannequins en guise de maîtresses (ses rats à lui), sa mère Irma, qui, tondeuse après la guerre, a toujours la nostalgie des soirées-candélabres au champagne Krüg en compagnie de gradés allemands (ses légionnaires à elle, Madame Irma).

Pourquoi vouloir chercher à tout prix des coïncidences entre les deux productions ? Entre la folie d'Halm, porteur de valises à l'hôtel Algonquin, et la fureur de la femme de ménage qui vocifère que « le théâtre est fini » ? Entre Lavelli mettant en scène les dérisions corrosives de Copi et une jeune inconnue de trente ans qui débarque à Avignon avec une adaptation vite faite d'un polar qualifié français et truffé de clichés ?

Pourtant oui, Monsieur Lavelli, hientôt, c'est sûr, on reparlera de cette fille du Grenoblois. Les quinze comédiens de Chantal Morel - un groupe au joli nom d'Alertes - ont, réussi quelque chose de vrai. Ils ont su émouvoir, étonner, rendre espoir et, tout à la fois, communiquer une lourde, sourde angoisse. Non ce n'est pas

fini le théâtre, même si tout ne colle pas dans Groom, s'il y a des bouillons à resservir, des creux, comme des trous d'air.

Chez Copi les imbroglios, les péripéties se succèdent dans le temps ; les retours en arrière ne sont pas des flash back. Les images, même les plus insensées, obéissent à une logique linéaire. Les délires frôlent l'enchaînement aux réalités. Si l'on se perd, c'est dans les mots.

Chantal Morel, peut-être parce qu'elle n'a pas osé couper dans le « crime-journal » d'Halm, met en scène comme au cinéma, juxtaposant des itinéraires, des présences, délimitant seulement par des lumières les songes paranoïaques du boiteux et les espaces du concret. Parfois, les frontières sont floues. Le boiteux doit courir, changer de voix. Enlever son gilet rouge, le remettre, l'ôter encore : New-York, Paris, le Vietnam, un village, le quartier Montparnasse, sa chambre, la réception de l'hôtel. Halm, Jérôme Derre, exact, touchant, dans son marathon de malade inhibé, retourne irrésistiblement auprès d'un vieux, son seul ami, M. Bing, loque humaine évoquant l'époque où il vendait des tableaux de Soutine. Le vieillard - Guy Nageon - demeure sur une plate-forme en hauteur, en guise de galetas muséabond (chez Copi aussi on fait état d'odeurs d'humains en décomposition).

A droite du large plateau, est plantée la cuisine de Maman Irma, qui devient la cuisine de Sarah Dodelle, femme-flic au grand cœur - Michèle Goddet, actrice tout terrain, tout registre, charmante et vulnérable, aussi bien en petite colotte qu'en blouson de cuir face à son supérieur, le commissaire au ventre « éniénne » (Patrick Zimmermann, poulet de la grande dimension). On ne va pas tous les décrire. Un autre cogue s'appelle Pavlov. Une écrivaine Impala est l'amie noire et joyeuse de Dodelle. Dodelle, elle-même, finit par rendre sa plaquette et rêve que les musées sont gratuits et que la terre entière défile devant le Chasseur de chez Maxim's, ce tableau de Soutine.

MATHILDE LA BARDONNIE.

PS. - Chez Jorge Lavelli, le décor signé Pao, de bric et de broc à dessein, est constitué d'accessoirs qui traînaient dans les réserves du Théâtre municipal (un vrai capitaine). Chez Chantal Morel aussi, le regard s'accroche à trop de choses, d'objets, de signes, de meubles. Dommage ! Car il en surpasse le vaste décor de béton plaqué par Christian Fenouillet sur les vieilles pierres des carmes ainsi cachées, éliminées.

EUROPA CANTAT, à Strasbourg

Plénitude musicale et humaine

Le 22 juin 1863, dans une salle provisoire dressée place Kléber à Strasbourg pour le Festival des sociétés chorales d'Alsace, Hector Berlioz dirigeait, lors de la séance de clôture, l'Enfance du Christ, avec cinq cents exécutants, et remportait un succès éblouissant. L'histoire se répète : dimanche 28 juillet, c'est son Te Deum qui a terminé le grand rassemblement des chorales Europa Cantat.

Six cent cinquante chanteurs de tous pays et l'Orchestre d'Etat roumain de Cluj se déployaient sur l'immense scène du Hall Rhemus, devant les tuyaux d'un orgue fictif, face à quelque six mille auditeurs. Et Berlioz aurait été ému d'entendre ses grandes phrases se déployer avec une telle pureté sur un orchestre scintillant. Ses formidables effets de crescendo montaient par trois fois à travers les processions des anges, des apôtres, des prophètes et des martyrs vers le défilé du Sanctus, sous la magistrale direction, large et puissamment charpentée d'André Chariot.

Malgré certaines pages moins inspirées et quelques peu filandreuses, c'était bien l'œuvre qui correspon-

dait à une vaste affirmation finale. Elle était complétée par la flamboyante musique vénitienne du Magnificat pour triple chœur d'Heinrich Schütz, dirigée par Pierre Cao, embrasant la totalité (quelque quatre mille participants) des chanteurs réunis par Europa Cantat. On a rarement entendu une foule pareille chantant avec une telle humilité et une telle perfection.

Une grande partie du mérite en revient à la société BSM de Schiltigheim et à son acousticien, Othon Schneider, qui ont su admirablement aménager et sonoriser (1) le

Cent cinquante chorales

Cette dernière œuvre, très difficile, mise sur pied en un temps record par deux cent cinquante chanteurs, a suscité une vive émotion. Elle était comme un symbole de l'Europe déchirée, toujours blessée par la guerre et l'injustice, dans cette vaste manifestation fraternelle. Quatre-vingts choristes polonais avaient obtenu d'y participer sous la direction d'un émigré, Casimir Kord, devenu le chef de l'Orchestre de Baden-Baden, et l'interprétation de cette œuvre très dramatique, crispée, emphatique et déchirante à la fois, n'avait jamais peut-être atteint une telle stature.

Il n'est pas possible de résumer ces festivités où une multitude de concerts ont été donnés pendant dix jours dans les salles, sur les plages et dans les lieux les plus divers, à Strasbourg et à travers l'Alsace, par les cent cinquante chorales venues de l'Europe, de l'Orient et de l'Est, mais aussi du monde entier, avec en particulier des Vénézuéliens, des Canadiens et des Japonais, qui ont été les chouchous du public. Tous se sont mêlés dans des séances de chants communs, qui remplissaient des salles immenses d'une plénitude musicale et humaine impression-

nante. On en aura eu l'idée par la messe diffusée en Eurovision dimanche depuis la cathédrale de Strasbourg.

Dans les milieux musicaux, on parle souvent avec dédain des grands rassemblements de chorales auxquels on attribue un peu folklorique et boy-scout. Il faut rendre témoignage, au contraire, de l'excellente qualité de ces groupes amateurs et de leurs chefs, et de la richesse de leurs réalisations, en particulier de leur intérêt pour la musique contemporaine qui dépasse de beaucoup celui des orchestres symphoniques de tous les pays (2).

La dixième édition d'Europa Cantat aura lieu pour la première fois, en Europe de l'Est, à Pecs en Hongrie, pendant l'été 1988.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Corrections acoustiques avec un faux plafond en plâtre et des calottes hémisphériques permettant de réfléchir le son vers les spectateurs et d'absorber les graves ; murs de scène en tuyaux métalliques et en tubes de carton disposés comme un orgue destinés à réfléchir les sons directs. Enfin, sonorisation électro-acoustique pour développer les sons avec des corrections et des légers retards (de l'ordre de 40 à 70 millisecondes) qui permettent d'accorder l'audition avec la vue.

(2) Europa Cantat aura été un plein succès, sous la présidence de Marcel Cornéloup (qui dirige également le mouvement Accorde-Joie) grâce en particulier à Jean Sturm, qui en a assuré l'énorme organisation avec une remarquable éthique bénévole, à Geneviève Hoeniger pour la programmation, à la ville de Strasbourg, qui a dépensé quelque 2 millions de francs et aux gouvernements français et allemand.

Les mormons, théocrates du désert
Alain Gillette

Avec plus de cinq millions de fidèles, l'Eglise des Mormons accélère son expansion à travers le monde.

Ce livre retrace sans complaisance une prodigieuse histoire : conquête de l'ouest, puissance financière et politique, une secte devenue tour à tour Eglise, Nation et un Etat de la Société américaine.

14 x 21,5 cm, 208 pages, 84 F

DESOLÉE DE BROUWER

هنا من الامم

La culture arabe aujourd'hui

II. - Des chiffres et des titres

par TAHAR BEN JELLOUN

Après avoir noté les ravages de la vidéo dans les pays du Golfe, et particulièrement le Koweït (le Monde du 30 juillet), Tahar Ben Jelloun constate que, si la culture arabe est aujourd'hui bien mal en point, ce n'est pas uniquement en raison de la situation politique et de la pression exercée sur les créateurs par les régimes autoritaires. La disparition des grands centres de culture vivants - Le Caire, Beyrouth - et l'état actuel des universités expliquent aussi cette décadence. Mais l'intellectuel arabe lui-même a une part de responsabilité dans cette dernière.

En 1979, l'édition arabe a publié 10 692 titres, dont 4 500 en Egypte, 3 000 au Liban, et le reste réparti entre les autres pays arabes. Ce chiffre est passé à 7 000 en 1980 puis à 7 500 en 1981, ce qui nous donne une moyenne de 44 titres par million d'habitants, laquelle est dix fois plus grande (449 titres par million d'habitants) dans les pays développés, qui assurent 79 % de l'édition mondiale. Le monde arabe arrive en dernière position avec 1,1 % ; le reste des pays sous-développés (Afrique, Asie, Amérique latine) arrive à 21 %.

Cette pauvreté est liée à l'état dramatique de l'alphabétisme. D'après les dernières statistiques de l'UNESCO (1979), les taux de la population arabe alphabète de quinze ans et plus s'établissent ainsi : 78,6 % au Maroc ; 75,4 % en Arabie Saoudite ; 62 % en Tunisie ; 60 % en Syrie ; 56,6 % en Egypte ; 40,4 % au Koweït.

Etre alphabète ne veut pas dire être sans culture. Il existe au Maroc, par exemple, une culture populaire arabo-berbère très variée, vive, riche et qui échappe encore à l'analyse. Ce qui fait dire au Marocain Abdel Kébir Khatibi : « Tant qu'on n'a pas étudié un texte comme on étudie une page d'Aristote, on n'avancera pas ». Intégrée dans le quotidien et constituant l'environnement immédiat de l'être marocain, cette culture populaire, qu'elle s'exprime dans la poésie orale, dans l'architecture du sud, dans la cuisine et les danses des montagnes, ou dans l'artisanat et l'ornement des murs, fait partie du patrimoine et de la civilisation de la nation marocaine.

La langue, les langues

Le problème peut-être le plus important est celui de la langue. Les Arabes parlent une langue et en écrivent une autre. L'une est dialectale ; elle change de pays à pays et parfois même de région à région ; l'autre est littéraire, dite classique par référence au Coran. Il existe cependant une langue médiane, celle de la presse et de la communication entre intellectuels. Elle est écrite et parlée, mais non reconnue.

Le dialectal que parlent des millions de gens, cette langue de la vie, évoluant tout le temps, est négligée par l'intelligentsia. « Nous continuons, dit Bencheikh, à nous référer à la grammaire de Sibawayh (huitième siècle) ou alors au Lissân al Arab d'Abu Hishâm (treizième siècle). Nous restons dans le sacré. On n'ose pas faire une grammaire et un dictionnaire de l'arabe usuel, celui avec lequel on vit, on communique et on rêve. On n'a jamais parlé comme le Coran ! »

Sans renoncer à ce dénominateur commun - l'arabe littéraire moderne - qui fait qu'un livre écrit par un Egyptien ou un Yéménite est lu et compris par un Maghrébin ou un Soudanais, il est nécessaire de donner à la langue médiane (langue tierce) ainsi qu'à la dialectale la place qu'ils méritent. « On ne peut supprimer d'un trait toutes les langues maternelles », affirme A. Khatibi.

Le roman

Les lettres arabes n'ont pas de tradition romanesque. Les séances (maqams), l'épopée (mahammat), la geste ou le conte, sont des genres de récit qui contiennent certaines structures du roman. Les premiers romans arabes ont été écrits au début du siècle par des Egyptiens et des Libanais qui séjourneront quelques temps en Europe. Considéré par certains encore à l'étape pré-balzacienne, le roman arabe d'aujourd'hui essaie de témoigner sur une réalité sociale tumultueuse plus forte, plus imprévisible que la fiction.

Naguib Mahfouz, né au Caire en 1912, est incontestablement la figure la plus importante de la littérature arabe. Travaillant sans relâche, ne quittant jamais l'Egypte, il a publié jusqu'à deux romans par an. On trouve chez lui tous les styles de narration : du réalisme populiste à l'observation sociologique en passant par les techniques du nouveau roman. Son nom a été souvent avancé pour le prix Nobel de littérature.

Le Syrien Hanna Mina, né en 1924, s'impose aussi avec sa trilogie Hikayat bah har (histoire d'un marin) comme un maître du genre conte-roman. Le Soudanais Tayeb Salih a écrit l'un des meilleurs romans arabes, Saison d'une migration vers le Nord.

Le rapport qu'entretenaient les Arabes avec l'histoire a été traité par le Palestinien Jabra Ibrahim Jabra, né en 1919, dans un roman à deux voix, *Un monde sans cartes*. Mais la grande révélation de ces dernières années a été sans conteste l'Egyptien Edouard al-Kharrat, né en 1926. « Avec Rama et le dragon (1981), dit F. Mardam, jamais sans doute le roman arabe n'a été aussi loin dans la prospection formelle, jamais il n'a participé avec une telle vigueur à la grande aventure de la modernité. »

Il faut aussi citer le Tunisien Al Messaadi, dont le roman *Al ssad* (le barrage) a marqué plusieurs générations : la Séoudite Abderrahman Mounif dont *A l'est de la Méditerranée* doit paraître bientôt en français aux éditions Sindbad.

Parmi la nouvelle génération, citons les Egyptiens Gamal Ghitany (*Zayni Barakat*, Seuil, 1984) et Sun Allah Ibrahim dont un court roman dans l'esprit Kafkian, « In Commission », l'an dernier, marque une étape importante dans l'écriture arabe ; les Marocains Mohamed Zefzaf (*la Femme et la Rose*) et Rabi Moubarak (*les Bons*).

La nouvelle, la poésie

C'est dans la nouvelle et la poésie que les lettres arabes sont le mieux servies. La nouvelle correspond à une sorte d'impulsion et d'urgence de dire et de capter le réel sur le vif. Les maîtres du genre restent Yahia Haqqi, né au Caire en 1905 et Youssef Idriiss, né au Caire en 1927. Yahia al Tahiri Abdallah, mort en 1981 à l'âge de trente-huit ans, est considéré comme celui qui introduit dans le genre de nouvelles techniques d'écriture. Il fut l'écrivain des racines qui a le mieux témoigné sur la terre et les hommes de la Haute-Egypte.

La poésie populaire, dite dans les langues maternelles, tient une place de choix dans la culture arabe. Déclamatoire, révoltée, ironique et acerbée, elle est fidèle au tempérament et au sens de l'humour du peuple. Des poètes comme les Egyptiens

Bayram Tounsi (1893-1960), Salah Jahine, Abderrahmane al Aboudi, Fouad Negm, le Libanais Michel Trad ou l'Irakien Mouzaffar Annawab, sont plus populaires que ceux qui privilégient une certaine modernité et une écriture cérébrale à la profondeur simplifiée.

La poésie comme Mahmoud Darwich, né en Galilée en 1942, est peut-être le seul aujourd'hui à réconcilier l'inspiration créatrice la plus enracinée dans la terre avec l'écriture moderne. Auteur de quinze recueils, il est, avec le Syrien Nizar Kabbani, le poète le plus lu dans le monde arabe. En 1978, son éditeur a fêté le millième exemplaire vendu de l'ensemble de son œuvre. Traduit en quarante langues, il est la voix et le rêve d'un peuple sans terre.

Adonis, né en Syrie en 1930, est l'autre pôle du mouvement poétique arabe. Celui qui a écrit « le poème futur est un pays de refuge » poursuit son travail sur la langue. Il a influencé toute une génération.

« Tout poète est un Palestinien, dit M. Darwich, dans la mesure où il est orphelin d'une Andalousie perdue, c'est-à-dire de la démocratie et de l'identité. Sentiment d'impuissance et de désarroi, impression d'être arrivé à une impasse, la poésie arabe moderne - tourne sur elle-même ». L'espoir est mis dans les nouvelles générations qui sauront opérer des ruptures en assimilant les héritages et en inventant de nouveaux langages à hauteur d'un présent arabe exigeant et complexe. « Ecrire, nous dit Amar Hamdan, historien et journaliste algérien, est considéré comme un blasphème. Le poète est celui qui ose blasphémer ».

Le cinéma

Au cinéma, le blasphème coûte cher, dans tous les sens du terme. Quand un film passe à la télévision, dans la plupart des pays arabes, on y supprime toutes les scènes d'amour. Le baiser est interdit ainsi que toute scène où un homme et une femme

sont assis sur un lit, même tout habillés !

Un grand nombre de cinéastes arabes sont obligés de composer avec les systèmes étatiques qui financent et contrôlent le produit final. Le talent, aujourd'hui, c'est aussi d'avoir assez de courage pour montrer ce qu'il faut montrer sans consentir des compromis. Les responsables arabes dans leur ensemble acceptent la réalité quotidienne dans ses souffrances mais ne tolèrent pas sa représentation par l'image ou par l'écrit.

L'Egyptien Chadi Abdessalam attendra sept ans pour réussir à sortir le *Momnie*, œuvre de renommée internationale. Depuis ce film, il n'a pu réunir les capitaux pour un autre grand projet. Même Youssef Chahine, le plus connu des cinéastes arabes, n'a cessé de se battre pour pouvoir faire autre chose que des mélodrames musicaux. L'auteur des *Dupes*, film remarquable d'après une nouvelle du Palestinien Ghassan Kanafani, Tewfik Salab, Egyptien, a perdu toute crédibilité en faisant un film à la gloire du président irakien Saddam Hussein.

Les problèmes de production et de distribution ne sont pas propres au monde arabe. On trouve ces mêmes difficultés en Europe. Le cinéaste arabe doit en plus affronter les pouvoirs politiques et religieux dominants dans la mission est souvent répressive.

L'Algérie a très tôt eu une politique du cinéma. Elle est certes unidimensionnelle mais assez intéressante. Cela a donné tout de même quelques-uns des meilleurs films du monde arabe comme *Le Vent des Aurès*, de Mohamed Lakhdar Hamina ; *le Charbonnier*, de Mohamed Bouamari, et *Omar Gatlouf*, de Merzak Allouache, entre autres.

En 1981, l'ensemble des pays arabes a produit 70 films de long métrage. Les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ont produit 1 820 films et les pays développés 1 770 films. Les scénaristes reçoivent un nombre effarant de propositions exécrables qu'aucun cinéma

européen n'oserait programmer. Les distributeurs, cherchant le profit immédiat, prétendent que le public arabe n'aurait pas vu un film de Fellini, de Kurosawa ou de Bergman. A force de penser pour ce public et de le mépriser, ils finiront par lui forger le mauvais goût qu'ils veulent bien lui donner. Même si, malgré toutes ces difficultés, il existe une poignée de grands films arabes de dimension internationale.

Le théâtre

Le théâtre arabe aujourd'hui est peut-être à chercher dans la marginalité des troupes non encadrées et sans subventions. Chaque année, au Maroc, apparaît, au cours du festival de théâtre amateur, une ou deux troupes de qualité mais privées de moyens pour poursuivre leur travail. En Tunisie, depuis la disparition du remarquable Nouveau Théâtre, dont les animateurs sont passés au cinéma, et depuis le travail original du dramaturge Ezzedine Madani, on ne voit pas se dessiner de nouvelles perspectives pour le théâtre. De même en Algérie, on n'a pas de nouvelles de l'excellente troupe le Théâtre de la Mer créé et animé par l'écrivain Kateb Yacine. Le Syrien Saad Allah Ouannous n'a rien produit depuis des années. L'Irakien Fouad Takarli, qui a écrit nombre de pièces inspirées du théâtre de l'absurde, s'est tourné vers le roman.

Reste le Marocain Taieb Saddiki, une des figures importantes du théâtre arabe contemporain. Sa réécriture de l'œuvre d'Abu Hayyan El-Taouhidi (922-1023) *Le livre des délectations et du plaisir partagé*, présentée l'an dernier à la Maison des cultures du monde est remarquable (le Monde du 27 janvier 1984). La troupe libanaise Masrah al Hakawati (Théâtre du conte) fondée à Beyrouth-Ouest en 1977 par Roger Assaf, se situe dans un courant d'avant-garde dans la mesure où elle tente d'approfondir les formes traditionnelles de l'expression communautaire de l'Orient arabe et de développer des formes nouvelles. Les scénaristes reçoivent un nombre effarant de propositions exécrables qu'aucun cinéma

Jours de Khaym, spectacle en chant, danse et mime et qui conte la vie et la mort d'un village du Sud-Liban - Khaym - où, en 1978, la guerre a provoqué l'exode massif et le massacre des civils qui y étaient restés (le Monde du 9 avril 1983).

La musique, la peinture

C'est probablement dans les domaines de la musique et de la peinture que la culture arabe trouve actuellement ses meilleurs ambassadeurs. Certaines musiques du Maghreb et du Machrek, notamment celles qui proviennent des traditions populaires non écrites, se maintiennent à un niveau de qualité. L'apparition dans les années 70 de groupes de chanteurs-troubadours puisant leur inspiration dans le patrimoine ancien a conforté une partie de la jeunesse en quête d'identité culturelle. Et puis, il y a le cas exceptionnel du compositeur marocain Ahmed Essayad, disciple de Schoenberg, qui allie la recherche de l'écriture moderne avec la musique et le chant de sa terre natale. Ses opéras, *Robert le Diable*, créé en avril 1984 et *L'eau*, créé le 21 mars dernier à la Maison de Radio-France ont été chaleureusement salués par la critique (le Monde du 26 mars 1985).

Le directeur de la galerie Faris 150, rue de l'Université, 75007 Paris, M. Waddah Faris, qui a exposé ces dernières années les peintures arabes les plus importants comme Chafik Abboud, Adam Henein, Farid Belkhaia, Dhia Azzouli, Mohamed Melehi, Faïch Moudress, Farid Aoud, etc., prépare pour 1987 une exposition sur le thème « l'Arabe errant ». C'est une façon pour lui de témoigner sur l'exil de certains peintres et de confronter les deux civilisations, arabe et occidentale.

S'il n'avait qu'un seul nom à avancer aujourd'hui pour montrer une exceptionnelle réussite dans la peinture moderne, ce serait sans conteste celui du Marocain Ahmed Cherkaoui, mort prématurément en 1967 à l'âge de trente-trois ans.

Prochain article :

EXILS

COMMUNICATION

LE CONTROLE DES RADIOS LOCALES

Mission impossible pour le service d'observation des programmes

« L'avenir de la radio FM appartient désormais aux réseaux », commentait, il y a peu, un publicitaire convaincu que, d'ici deux ans, une petite poignée d'entre eux se partageraient 80 % de l'écoute globale des radios locales et la quasi-totalité de la publicité nationale. Haie jusqu'à présent par les pouvoirs publics, rejetée également

par les stations locales, soucieuses de développer un projet original, l'idée a malgré tout fait rapidement son chemin au point de s'imposer aujourd'hui, renforcée par la possibilité d'utiliser le satellite. La notion de « programme propre », qui, au terme de la loi, devait constituer 80 % de l'antenne d'une radio, tomberait en désuétude.

Le principe est clair : le programme propre d'une radio est obligatoirement celui qui émane du personnel de la station. « Il ne peut être constitué ni par la transmission simultanée ou différée de programmes d'une autre station, ni par la diffusion de programmes conçus par des prestataires de services ou composés sous leur contrôle... »

Fort bien ! Mais de cette définition, donnée récemment par M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, découle une question essentielle : qui contrôlera le respect par chacune des stations de la règle des 80/20 ? Qui donc, en vérifiant la provenance des programmes, en pointant disques et émissions, en comparant les grilles ou en relevant les play-lists (composition d'un programme musical) sera capable de noter si telle ou telle station de Nantes, Toulouse ou Grenoble diffuse des tranches entières de programmes identiques à ceux d'une station leader parisienne ?

Qui s'assurera aussi que les séquences d'information partielles, comme l'exige la loi, du programme propre d'une station ? Et comment distinguer à l'écoute la lecture de journaux « prêts à lire » envoyés par téléx par l'Agence France-Presse (AFP) ou par Minitel, par l'Agence centrale de presse (ACP), les séquences soignées conçues par l'Agence française de communication (AFC) de M. Hensart et diffusées par le câble, ou les flashs fournis clé en main ?

Quelles ressources ?

Interrogé sur ce point dans une question écrite, M. Georges Fillioud n'a guère bégayé : c'est la mission du SOR (Service d'observation des programmes), et il répondit, précisant qu'un décret du 18 décembre dernier étend sa fonction aux nouveaux services de communication audiovisuelle. A lui donc de contrôler la conformité des émissions de radio avec les dispositions des cahiers des

charges (programme propre, identification de la station, messages publicitaires), chacune des stations devant pouvoir lui remettre à sa demande, l'enregistrement du programme diffusé au cours des quinze derniers jours. Se bornant à une réponse de principe, le secrétaire d'Etat ne donnait aucun détail sur le travail et les moyens mis à la disposition du SOR pour faire face à ces nouvelles missions.

Comment aurait-il pu le faire ? Vérification faite, le SOR n'accorde en effet aucune attention aux radios locales privées. Ni enregistrement direct, ni contrôle a posteriori, ni examen des grilles, ni sondage aléatoire. Rien. Pas de surveillance. En avant la liberté ! Et tant pis si l'absence de contrôle, donc de justification de sanctions, ôte à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle tout pouvoir d'intervention contre les déviations de la loi et toute efficacité à la réglementation.

Négligence ? Non. Absence de moyens. Fonctionnant sur cotisations - « Les contrôles financiers des contrôleurs » - le SOR attend la publication du décret qui obligera les radios locales privées à lui verser chaque année une somme annuelle (probablement 800 F pour l'année 1985). Alors seulement il se lancera dans l'écoute des radios locales. Des notes, des hypothèses de travail et de méthodologie ont déjà été rédigées selon le type d'information et le rythme des contrôles que pourrait soumettre la Haute Autorité. Mais il n'est pas question d'arrêter la moindre étude sans les moyens adéquats. « Ce serait à la fois injuste et antidémocratique », déclare M. Floregeon, directeur du SOR, et il ne saurait être question de travailler guidés par le hasard ou la dénonciation.

Une étude réalisée par ses services en 1984 révélait qu'au cours d'une année une même personne ne pouvait écouter plus d'une quinzaine de stations (le Monde du 9 mars 1984)... La paix royale garantie pour les mille cinq cents radios.

ANNICK COJEAN.

Les belles franchisées

« L'Europe se fera aussi par la musique ». Et qui dit musique dit... alors, c'est facile ! Une radio leader à Paris... et à Montpellier, Toulouse, Strasbourg, Car la machine est désormais présente dans une trentaine de villes françaises. Voyons ! La radio des kids, celle-là même qui les a fait descendre dans les rues de Paris par dizaines de milliers, un samedi enssoleillé de l'hiver dernier, pour lui obtenir le droit d'émettre plus fort que toutes les autres.

Réfléchissez ! Cette station, qui logne tout naturellement vers le satellite et qui s'appuie, grâce à *Télécom* ? et « dans le cadre de la loi », à baisser quotidiennement, du lundi au samedi, cinq heures et demie de programmes (informations et hit-parade compris) à l'ensemble de ses bienheureuses « franchi-

sées ». Il n'y en a qu'une comme elle, comment pouvez-vous donc sécher ? Elle se surmène elle-même « la plus belle des radios », et elle prépare pour vous « la plus belle des télé ». Les maisons de disques la courtisent à Dindia l'adore. C'est impensable, vous hésitez encore !

Se remémorer à débordé la France. On l'appelle en Belgique, en Suisse, en Allemagne, en Hollande et en Italie, et elle fait le pari de diffuser là-bas l'année 1988. Si on vous dit enfin que trois lettres suffisent à épeler son nom, qui présente l'avantage d'être compris partout, presque universel...

Alors ?... Vous êtes nul, vraiment. Il faut plus de NRJ pour vous maintenir câblé ! A.Cc.

Voyage en Amérique

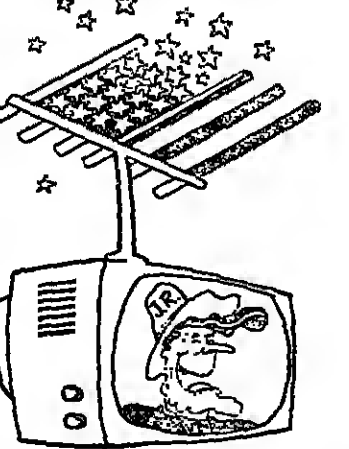
Le déclin des networks

De notre envoyé spécial JEAN-FRANÇOIS LACAN

New-York. - « La télévision américaine est loin d'être la meilleure du monde ». L'aveu est surprenant dans la bouche d'un responsable de la programmation de NBC (National Broadcasting Corporation), un des trois grands réseaux nationaux, les networks, qui règnent sur quatre-vingt-cinq millions de foyers dont la consommation moyenne dépasse sept heures par jour. Un réseau qui fait plus de 2 milliards de dollars de recettes publicitaires par an. Mais Patrick Piven, pour une fois, laisse tomber le masque des chiffres et veut parler à cœur ouvert : « Je veux dire qu'entre l'offre de programmes extérieurs et la sanction du marché publicitaire, la marge pour exercer une liberté créatrice est mince ».

Aux Etats-Unis, les chaînes de télévision nationales produisent peu, à l'exception de l'information, du sport et de quelques émissions de plateau. La réglementation les oblige à acheter l'essentiel de leurs programmes aux grands studios hollywoodiens et aux producteurs indépendants. On trouve peu de cinéma dans les grilles de NBC, car la plupart des téléspectateurs ont déjà vu les films en vidéo ou sur les chaînes payantes, qui touchent plus de vingt millions d'abonnés. Le programme vedette, ici, c'est le téléfilm ou la série et, sur un marché très concurrentiel, NBC doit se battre à coups de surenchère pour obtenir les meilleurs projets. Les *Dallas* ou *Dynasty*, qui fidélisent l'audience pendant des années, sont des délices rares.

Avant d'acheter les programmes, NBC doit d'abord les vendre aux annonceurs, à raison de neuf minutes de publicité par heure le soir, douze minutes dans la journée. Dès le stade du scénario ou du « pilote », les projets sont soumis aux agences et à leurs clients. « Ce qui est bon pour le public, c'est souvent ce qui plaît au téléspectateur », soupire Patrick Piven. Il faut obtenir ensuite l'aval des « affiliés », ces deux cents stations de télévision locales qui relient une grande partie du programme de NBC. En échange d'un pourcentage des recettes publicitaires, si le programme ne plaît pas de Phoenix à Boston, la station locale peut rompre son contrat et se tourner vers les concurrents. Une double série de



contraintes, qui impose une programmation prudente et stéréotypée.

« Nous assumons tous les risques sans en tirer les profits », explique Mike Perez, vice-président de NBC. Si la série marche, c'est le producteur qui fait des bénéfices en la vendant aux stations indépendantes au à l'étranger. Si elle n'obtient pas l'audience promise aux annonceurs, nous devons compenser cet échec par des remises sur la publicité. Au difficile équilibre économique s'ajoutent les effets de la concurrence. La télévision par câble a peu à peu grignoté le public des chaînes nationales : aujourd'hui NBC, comme ses deux concurrents, plafonne à 15 % d'audience moyenne. Depuis l'an dernier, la concentration des télévisions indépendantes en mini-réseau annonce un nouveau danger.

Les networks ont tenté de se diversifier : CBS en lançant une chaîne culturelle, ABC en visant la programmation à distance des magnétoscopes. En vain : les bonnes places sur les nouveaux médias sont déjà prises, et les responsables de NBC avouent qu'ils essaient seulement de « ne pas perdre d'argent ». Les géants de la télévision américaine sont sur leur déclin. Après des années de suprématie, ils découvrent avec stupeur qu'ils sont exposés à la moindre tentative d'OPA : ABC a succombé à Capital Cities, CBS se défend contre Ted Turner. Seul NBC paraît encore à l'abri, sans doute parce que la chaîne est une filiale du grand groupe électronique RCA.

Prochain article :

DE LA DIFFICULTÉ D'ÊTRE INDÉPENDANT

économie

REPÈRES

Dollar : inchangé à 8,62 F

Les cours du dollar sont restés inchangés en Europe, mardi 30 juillet, à 8,62 F et 2,83 DM environ, après avoir sensiblement fléchi la veille au soir à New-York, tombant jusqu'à 8,57 F et 2,8125 DM, pour se redresser en cours de séance à plus de 8,64 F et de 2,84 DM. Le calme règne sur les marchés des changes, où les opérateurs attendent des nouvelles en provenance des États-Unis ces prochains jours (mises en chantier de logements, commerce extérieur, chiffres du chômage).

Automobile : American Motors s'associerait avec un constructeur japonais.

American Motors (AMC), filiale à 46 % de la régie Renault, étudie la possibilité d'un accord de coopération avec un constructeur d'automobiles japonais, a annoncé M. José Dedeux-Waelder, président d'AMC au Magazine Automobile News. « Les discussions en cours concernent aussi bien des accords de coopération technique que d'éventuelles fournitures d'organes mécaniques ». AMC est le seul constructeur d'automobiles américain à ne pas être associé à un partenaire japonais. On précise, au siège de la société, qu'une éventuelle coopération avec un constructeur étranger n'est envisagée que sur une base d'égalité et ne pourrait en aucun cas constituer une prise de contrôle extérieure.

Grande-Bretagne : baisse d'un demi-point du taux de base des banques.

Comme on pouvait s'y attendre après la réduction d'un demi-point du taux d'intervention de la Banque d'Angleterre, vendredi 26 juillet, de 11,875 % à 11,375 %, les banques britanniques ont abaissé leur taux de base dans la même proportion, le fixant à 11,50 %, contre 12 %. C'est la sixième fois que ce taux de base est abaissé depuis janvier 1985, date à laquelle il avait été brutalement porté de 9,5 % à 14 % pour défendre une livre sterling fortement attaquée. La dernière réduction, également d'un demi-point, avait eu lieu le 11 juillet dernier, et avait été jugée insuffisante par le patronat britannique, qui juge trop élevés le niveau actuel des taux et celui de la livre sterling, de nature à pénaliser les entreprises.

CONJONCTURE

PLUS QU'UNE AIDE À L'INVESTISSEMENT

L'allégement des impôts sur les bénéfices non distribués permettra aux entreprises d'augmenter leurs fonds propres

Les nouvelles mesures d'aide à l'investissement ont été plutôt bien accueillies dans les milieux concernés. À partir du 1^{er} janvier 1986, le taux de l'impôt sur les sociétés sera ramené de 50 % à 45 % pour les bénéfices non distribués. Ce régime se substitue à celui qui était en vigueur depuis 1983, et qui accordait un droit d'amortissement exceptionnel pour les biens d'équipement acquis en 1983, en 1984, et en 1985 (le Monde du 27 juillet). Le régime normal d'amortissement est bien évidemment maintenu ainsi que l'amortissement accéléré appliqué aux dépenses de recherche.

Le CJD (Centre des jeunes dirigeants d'entreprise) « prend acte avec intérêt » de la mesure annoncée « en déplorant toutefois qu'elle ne trouve son effet qu'à compter de 1987 et, plus encore, qu'elle demeure excessivement floue », à l'image du budget qui se profile. Quant à la CGC (tout en approuvant elle aussi l'initiative du ministre de l'économie et des finances, elle souhaite qu'un contrôle strict soit opéré sur l'application de cette mesure qui ne doit pas servir à dégrader des surplus de trésorerie destinés à alimenter des placements générateurs de produits financiers.

De côté de la rue de Rivoli, on ne sous-estime pas la portée de l'objection, tout en soulignant qu'une telle attitude contreviendrait à l'esprit de la nouvelle réglementation. Cependant on fait remarquer que c'est là un des inconvénients du dispositif, qui ne vise pas à favoriser stricto sensu l'investissement mais à donner aux entreprises le moyen de renforcer leurs structures financières et augmenter leurs fonds propres. L'aide fiscale à l'investissement a

souvent été utilisée par le passé, sans obtenir toujours de grands succès (le Monde du 2 avril). Il s'agit, cette fois, d'une mesure de caractère général et « définitif » (M. Bérégovoy insiste sur ce dernier point) qui s'applique aux bénéfices non distribués dont on pense qu'ils servent généralement à investir. Mais pas toujours, tout le monde est conscient. L'avantage fiscal, dont bénéficieront les entreprises, ne sera pas perdu pour autant. Peut-être servira-t-il à certains pour se désolander (et donc se redonner les moyens d'investir), peut-être permettra-t-il à d'autres de favoriser la formation, la prospection commerciale, etc., ce qui peut passer aussi pour une forme d'investissement.

En laissant à l'entreprise le choix de l'utilisation des bénéfices, qui ne seront pas distribués, le ministre de l'économie et des finances renvoie en quelque sorte les patrons devant leurs responsabilités. N'est-ce pas ce que réclame tout chef d'entreprise ? F. S.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● Une usine de disques compacts en Italie. — Le groupe japonais Pioneer va créer une société commune avec l'italien REL, destinée à produire des disques compacts en Italie. Pioneer apportera sa technologie et sera majoritaire. REL est le holding public créé il y a deux ans pour restructurer les sociétés italiennes d'électronique grand public. — (AFP.)

Agriculture

● Vins autrichiens : une nouvelle législation. — L'Autriche adopte en septembre prochain une nouvelle législation sur les vins qui sera la plus stricte d'Europe, a annoncé le chancelier Fred Sinowatz, lundi 29 juillet, à Vienne, à l'issue d'un sommet de crise consacré au scandale des vins frelatés à l'antigel. Cette nouvelle loi s'inspirera, dit-on, de la législation française pour les appellations d'origine contrôlée. L'exportation des vins en bouteilles, et non plus en vrac, serait rendue obligatoire. Le gouvernement a dressé une liste de cent quarante vins frelatés et s'apprête à publier également une « liste blanche » des vins sains. Actuellement, vingt personnes sont détenues dans le cadre de l'enquête sur le « dopage » des vins à l'antigel.

Énergie

● L'Algérie livrera du gaz et du pétrole à la Yougoslavie. — L'Algérie et la Yougoslavie ont signé deux contrats à long terme prévoyant la livraison de gaz et de pétrole algériens, contre des achats de biens d'équipement et de services yougoslaves. L'Algérie livrera pendant vingt ans de 1 à 1,5 milliard de mètres cubes de gaz naturel à partir du début de 1988, date à laquelle sera construit un gazoduc permet-

tant l'acheminement du gaz via la Tunisie et l'Italie. Alger livrera également pendant six ans 500 000 tonnes de pétrole brut par an. (AFP.)

Social

● LA CNIL à Usinor-Dunkerque : pas de mise en fichier informatique des renseignements personnels sur les salariés. — Saisie en mars dernier par le Syndicat de lutte des travailleurs (SLT), la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) a demandé à la direction d'Usinor-Dunkerque de ne pas mettre « en fichier » en « mémoire informatisée » les informations collectées par un questionnaire auprès des salariés. Ce questionnaire comportait notamment des questions personnelles (nationalité, profession du conjoint, loisirs, attitude face à un éventuel déménagement ou changement de profession). Interrogée par l'AFP, la direction reconnaît avoir eu avisé de cette décision mais n'en a pas reçu la notification écrite.

● Grève des dockers à Nantes et à Saint-Nazaire. — Réunis le 29 juillet à Nantes, les syndicats des dockers de Nantes et de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) ont annoncé leur décision d'observer une grève de vingt-quatre heures le 31 juillet.

LA CRISE DE LA SIDÉRURGIE DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS

La rupture paraît consommée entre la CGT et la CFDT de Trith

M. Pierre Mauroy devait participer, le mardi 30 juillet, à une réunion extraordinaire de la commission exécutive de la fédération socialiste du Nord convoquée pour examiner la situation créée par l'annonce de la fermeture, à terme, du laminoir de Trith-Saint-Léger. Le président du conseil général du Nord, M. Bernard Derosier (PS), a qualifié d'« acte d'irresponsabilité caractérisée » la démission des quatre élus socialistes du conseil municipal de Trith-Saint-Léger.

De notre envoyé spécial

Trith-Saint-Léger. — Fidèles à leur goût des actions spectaculaires, les ouvriers de l'usine Unimetal de Trith-Saint-Léger ont manifesté, lundi 29 juillet, devant la perception de la ville, déversant sur la chaussée un amoncellement de gravats avant de mettre le feu à une cargaison de pneus. Épaisse fumée noire obscurcissant la rue, affrontement pacifique avec la police (on verra même le commissaire Lega, venu de Valenciennes, s'interposer un bref instant devant le bulldozer des manifestants), défilé presque joyeux aux accents d'une cassette de Jean Ferrat, bref, le folklore habituel à ces opérations symboliques par lesquelles les sidérurgistes entendent se rappeler au souvenir de leurs concitoyens, et surtout à l'attention des médias.

Pourtant, ce nouveau coup d'éclat n'a pu masquer ni la division croissante du « front syndical », ni la lassitude des travailleurs d'Unimetal. Entre la CGT et la CFDT, le fossé s'est creusé encore un peu plus lundi. Certes on savait que les deux organisations n'étaient pas toujours d'accord sur les méthodes de lutte, la CGT préférant les vastes rassemblements, la CFDT les actions ponctuelles. Mais, cette fois, la mésentente est apparue en pleine lumière.

Lundi matin, au cours du meeting quotidien devant l'usine, Elie Salengros, au nom de la CGT, a proposé qu'une délégation demande audience au directeur de l'établissement pour exiger le paiement intégral des heures de grève. Colère de la CFDT, qui, par la voix de M. Joël Holin, estime que le combat est ainsi dévié de son objectif (lequel demeure le maintien de l'usine en activité) et que la CGT démolit les travailleurs.

Les rumeurs d'une séquestration possible ayant circulé, la rencontre a lieu à l'inspection du travail de Valenciennes, où, à la demande de la CGT, les deux délégations syndicales sont reçues séparément.

Retour devant les ouvriers en début d'après-midi. Elie Salengros dénonce les « fossés » de l'usine, au nombre desquels il range « les camarades de la CFDT », affirme que la paie de juillet sera assurée presque intégralement et propose une marche sur la sous-préfecture.

Joël Holin répond par un plaidoyer pour l'unité d'action (« C'est notre dernière ressource, dit-il, notre dernière chance ») et suggère, plutôt que la sous-préfecture, le choix d'un « point stratégique » : ce sera le cortège jusqu'à la perception, conduit surtout par les militants de la CFDT. Pendant ce temps, une quinzaine de militants de la CGT tenteront d'occuper le bureau de Christian Baillie, vice-président socialiste du conseil régional, dans sa mairie de Rieux.

La rupture paraît donc consommée entre les deux syndicats. À travers leurs polémiques, c'est bien entendu la controverse entre le PS et le PC qui se profile.

De leur côté, à l'approche des vacances, les ouvriers de Trith-Saint-Léger semblent plutôt désemparés. Ils étaient une centaine à assister au meeting du matin, une cinquantaine à être présents à celui de l'après-midi, une trentaine à participer à la manifestation. Lorsque Joël Holin, au nom de la CFDT, leur a demandé quelle forme d'action ils souhaitaient, seul un long silence lui a répondu. Lorsque, ensuite, Elie Salengros, pour la CGT, a voulu les entraîner vers la sous-préfecture, ce fut encore le silence.

L'enjeu, pour les deux syndicats c'est désormais, comme l'a dit Elie Salengros, de « réussir la rentrée sociale ». « Dès le rentrée, nous allons amplifier la lutte », a proclamé à son tour Joël Holin. Le conflit sera long, ont-ils conclu l'un et l'autre.

THOMAS FERENCZI

PRÈS DE 6 000 EMPLOIS CRÉÉS

	Créations	Reprises	Conversion	Extinctions	Total
Bassin minier	1 300	340	100	695	2 435
Littoral (Dunkerque, Calais, Boulogne)	380	520	365	200	1 465
Arrolement de Lille	110	105	—	605	820
Avesnes (vallée de la Sambre)	185	140	240	25	590
Cambrai	50	370	0	170	590
Arras	20	40	0	20	80
Total	2 045	1 515	705	1 715	5 980

Selon l'Association pour le recouvrement industriel (ARI) du Nord-Pas-de-Calais, qui dépend de la Dret et du conseil régional, la création, sur trois ans, de 5 980 emplois des secteurs industriels et tertiaire a été annoncée en 1984. Il s'agit d'emplois qui ont reçu des aides de la région ou de l'État, et qui ont fait l'objet d'une attention particulière de la part des services de l'ARI. Il ne s'agit pas, évidemment, de la totalité des emplois créés dans le Nord-Pas-de-Calais.

Pour 1985, il n'est pas possible de donner des statistiques précises, mais, pour les six premiers mois, on s'enregistre au total que 1 800 à 2 000 emplois, c'est-à-dire un chiffre très inférieur au rythme de l'année précédente. Les zones les plus déprimées, outre la région de Valenciennes, sont Calais, Dunkerque et la vallée de la Sambre.

Ce jour-là, le 29 mars 1984...

La colère des sidérurgistes du Nord est violente parce que légitime : Unimetal ne respecte pas les engagements pris en conseil des ministres le 29 mars 1984 lorsque fut, selon le terme consacré, « révisé » le plan eclair datant de 1982. Le train à poutrelles de Trith-Saint-Léger sur le site de Valenciennes devait être « modernisé », avait décidé le gouvernement Mauroy, de va être fermé sous le gouvernement Fabius. De bon droit, les sidérurgistes et les élus du Nord ont le sentiment d'être trahis.

Pour en comprendre la raison, il faut se reporter aux houleuses discussions de ce fameux conseil des ministres il y a seize mois, et au différend qui opposait déjà à l'époque le premier ministre, Pierre Mauroy, et son ministre de l'Industrie, Laurent Fabius. Le train à poutrelles de Trith-Saint-Léger était au cœur d'un débat qui concernait l'ensemble des produits longs (rails, poutrelles et poutrelles). Le plan prévoyait de 1982, surdimensionné, conduisait à des déficits croissants et structurels. Par rapport à la production de ces aciers-là (1 million de tonnes), la France disposait de trop d'usines, toutes par conséquent sous-chargées et en pertes.

Deux conceptions

Deux conceptions s'opposent alors. La première est celle de Saccilor, qui souhaite bâtir un train universel capable de laminar tous les produits à Gandrange en Lorraine. La seconde est celle d'Usinor, qui estime le projet de son « frère ennemi » lorrain trop coûteux (environ 2 milliards de francs) et qui craint qu'il ne conduise à la fermeture de Trith-Saint-Léger. Saccilor, pour rentabiliser son train universel (TU), aurait besoin en effet de produire de grosses quantités prises forcément sur les quotas d'Usinor. Cette société propose donc de faire l'inverse, c'est-à-dire de ramener les poutrelles laminées en Lorraine à Rombas vers Trith, que l'on moderniserait à moindre frais (300 millions de francs). Saccilor a chargé le train rattrouerait sa rentabilité. Rombas serait fermé, c'était, en clair, le Nord contre la Lorraine.

M. Fabius hésite de longs mois et laisse s'envenimer le débat. Manifestations et prises de position se multiplient. Tous les élus interviennent. L'on verra même l'incroyable : des syndicalistes du Nord prendra à partie leurs collègues de l'Est. Puis, semble-t-il, avec l'accord de M. Mitterrand, M. Fabius décide de porter le débat en conseil des ministres. Il s'agit de faire de cette restructuration importante (vingt mille suppressions d'emplois attendues, soit le cinquième des effectifs de la sidérurgie) un test de la participation des communistes au gouvernement. L'affaire est cette fois-ci complètement politique.

Ni nordiste ni lorrain

Un premier conseil des ministres, le 21 mars ne débouche sur aucun résultat. Chaque ministre a quelques usines ou quelques idées à défendre. M. Fabius se range du côté de Saccilor : le TU lui apparaît une compensation nécessaire pour la Lorraine saignée. Il se heurte à Pierre Mauroy, l'homme du Nord, qui porte encore au cœur comme une déchirure, les coupes qu'il vient de décider dans les houillères et celles faites deux ans plus tôt dans l'acier du Nord à Denain. Le Nord a assez payé sur l'outil des restructurations. Les ministres communistes, eux, restent muets. Le 29 mars, M. Mitterrand revient d'un voyage aux États-Unis exténué. Il est furieux car aucun de ses ministres n'a prévu des mesures de reconversion industrielle et sociale. Au terme du débat, il laisse décider celui qui est après tout son premier ministre. Le train universel ne se fera pas. Trith-Saint-Léger sera « modernisé ».

Mais M. Fabius ne « perd » pas pour autant. Le gouvernement a décidé conjointement de fusionner les activités de Saccilor et d'Usinor dans les aciers longs au sein d'Unimetal et les aciers spéciaux de construction dans Ascometal. Or le ministre de l'Industrie, qui cherche toujours

une compensation pour le Lorraine, en confie la direction (et 51 % des actions) à Saccilor. Depuis cette date, les Nordistes se méfient. Leur usine de Valenciennes dépend maintenant d'Unimetal, dont le siège est en pays « ennemi ». L'éviction brutale de M. Lévy PDG d'Usinor à l'été 1984 renforce leurs craintes d'être un jour « trahis » par M. Fabius. Le colère d'aujourd'hui a donc été longtemps et froidement mûrie.

Pourtant l'affaire a depuis changé de tournure. Il ne s'agit plus aujourd'hui d'une guerre de région. M. Jacquet, nommé PDG d'Unimetal, est en effet un homme neutre. Ancien dirigeant de Renault-Véhicules industriels, ni nordiste ni lorrain, il découvre vite l'incohérence de la situation créée par le conseil des ministres. Celui-ci avait pris un peu de chaque plan présenté séparément par Usinor et Saccilor. Savant cocktail politique et régional. Mais, les deux activités fusionnées, il est possible de mieux faire et à moindre coût. En septembre 1984 il présente un plan « amendé », qui prévoit, comme le conseil l'avait décidé, de fermer le train à fil de Rombas... mais pour en ouvrir un autre, à côté. C'est que le gouvernement avait de leçon l'inconsidérée trop « coupée » dans la production de fils d'acier par rapport au marché. Sur les poutrelles, M. Jacquet reporte sa décision à juin 1985 mais déjà il décide de ne pas transférer le laminage des poutrelles de Lorraine à Trith.

Entre-temps, deux événements surviennent. Le gouvernement décide de limiter son aide à la sidérurgie à 30 milliards de francs, entre 1985 et 1987, alors que les besoins de financement liés au plan du 29 mars appliqué à la lettre se montent à... 42 milliards. D'autre part, la Commission européenne, qui doit avaliser le plan, en demande une expertise à l'entreprise Mac Kinsey, qui conclut à la non-viabilité d'Unimetal. M. Jacquet, comme M. Dollé, PDG de Saccilor, s'y attendent d'ailleurs. Il faut donc pour ces deux raisons « couper » dans les investissements et « accélérer » le plan. L'idée de fusionner complètement Usinor et Saccilor est avancée, mais l'Elysée refuse et Saccilor se tourne alors vers le Luxembourgier Arbed, avec qui un accord est signé le 4 juillet.

Logique industrielle

Le train de Trith-Saint-Léger, d'une capacité de 427 000 tonnes, ne lamine que 180 000 tonnes par an. Ce n'est pas un mauvais outil. Si l'on date d'avant-guerre, il a été modernisé en 1978. Mais, sous-charge, il perd au bas mot 15 % de son chiffre d'affaires. Y remonter les poutrelles de Rombas serait une solution coûteuse et difficile à mettre en œuvre, explique-t-on à Unimetal. En sus, puisque Trith-Saint-Léger est alimenté en métal par l'aciérie de Dunkerque, cela ferait autant de débouchés en moins pour l'aciérie de Gandrange elle-même en sous-charge. Le logique industrielle et le manque d'argent emportent donc la décision de fermer le train de Trith-Saint-Léger.

Une pure logique industrielle ? Sans doute. Mais la décision était déjà prévisible des lors que Saccilor avait obtenu 51 % d'Unimetal. Il s'agit de moderniser le train de 29 mars 1984. Saccilor a une logique de « bassin » qui plaide pour une concentration des outils dans un même lieu. L'Arbed est à deux pas de Gandrange. Trith-Saint-Léger loin, et l'acier voyage mal. Logique économique et logique régionale se mélangent étroitement.

Restent donc sept cent soixante-dix sidérurgistes qui perdent leur emploi. Des mesures sociales ont déjà été prévues qui devraient limiter à une centaine les ouvriers à reconvenir. C'est peu. Et Saccilor le savait en décidant la fermeture. Le groupe a simplement été surpris par l'ampleur des réactions, par les séries de dénonciations et par la lutte des frères ennemis et de deux régions dont la sidérurgie souffre depuis quinze ans.

ERIC LE BOUCHER.

COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAFSA

Appel d'offres international NP3759

Équipements mécaniques de l'usine de fabrication de rouleaux de convoyeurs à bande

La COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAFSA lance un appel d'offres international en vue d'acquies les équipements nécessaires à l'implantation d'une unité de fabrication de rouleaux de convoyeurs à bande. Seuls les constructeurs ou des entreprises en association avec des constructeurs pourront participer. Les cahiers des charges relatifs au présent appel d'offres seront retirés contre le paiement de la somme de cinquante dinars (50 DT) auprès du :

Service général de la Compagnie des Phosphates de Gafsa 9, rue du Royaume de l'Arabie Saoudite - TUNIS.

Les offres sous pli soigné établies en six exemplaires et en langue française doivent être adressées au nom de :

Monsieur le Directeur des achats 2130 METLAOUJ - TUNISIE

avant le 11 septembre 1985

L'ouverture des plis, non publique, aura lieu le 11 septembre 1985 à 9 heures. Toute offre adressée après cette date ou par télécopie ne sera pas prise en considération.

AFFAIRES

LES BANQUES EN 1984

La plus faible croissance des crédits depuis 1958

La progression des crédits distribués par les banques en 1984 a été la plus faible depuis 1958, 8,5 %, contre 13,2 % en 1983 et 20,1 % en 1982. Le ralentissement a été particulièrement important pour les opérations de financement international, dont la croissance a été ramenée de 33,6 % en 1982 et 24,5 % en 1983 à 12,8 %, et qui ont représenté 249 milliards de francs par rapport aux 1 236,3 milliards de francs de concours à l'économie intérieure. Là aussi, le freinage n'a pas été négligeable : 7,7 % de progression, contre 11,2 % et 16,7 %. L'augmentation des crédits bancaires à l'économie intérieure a donc été inférieure à celle de la production intérieure brute (7,8 %).

Un tel phénomène n'a été constaté que quatre fois en vingt ans. Il s'explique, pour 1984, à la fois par les effets de la politique de rigueur menée par le gouvernement qui a réduit l'activité générale donc la demande de crédits, et par l'amélioration des résultats des entreprises, qui leur a permis de moins recourir aux concours bancaires. Le taux d'autofinancement des sociétés a vivement augmenté, passant de 60,3 % en 1983 à 71 % en 1984 et devant, probablement, dépasser 80 % en 1985. En outre, la demande de crédits a été plus largement servie au travers des procédures de prêts bonifiés et par un recours accru des entreprises au marché financier.

Conséquence : pour la première fois, la part des crédits à moyen et long terme dans le concours aux entreprises a dépassé 50 %. « C'est probablement l'un des faits les plus marquants de ces dernières années », estime le rapport annuel de l'Association française de banque (AFB), qui relève une stabilité des crédits aux particuliers (20 % de l'ensemble

des concours bancaires, contre 75 % aux entreprises). L'AFB note, par ailleurs, que ses adhérents ont été « en raison même de la structure de leur clientèle, plus affectés que d'autres réseaux » (il s'agit des mutualistes) « par la diminution des besoins de crédits des entreprises ». Il en est résulté, pour la deuxième année consécutive, un effritement de leur part dans la distribution du crédit.

Quant à leurs résultats, une estimation en est donnée par le premier rapport de la commission bancaire, créée par la loi du 24 janvier 1984, appelée généralement « loi bancaire ». Ce rapport souligne la contraction des marges sur les marchés internationaux et l'élargissement du montant des intérêts versés aux porteurs d'obligations émises par les banques : en métropole, cette charge a atteint 9,2 % des frais bancaires contre 8,1 % en 1983. En conséquence, pour la deuxième année consécutive, la progression du produit net bancaire a été plus faible qu'auparavant (+ 8,4 % au lieu de 12,3 % en métropole et 8,6 % au lieu de 13,3 % pour l'ensemble de l'activité).

Le ralentissement de la progression des frais généraux s'est poursuivi (+ 10,9 % contre + 12,5 % en 1983, + 16,5 % en 1982 et + 18,5 % en 1981), particulièrement en ce qui concerne les frais de personnel (+ 9,2 %), qui ne représentent plus que 67 % de ces frais contre 70 % auparavant. Mais, comme les frais en question, contrairement à ce qu'on avait constaté en 1983, ont augmenté un peu plus vite que le produit net bancaire, la progression du résultat d'exploitation avant amortissement, a été « particulièrement faible » : + 4,3 % en métropole (contre 14,4 % en 1983 et

+ 15 % en 1982) et + 5 % globalement (contre + 15 % et + 16,9 %). Quant aux provisions pour créances douteuses, elles devraient être de l'ordre de 24 milliards de francs en 1984, comme en 1983, ce chiffre, pour les grandes banques se rapportant, pour l'essentiel, à des risques sur des pays en situation difficile.

Compte tenu de toutes ces données, estime le rapport, le bénéfice net global des banques devrait se situer, pour 1984, à 7,6 milliards de francs environ contre 7,3 milliards de francs en 1983 (+ 4 %) et 6,6 milliards de francs en 1982. A s'en tenir aux seuls résultats bruts, précise le rapport, 58 % des établissements enregistrèrent une progression et 42 % marquèrent un recul, « très prononcé dans un cas sur deux ».

Revenant enfin sur un sujet particulièrement brûlant, « le coût d'intermédiation » des banques, c'est-à-dire leur prélèvement sur l'économie, le rapport de l'AFB assure qu'une comparaison avec les autres pays n'est pas défavorable aux banques françaises. Ce prélèvement (sur la production intérieure brute) est, en 1983, de 4,2 % pour notre pays, contre 4,7 % pour l'Allemagne et de 4,6 % pour l'Italie.

L'autonomie budgétaire des chambres de commerce et d'industrie

Homme sage et pondéré, méconnu à ses heures, M. Pierre Netter poursuit avec passion ses activités de chef d'entreprise. A la tête de l'APCCI (Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie), dont il a été élu président en février 1983, il mène une action discrète mais efficace en usant de sa parfaite connaissance du terrain pour faire prévaloir les options régionales. Son sens de la diplomatie aura à s'exercer dans les mois et les années qui viennent, maintenant que les lois de décentralisation opposent aux chambres le pouvoir politique des conseils régionaux.

Le retour à l'autonomie budgétaire des chambres, que vient d'accorder le premier ministre, et que M^{me} Edith Cresson avait annoncé ces derniers jours (le Monde du 13 juillet), ne pourra que jouer en leur faveur.

Depuis 1964, en effet, c'est le ministre de l'économie et des finances qui fixe le montant de l'enveloppe dont pouvaient disposer les chambres. Les nouvelles modalités de la tutelle ministérielle qui viennent d'être adoptées stipulent que « la fixation de l'imposition (1) se fera sous la plume et entière responsabilité de chaque chambre de commerce et d'industrie » et que celles-ci disposeront de plus de souplesse pour fixer les tarifs des établissements qu'elles gèrent, notamment les ports et les aéroports.

En contrepartie, les chambres s'engagent « à tendre vers l'équilibre budgétaire des établissements gérés sans recourir à l'imposition, et

à contenir la hausse des salaires de leur personnel et des frais généraux pour contribuer à la lutte contre l'inflation en améliorant leur productivité ». L'accord ajoute qu'« une concertation annuelle entre l'Etat et les chambres s'efforcera de dégager des objectifs prioritaires communs ». Un véritable contrat de modération, en somme.

En faisant part de cet accord devant les journalistes, M. Netter en a profité pour préciser ses vues sur la taxe professionnelle. « Si l'on souhaite pas la voir disparaître complètement, ce n'est pas, comme on a pu le prétendre, parce que disparaîtrait par la même occasion une partie des ressources des chambres. La proposition qui leur revient est indépendante de la totalité de la taxe. Mais c'est, affirme-t-il, pour contribuer à marquer la solidarité du chef d'entreprise avec la région, et même la commune où son usine est implantée ».

F. S.

(1) En 1984, les chambres de commerce et d'industrie ont perçu 2,78 milliards de francs au titre de l'imposition. Cette somme représente 28 % de leurs ressources et moins de 3 % du montant de la taxe professionnelle.

Quand IBM est accusée d'espionner ses employés

Selon le Financial Times du 29 juillet, IBM a été accusée par la Fédération internationale des carrières de la métallurgie (FICOM) d'avoir diffusé un document confidentiel qui demande à ses cadres dirigeants d'explorer les employés qui discutent d'augmentations de salaires et d'activités syndicales. Ce mémorandum invitant les directeurs d'établissements à rapporter « immédiatement » des faits comme « des rumeurs d'activité syndicale organisée » ou toute tentative individuelle visant à exprimer l'attitude d'un groupe d'employés. Devrait également être signalés des activités syndicales se déroulant près d'un établissement d'IBM qui, sans être dirigés contre la firme, pourraient affecter, comme la mise en place de pièces de grève.

Le mémorandum conclut : « Tous les incidents, et pas seulement ceux qui semblent importants pour la direction locale, doivent être rapportés. Un simple incident peut apparaître sans importance lorsqu'il est perçu isolément, mais peut être décisif si l'on considère qu'il est mis en relation avec d'autres informations. » Pour M. Reuben, secrétaire général de la FICOM, s'exprimant à Genève, ce mémorandum « dénote une attitude envers les travailleurs d'IBM qui relève d'une paranoïa antisyndicale classique ».

IBM a confirmé l'existence de ce document, tout en affirmant qu'il ne manifestait aucun état d'esprit répressif et qu'il s'agissait de quelques-uns des milliers de New York, soit moins de 2 % des trente-deux mille cadres dirigeants américains et qu'il soulignait le besoin d'être « sensible aux besoins des employés » plutôt que de réprimer ceux-ci. IBM réaffirme qu'elle n'a « aucun parti-pris antisyndical » et que ses employés, selon les lois nationales en vigueur dans les pays où elle est implantée, ont tout à fait le droit de s'organiser syndicalement ou de s'en abstenir.

SOCIAL

CONVENTION DANS LE TEXTE SUR LA FORMATION AUX NOUVELLES TECHNOLOGIES

Après la métallurgie et le bâtiment notamment, l'industrie textile vient de prolonger la réforme de la loi de 1971 sur la formation professionnelle. Intervenu en février 1984, en signant à son tour un accord de branche prévoyant le développement de la formation aux nouvelles technologies.

Selon les termes de cette convention, l'organisation patronale, en l'occurrence l'Union des industries textiles, les ministères du travail et de l'industrie s'engagent sur un programme de trois ans, jusqu'en avril 1986, pour permettre l'adaptation des personnels à l'introduction des matériels productifs. Vingt-cinq mille salariés devraient bénéficier de stages dont le coût sera pris en charge, à 50 %, par l'Etat.

Les objectifs, définis à la suite d'une négociation, seront annuellement évalués et vérifiés par un comité national chargé du suivi, composé des représentants des signataires et des organisations syndicales « consultées », rappelle le texte, « avant la conclusion de la présente convention ». Des accords régionaux devraient ensuite préciser l'application et la région Nord-Pas-de-Calais, qui devrait être la première à relayer l'effort envisagé pour toute la branche au niveau national, se proposerait de former huit mille salariés du textile à l'informatique.

Cet engagement pour développer la formation devrait permettre aux travailleurs du textile de se préparer à l'évolution de leur profession, parallèlement aux investissements de modernisation à entreprendre pour que les nouvelles technologies améliorent la compétitivité des entreprises de la branche.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Moët-Hennessy

POURSUITE DE LA CROISSANCE DE MOËT-HENNESSY

Le chiffre d'affaires au 30 juin 1985 est en hausse de 20 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Chiffre d'affaires par secteur (en milliers de francs)	An 30 juin 1985	An 30 juin 1984	Variation en %
- Champagne et vins	1 364 226	1 137 813	+ 19,9
- Cognac et spiritueux	1 168 985	926 610	+ 26,2
- Parfums et produits	794 018	701 870	+ 13,1
- Horticulture	92 809	80 520	+ 15,3
Chiffre d'affaires total consolidé	3 420 038	2 846 813	+ 20,1

Tous les secteurs d'activité ont contribué à cette progression, qui est en ligne avec les prévisions budgétaires.

ENTREPRISES

Pertes records pour les charbonnages britanniques

Le National Coal Board, équivalent britannique des Charbonnages de France, a enregistré l'an passé - de mars 1984 à mars 1985 - une perte record de 27 milliards de francs (22 milliards de livres), soit plus du double de l'exercice précédent (10,6 milliards de francs). Les trois quarts de cette perte sont liés aux conséquences de la grève qui, pendant un an, a paralysé deux puits de mine sur trois. La production totale de charbon a chuté de plus de moitié, n'atteignant que 42,7 millions de tonnes contre 105,3 millions l'année précédente. Les ventes sur le marché intérieur ont diminué dans la même proportion, tandis que les exportations ont été quasiment stoppées (500 000 tonnes contre 7,4 millions de tonnes). La grève a « coûté » 122 000 F de perte de salaire à chacun des grévistes. Cette perte d'exploitation du National Coal Board est entièrement couverte par des subventions publiques, dont le montant (29,4 milliards de francs, soit 2,41 milliards de livres) a doublé par rapport à l'exercice précédent.

Le groupe Ferruzzi augmente le capital de son holding financier

Le groupe italien Ferruzzi (Indesec oérialier, sucre, huiles et ciments), qui contrôle à 55 % le holding financier Agricola Finanziaria, va procéder à une importante augmentation de capital (de 85 millions de francs à quelque 3 milliards de francs), qui permettra alors à l'Agricola de réaliser d'importantes investissements dans l'industrie alimentaire. Cette opération sera réalisée par des apports d'actifs du groupe Ferruzzi (notamment la filiale Industria Olii et Risi qui contrôle 70 % du marché italien du soja) et par une émission d'actions dans le public, devant rapporter quelque 1,5 milliard de francs d'argent frais. La famille Ferruzzi, qui s'était tenue à l'écart jusqu'ici du marché financier, conservera 51 % de l'Agricola. Celle-ci contrôle notamment à 54 % le groupe sucrier Eridiana, qui possède lui-même 39 % de la société française

Bechini-Say. Il y a peu, Ferruzzi avait pris 4 % de Montedison, participation qui devrait être cédée à l'Agricola. Avec Montedison, et Bechini-Say, en association avec des intérêts américains, Ferruzzi monte une unité de production d'éthanol agricole à La Nouvelle-Orléans.

Texas Instruments touché par la crise des « puces »

Texas Instruments, le premier fabricant mondial de composants électroniques, va licencier à nouveau mille huit cents employés. Déjà trois mille personnes ont dû, ces derniers mois, quitter la société américaine touchée par le marasme du marché de l'informatique et ces circuits intégrés qui dure depuis bientôt un an. Texas Instruments a enregistré une perte de 3,9 milliards de dollars au deuxième trimestre, avec des ventes en baisse de 16 % par rapport à la même période de l'an dernier.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	
\$E-U.....	8,6325	8,6375	+ 110	+ 125	+ 225	+ 255	+ 589	+ 680
\$Can.....	6,3873	6,4085	+ 25	+ 45	+ 33	+ 49	+ 88	+ 185
Yen (100)...	3,6309	3,6345	+ 100	+ 111	+ 201	+ 218	+ 436	+ 487
D.M.....	3,8448	3,8476	+ 123	+ 134	+ 244	+ 262	+ 738	+ 786
£ (100).....	2,7878	2,7902	+ 76	+ 84	+ 156	+ 172	+ 306	+ 330
F.R. (100)...	15,0918	15,1020	+ 67	+ 113	+ 116	+ 228	+ 142	+ 421
F.S.....	3,7370	3,7400	+ 150	+ 166	+ 296	+ 319	+ 914	+ 984
L. (1 000)...	4,5386	4,5461	- 85	- 42	- 282	- 140	- 785	- 668
£ (1 000)...	12,2797	12,2955	- 232	- 194	- 398	- 330	- 739	- 555

TAUX DES EUROMONNAIES

	7 5/8	7 7/8	7 15/16	8 1/16	8 1/16	8 3/16	8 5/16	8 9/16
\$E-U	1 1/2	4 3/4	4 3/4	7 7/8	4 3/4	4 7/8	4 15/16	5 1/16
Paris	6 1/8	6 3/8	6 1/16	6 3/16	6	6 1/8	5 15/16	6 1/16
F.R. (100)	8	8 1/2	8 15/16	9 3/16	9 3/16	9 7/16	9 9/16	9 13/16
F.S.	41	44	4 9/16	4 11/16	4 11/16	4 13/16	4 13/16	4 15/16
L. (1 000)	12	3	10	11	11	12 1/4	12 7/8	13 1/2
F. Franc	12	12 1/4	11 1/16	11 13/16	11 1/2	11 5/8	11 1/16	11 3/16
F. Franc	9 1/2	10 1/4	10 1/2	11 1/2	11 1/2	12 1/4	11 1/4	12 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT des actions

BANQUE HYPOTHECAIRE EUROPEENNE

par:

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

MIDLAND BANK S.A.

LES ASSURANCES DU GROUPE DE PARIS

Offre valable jusqu'au 12 Août 1985 inclus

Au prix unitaire de 367,50 francs

MARCHÉ AU COMPTANT DE LA BOURSE DE PARIS

Une note d'information qui a reçu le visa COB n° 85-224 en date du 11 juillet 1985 est tenue gratuitement à la disposition du Public.



Les Soirs de L'Europeenne de Banque
21, rue Laffitte, Paris (9^e)

Nom de la Sicav et orientation des placements	Actif net au 30-6-1985 (en millions de Francs)	Prix de rachat au 30-6-1985 (en Francs)	Derniers dividendes mis en paiement (en Francs)		
			Net	Crédit d'impôt	Global
LAFFITTE-EXPANSION Valeurs diversifiées	688,40	641,90	28,51	2,16	28,97
LAFFITTE-RENDEMENT Valeurs de rendement	230,31	182,39	14,63	0,76	15,39
LAFFITTE-TOKYO Valeurs japonaises	1 629,73	883,65	40,03	2,37	42,40
LAFFITTE-FRANCE Actions françaises	378,01	227,33	10,89	1,45	12,14
LAFFITTE-OBLIGATIONS Obligations françaises	137,88	136,91	14,37	1,08	15,45
LAFFITTE COURT TERME Obligations à court et moyen terme	1 118,55	115 520,88	11 167,53	601,47	11 788,00
LAFFITTE-PLACEMENTS Obligations à court terme ou à taux variable	310,08	115 552,51	2 796,89	-	2 796,89
LAFFITTE-JAPON Valeurs françaises et japonaises	153,11	215,45	-	-	-

Une gamme de SICAV adaptées à vos besoins pour faire progresser votre patrimoine

1-250/الاحول

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 29 juillet

Marché mouscade

Les valeurs françaises ont pratiquement reperdu lundi 29 juillet ce qu'elles avaient gagné vendredi 26 juillet, après leur recul sensible du jour précédent (-1,2 %). L'indice industriel a repris de 0,2 % environ. Toutefois, le marché est mouscade. Beaucoup d'opérateurs étant absents, le volume des transactions est devenu assez faible, ce qui provoque parfois des écarts de cours importants et souvent inexpliqués.

Ainsi, le titre de l'avance de 12 % sur Radiotechnique, valeur résistante à la hausse pendant quelques instants. En fait, un désenvenement de l'été et la réduction des disponibilités s'ajoute un facteur peu favorable aux sociétés exportatrices vers les États-Unis, à savoir la reprise de la baisse du dollar, qui est revenu, d'un coup de 8,75 F à 8,62 F. Les « belles américaines » s'en trouvent affectées ; quant aux autres, elles éveillent peu d'intérêt, du moins pour l'instant.

Un chapitre des avances (il y en a), c'est, outre Radiotechnique, l'ensemble des compartiments des pétroles, qui se redresse un peu après la réunion de l'OPEP, terminée sans décisions dramatiques : Pétroles BP (+ 6 %), ESSO (+ 3 %), ELF-Aquitaine (+ 1,6 %). Total. Au chapitre des reculs, CEDIS (en baisse de 7 %), suivi par Pétroplus (- 3,5 %), Bouygues (- 3 %), Saur (- 2 %), et l'Oréal (- 2 %).

Aux valeurs étrangères, les américaines ont fléchi en même temps que le dollar-titre (8,84 F - 8,85 F contre 8,90 F - 8,94 F). En revanche, les mines d'or, qui s'étaient stabilisées à la veille du week-end après leur chute de la semaine dernière, ont repris un peu de terrain, favorisées il est vrai par la hausse du cours de l'once d'or à Londres, à 324,47 dollars contre 318,19 dollars. Cette hausse est due, dit-on, au repli de la monnaie américaine. Par sympathie, le lingot d'or a regagné 200 F à 89 900 F et le napoléon 3 F à 89 350 F.

NEW-YORK 29 juillet

Forte baisse

Une très forte baisse s'est produite lundi à Wall Street, qui a principalement affecté les valeurs de haute technologie mais surtout les valeurs pétrolières en raison de la décision du président Reagan de rejeter le projet de taxation sur les importations de pétrole. A la clôture, l'indice des industriels s'est effondré à 1 343,85, soit à 13,22 points en dessous de son niveau précédent. C'est le plus important recul enregistré depuis un mois et demi. Le bilan de la journée a été négatif des deux côtés : la cote. Sur 2 016 valeurs traitées, 1 306 se sont relevées, 341 seulement ont baissé et 369 n'ont pas varié.

C'est surtout la crainte inspirée par une possible remontée des taux d'intérêt avec la très importante opération de refinancement lancée par le Trésor américain qui a favorisé le reflux des cours sur le marché.

Mais les analystes s'étaient pas d'accord, en général, avec cette explication, assurant que cette baisse était la prolongation de la consolidation technique commencée la semaine précédente, qui, globalement, pourrait faire retomber le « Dow » aux alentours de la cote 1 330.

Selon eux, le raffermissement des taux d'intérêt n'est qu'un prétexte pour ajuster les positions et prendre les bénéfices au passage. La faiblesse relative des courants d'affaires semble leur donner raison. Au total, 95,96 millions de titres ont changé de mains contre 107 millions vendredi.

VALEURS	Cours du 28/7	Cours du 29/7
Alcatel	41 1/8	41 1/8
A.T.T.	41 1/8	41 1/8
Bouygues	41 1/8	41 1/8
CEG	41 1/8	41 1/8
Elf-Aquitaine	41 1/8	41 1/8
Elf-Paris	41 1/8	41 1/8
Elf-Total	41 1/8	41 1/8
Elf-Industrie	41 1/8	41 1/8
Elf-Transport	41 1/8	41 1/8
Elf-Service	41 1/8	41 1/8
Elf-Logistique	41 1/8	41 1/8
Elf-Immobilier	41 1/8	41 1/8
Elf-Environnement	41 1/8	41 1/8
Elf-Énergie	41 1/8	41 1/8
Elf-Équipement	41 1/8	41 1/8
Elf-Construction	41 1/8	41 1/8
Elf-Commerce	41 1/8	41 1/8
Elf-Service Client	41 1/8	41 1/8
Elf-Formation	41 1/8	41 1/8
Elf-Communication	41 1/8	41 1/8
Elf-Transport	41 1/8	41 1/8
Elf-Service	41 1/8	41 1/8
Elf-Logistique	41 1/8	41 1/8
Elf-Immobilier	41 1/8	41 1/8
Elf-Environnement	41 1/8	41 1/8
Elf-Énergie	41 1/8	41 1/8
Elf-Équipement	41 1/8	41 1/8
Elf-Construction	41 1/8	41 1/8
Elf-Commerce	41 1/8	41 1/8
Elf-Service Client	41 1/8	41 1/8
Elf-Formation	41 1/8	41 1/8
Elf-Communication	41 1/8	41 1/8

VALEURS	Cours du 28/7	Cours du 29/7
Alcatel	41 1/8	41 1/8
A.T.T.	41 1/8	41 1/8
Bouygues	41 1/8	41 1/8
CEG	41 1/8	41 1/8
Elf-Aquitaine	41 1/8	41 1/8
Elf-Paris	41 1/8	41 1/8
Elf-Total	41 1/8	41 1/8
Elf-Industrie	41 1/8	41 1/8
Elf-Transport	41 1/8	41 1/8
Elf-Service	41 1/8	41 1/8
Elf-Logistique	41 1/8	41 1/8
Elf-Immobilier	41 1/8	41 1/8
Elf-Environnement	41 1/8	41 1/8
Elf-Énergie	41 1/8	41 1/8
Elf-Équipement	41 1/8	41 1/8
Elf-Construction	41 1/8	41 1/8
Elf-Commerce	41 1/8	41 1/8
Elf-Service Client	41 1/8	41 1/8
Elf-Formation	41 1/8	41 1/8
Elf-Communication	41 1/8	41 1/8

AUTOUR DE LA CORBEILLE

MONSANTO : BÉNÉFICES EN BAISSE DE 14,5 %. — Le chimiste américain enregistre une baisse de 14,5 % de son bénéfice net pour le deuxième trimestre (124 millions de dollars contre 145 millions en 1984 à parité de change) pour un chiffre d'affaires de 1,69 milliard de dollars (- 9,44 %).

Pour le président du groupe, ce tassement des profits est le résultat de la conjoncture difficile dans l'industrie chimique américaine. Pour les six premiers mois, le bénéfice net atteint 211 millions de dollars (- 34 %).

AMERICAN HOECHST LACHE LES PLASTIQUES DE GRANDE CONSOMMATION. — La société American Hoechst

Corp., filiale du groupe allemand Hoechst, a signé une lettre d'intention prévoyant de céder ses activités dans le polystyrène et le styrène à la compagnie américaine Hosi-Mann Chemical Corp. de Salt-Lake City (Utah).

Le prix de la cession reste confidentiel. Cette vente interviendra fin septembre. Elle concerne trois usines aux États-Unis, réalisant 300 millions de dollars de chiffre d'affaires. L'opération s'inscrit dans le cadre de la stratégie d'American Hoechst visant à se séparer de ses activités défectueuses pour se consacrer à la production de plastiques spécialisés à haute valeur ajoutée.

INDICES QUOTIDIENS

(base 100, 1000, 2000, 3000, 4000, 5000, 6000, 7000, 8000, 9000, 10000, 11000, 12000, 13000, 14000, 15000, 16000, 17000, 18000, 19000, 20000, 21000, 22000, 23000, 24000, 25000, 26000, 27000, 28000, 29000, 30000, 31000, 32000, 33000, 34000, 35000, 36000, 37000, 38000, 39000, 40000, 41000, 42000, 43000, 44000, 45000, 46000, 47000, 48000, 49000, 50000, 51000, 52000, 53000, 54000, 55000, 56000, 57000, 58000, 59000, 60000, 61000, 62000, 63000, 64000, 65000, 66000, 67000, 68000, 69000, 70000, 71000, 72000, 73000, 74000, 75000, 76000, 77000, 78000, 79000, 80000, 81000, 82000, 83000, 84000, 85000, 86000, 87000, 88000, 89000, 90000, 91000, 92000, 93000, 94000, 95000, 96000, 97000, 98000, 99000, 100000, 101000, 102000, 103000, 104000, 105000, 106000, 107000, 108000, 109000, 110000, 111000, 112000, 113000, 114000, 115000, 116000, 117000, 118000, 119000, 120000, 121000, 122000, 123000, 124000, 125000, 126000, 127000, 128000, 129000, 130000, 131000, 132000, 133000, 134000, 135000, 136000, 137000, 138000, 139000, 140000, 141000, 142000, 143000, 144000, 145000, 146000, 147000, 148000, 149000, 150000, 151000, 152000, 153000, 154000, 155000, 156000, 157000, 158000, 159000, 160000, 161000, 162000, 163000, 164000, 165000, 166000, 167000, 168000, 169000, 170000, 171000, 172000, 173000, 174000, 175000, 176000, 177000, 178000, 179000, 180000, 181000, 182000, 183000, 184000, 185000, 186000, 187000, 188000, 189000, 190000, 191000, 192000, 193000, 194000, 195000, 196000, 197000, 198000, 199000, 200000, 201000, 202000, 203000, 204000, 205000, 206000, 207000, 208000, 209000, 210000, 211000, 212000, 213000, 214000, 215000, 216000, 217000, 218000, 219000, 220000, 221000, 222000, 223000, 224000, 225000, 226000, 227000, 228000, 229000, 230000, 231000, 232000, 233000, 234000, 235000, 236000, 237000, 238000, 239000, 240000, 241000, 242000, 243000, 244000, 245000, 246000, 247000, 248000, 249000, 250000, 251000, 252000, 253000, 254000, 255000, 256000, 257000, 258000, 259000, 260000, 261000, 262000, 263000, 264000, 265000, 266000, 267000, 268000, 269000, 270000, 271000, 272000, 273000, 274000, 275000, 276000, 277000, 278000, 279000, 280000, 281000, 282000, 283000, 284000, 285000, 286000, 287000, 288000, 289000, 290000, 291000, 292000, 293000, 294000, 295000, 296000, 297000, 298000, 299000, 300000, 301000, 302000, 303000, 304000, 305000, 306000, 307000, 308000, 309000, 310000, 311000, 312000, 313000, 314000, 315000, 316000, 317000, 318000, 319000, 320000, 321000, 322000, 323000, 324000, 325000, 326000, 327000, 328000, 329000, 330000, 331000, 332000, 333000, 334000, 335000, 336000, 337000, 338000, 339000, 340000, 341000, 342000, 343000, 344000, 345000, 346000, 347000, 348000, 349000, 350000, 351000, 352000, 353000, 354000, 355000, 356000, 357000, 358000, 359000, 360000, 361000, 362000, 363000, 364000, 365000, 366000, 367000, 368000, 369000, 370000, 371000, 372000, 373000, 374000, 375000, 376000, 377000, 378000, 379000, 380000, 381000, 382000, 383000, 384000, 385000, 386000, 387000, 388000, 389000, 390000, 391000, 392000, 393000, 394000, 395000, 396000, 397000, 398000, 399000, 400000, 401000, 402000, 403000, 404000, 405000, 406000, 407000, 408000, 409000, 410000, 411000, 412000, 413000, 414000, 415000, 416000, 417000, 418000, 419000, 420000, 421000, 422000, 423000, 424000, 425000, 426000, 427000, 428000, 429000, 430000, 431000, 432000, 433000, 434000, 435000, 436000, 437000, 438000, 439000, 440000, 441000, 442000, 443000, 444000, 445000, 446000, 447000, 448000, 449000, 450000, 451000, 452000, 453000, 454000, 455000, 456000, 457000, 458000, 459000, 460000, 461000, 462000, 463000, 464000, 465000, 466000, 467000, 468000, 469000, 470000, 471000, 472000, 473000, 474000, 475000, 476000, 477000, 478000, 479000, 480000, 481000, 482000, 483000, 484000, 485000, 486000, 487000, 488000, 489000, 490000, 491000, 492000, 493000, 494000, 495000, 496000, 497000, 498000, 499000, 500000, 501000, 502000, 503000, 504000, 505000, 506000, 507000, 508000, 509000, 510000, 511000, 512000, 513000, 514000, 515000, 516000, 517000, 518000, 519000, 520000, 521000, 522000, 523000, 524000, 525000, 526000, 527000, 528000, 529000, 530000, 531000, 532000, 533000, 534000, 535000, 536000, 537000, 538000, 539000, 540000, 541000, 542000, 543000, 544000, 545000, 546000, 547000, 548000, 549000, 550000, 551000, 552000, 553000, 554000, 555000, 556000, 557000, 558000, 559000, 560000, 561000, 562000, 563000, 564000, 565000, 566000, 567000, 568000, 569000, 570000, 571000, 572000, 573000, 574000, 575000, 576000, 577000, 578000, 579000, 580000, 581000, 582000, 583000, 584000, 585000, 586000, 587000, 588000, 589000, 590000, 591000, 592000, 593000, 594000, 595000, 596000, 597000, 598000, 599000, 600000, 601000, 602000, 603000, 604000, 605000, 606000, 607000, 608000, 609000, 610000, 611000, 612000, 613000, 614000, 615000, 616000, 617000, 618000, 619000, 620000, 621000, 622000, 623000, 624000, 625000, 626000, 627000, 628000, 629000, 630000, 631000, 632000, 633000, 634000, 635000, 636000, 637000, 638000, 639000, 640000, 641000, 642000, 643000, 644000, 645000, 646000, 647000, 648000, 649000, 650000, 651000, 652000, 653000, 654000, 655000, 656000, 657000, 658000, 659000, 660000, 661000, 662000, 663000, 664000, 665000, 666000, 667000, 668000, 669000, 670000, 671000, 672000, 673000, 674000, 675000, 676000, 677000, 678000, 679000, 680000, 681000, 682000, 683000, 684000, 685000, 686000, 687000, 688000, 689000, 690000, 691000, 692000, 693000, 694000, 695000, 696000, 697000, 698000, 699000, 700000, 701000, 702000, 703000, 704000, 705000, 706000, 707000, 708000, 709000, 710000, 711000, 712000, 713000, 714000, 715000, 716000, 717000, 718000, 719000, 720000, 721000, 722000, 723000, 724000, 725000, 726000, 727000, 728000, 729000, 730000, 731000, 732000, 733000, 734000, 735000, 736000, 737000, 738000, 739000, 740000, 741000, 742000, 743000, 744000, 745000, 746000, 747000, 748000, 749000, 750000, 751000, 752000, 753000, 754000, 755000, 756000, 757000, 758000, 759000, 760000, 761000, 762000, 763000, 764000, 765000, 766000, 767000, 768000, 769000, 770000, 771000, 772000, 773000, 774000, 775000, 776000, 777000, 778000, 779000, 780000, 781000, 782000, 783000, 784000, 785000, 786000, 787000, 788000, 789000, 790000, 791000, 792000, 793000, 794000, 795000, 796000, 797000, 798000, 799000, 800000, 801000, 802000, 803000, 804000, 805000, 806000, 807000, 808000, 809000, 810000, 811000, 812000, 813000, 814000, 815000, 816000, 817000, 818000, 819000, 820000, 821000, 822000, 823000, 824000, 825000, 826000, 827000, 828000, 829000, 830000, 831000, 832000, 833000, 834000, 835000, 836000, 837000, 838000, 839000, 840000, 841000, 842000, 843000, 844000, 845000, 846000, 847000, 848000, 849000, 850000, 851000, 852000, 853000, 854000, 855000, 856000, 857000, 858000, 859000, 860000, 861000, 862000, 863000, 864000, 865000, 866000, 867000, 868000, 869000, 870000, 871000, 872000, 873000, 874000, 875000, 876000, 877000, 878000, 879000, 880000, 881000, 882000, 883000, 884000, 885000, 886000, 887000, 888000, 889000, 890000, 891000, 892000, 893000, 894000, 895000, 896000, 897000, 898000, 899000, 900000, 901000, 902000, 903000, 904000, 905000, 906000, 907000, 908000, 909000, 910000, 911000, 912000, 913000, 914000, 915000, 916000, 917000, 918000, 919000, 920000, 921000, 922000, 923000, 924000, 925000, 926000, 927000, 928000, 929000, 930000, 931000, 932000, 933000, 934000, 935000, 936000, 937000, 938000, 939000, 940000, 941000, 942000, 943000, 944000, 945000, 946000, 947000, 948000, 949000, 950000, 951000, 952000, 953000, 954000, 955000, 956000, 957000, 958000, 959000, 960000, 961000, 962000, 963000, 964000, 965000, 966000, 967000, 968000, 969000, 970000, 971000, 972000, 973000, 974000, 975000, 976000, 977000, 978000, 979000, 980000, 981000, 982000, 983000, 984000, 985000, 986000, 987000, 988000, 989000, 990000, 991000, 992000, 993000, 994000, 995000, 996000, 997000, 998000, 999000, 1000000, 1001000, 1002000, 1003000, 1004000, 1005000, 1006000, 1007000, 1008000, 1009000, 1010000, 1011000, 1012000, 1013000, 1014000, 1015000, 1016000, 1017000, 1018000, 1019000, 1020000, 1021000, 1022000, 1023000, 1024000, 1025000, 1026000, 1027000, 1028000, 1029000, 1030000, 1031000, 1032000, 1033000, 1034000, 1035000, 1036000, 1037000, 1038000, 1039000, 1040000, 1041000, 1042000, 1043000, 1044000, 1045000, 1046000, 1047000, 1048000, 1049000, 1050000, 1051000, 1052000, 1053000, 1054000, 1055000, 1056000, 1057000, 1058000, 1059000, 1060000, 1061000, 1062000, 1063000, 1064000, 1065000, 1066000, 1067000, 1068000, 1069000, 1070000, 1071000, 1072000, 1073000, 1074000, 1075000, 1076000, 1077000, 1078000, 1079000, 1080000, 1081000, 1082000, 1083000, 1084

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. MONNAIE ET CRÉDIT : « Pourquoi l'épargne boude l'entreprise », par Jean Metouk ; « Ne pas interdire la reprise », par Tony Gréboine.
11. Les Journalistes français, de Bernard Vovonne.

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE : La dixième anniversaire de l'Acte final d'Helsinki.
4. EUROPE
4. PROCHE-ORIENT
4. ASIE
5. AFRIQUE : OUGANDA : le nouveau régime attend rétablir une démocratie authentique.
6. AMÉRIQUES : PÉROU : les attaques de M. Garcia contre le FMI.

POLITIQUE

7. Les difficultés du pouvoir outre-mer.

SOCIÉTÉ

8. La mort d'un « perrain » à Marseille.
- SPORTS : le sort de l'équipe Renault, ou la course aux millions.

LE MONDE MÉDECINE

9. Les Français et la procréation artificielle : entre la loi et la fiction ; les points de vue de Minou Azouli et d'Alfred Spira.
10. La phobie des vipères.

CULTURE

12. FESTIVALS : la Nuit de Madame de Sévigné et Groux à Avignon ; « Europe Cantata » à Strasbourg.
13. « La culture arabe aujourd'hui » (II), par Tahar Ben Jelloun.
14. CINÉMA : reprise de 2001, Odyssée de l'espace, de Stanley Kubrick.

ÉCONOMIE

17. La crise de la sidérurgie dans le Nord-Pas-de-Calais.
18. AFFAIRES : les crédits distribués par les banques en 1984.

RADIO-TÉLÉVISION (16)

- INFORMATIONS « SERVICES » (11) : Jeu ; Météorologie ; Mots croisés.
- Amorces classées (15-16) : Carnet (11) ; Programmes des spectacles (14) ; Marchés financiers (19).

● Une réserve naturelle dans la Brenne. — Dans la réserve naturelle de Chêrenne, en plein cœur de la Brenne, l'une des plus précieuses zones humides de France, il sera désormais interdit de pêcher, de chasser et de cueillir des plantes. Un décret du 22 juillet crée une réserve de 145 hectares sur la commune de Saint-Michel-en-Brenne, dans l'Indre. Ce territoire sera d'usage, de l'Indre et de l'Indre, appartient au conseil général et il est particulièrement riche en plantes aquatiques, poissons et oiseaux d'eau. La réserve sera ouverte au public, dotée d'un centre d'information et équipée d'abris permettant d'observer la faune sauvage.

Sur CFM
de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Saint-Nazaire-La Baule (94,8)

MARDI 30 JUILLET
« le Monde »
reçoit
ALEXANDRE MOUMBARIS
représentant du Congrès
national africain à Paris
avec
PHILIPPE BOUCHER

MERCREDI 31 JUILLET
MICHEL CRÉPEAU
ministre du commerce
de l'artisanat et du tourisme

De nouvelles mesures en faveur de l'ouverture du marché sont publiées officiellement

Et si cette fois-ci était la bonne ? Et si les dernières mesures d'ouverture du marché nippon, publiées le mardi 30 juillet, allaient réellement conduire à un rééquilibrage des échanges commerciaux avec ses partenaires ?

Le programme triennal destiné à libéraliser l'accès au marché japonais était d'autant plus attendu dans les capitales occidentales qu'il constitue la première indication de la réalité des promesses répétées de M. Nakasone en Europe. Mais il est ardu de démêler les éléments originaux du flot de mesures annoncées à Tokyo.

Parmi les nouveautés, on note surtout l'ouverture aux résidents, à dater de 1986, du marché des obligations libellées en euro-yens. — Les non-résidents y avaient déjà accès depuis juin. D'autres mesures de libéralisation des marchés financiers ont été également prises, notamment le droit pour les banques de fixer les taux d'intérêt qu'elles versent aux titulaires d'un dépôt à terme supérieur au milliard de yens (37 millions de francs) et l'aménagement du marché des bons du Trésor à court terme. Enfin, le gouvernement a promis d'étudier avant septembre la possibilité d'accès à la bourse de Tokyo aux établissements étrangers.

Autre mesure concrète, le Japon offre désormais, par l'intermédiaire de l'Exim Bank, des facilités de financement des importations pour certains produits manufacturés, à l'intention de toute firme résidant au Japon — éventuellement étrangère. Le taux de crédit est variable selon que le financement se fait en yens (7,1 %) ou en devises (taux de base des bons du Trésor américain, à court terme augmenté de 0,125 point).

Le programme prévoit également de favoriser l'investissement étranger au Japon dans les secteurs de haute technologie et au cas où cette technique aura été développée par la firme étrangère elle-même. Celle-ci bénéficiera alors de 0,4 point de remise du taux de financement de l'investissement (aujourd'hui de 7,5 %).

Le reste du programme reprend dans le détail les mesures annoncées précédemment, en juin et en juillet : les droits de douane ont été réduits ou éliminés sur mille huit cents produits d'origine étrangère. Les normes techniques et les procédures de certification imposées aux importations sont simplifiées. En particulier, le nombre d'autorisations annuelles pour certains cosmétiques devrait être réduit de moitié. Et le Japon accepte de reconnaître certains tests techniques pharmaceutiques réalisés à l'étranger. Enfin, la certification simplifiée, applicable uniquement aux véhicules automobiles importés en quantité réduite, passe de cinq cents véhicules à mille véhicules au maximum par type et par an.

Une économie profondément nationaliste

En matière de marchés publics, l'accès des entreprises étrangères est amélioré : le délai de réponse à un appel d'offre est porté à quarante jours au minimum, et la transparence de l'information devra être assurée — par des moyens permettant la lecture aux personnes intéressées.

Le programme comprend enfin des recommandations à soixante des plus importantes entreprises japonaises pour qu'elles accroissent leurs

importations, et créent un poste de contrôleur des contre-façons.

L'ensemble de ces mesures pourrait laisser malgré tout sceptiques les Occidentaux. La plupart des réformes ne comportent pas de détails d'application susceptibles de vaincre la résistance psychologique des Japonais à importer. Surtout elles ne prévoient pas de relancer la demande intérieure, traditionnellement faible dans le pays, ni de réformer un système fiscal qui encourage l'épargne au détriment de la consommation ou de l'investissement.

Il est vrai que la meilleure volonté de M. Nakasone se heurte aux pesanteurs d'une structure politique et économique profondément nationaliste, aggravée encore par certains éléments conjoncturels : l'importance du déficit budgétaire oblige notamment à la rigueur.

Enfin, les Japonais se défendent d'être seuls responsables des excédents commerciaux que le Japon entretient avec ses partenaires, excédents qui atteignent 45 milliards de dollars 1984, dont 36,8 milliards avec les seuls États-Unis. L'Europe, estiment-ils, n'est pas assez agressive à l'exportation, tandis que les États-Unis souffrent d'un dollar trop élevé pour concurrencer certains produits japonais. « Je dirais que le marché japonais est aussi ouvert que d'autres », conclut un haut responsable du commerce international japonais. « La porte est ouverte, mais nous devons essayer de l'ouvrir encore plus que les autres marchés », ajoute-t-il. Les Japonais espèrent que ce train de réformes — annoncé depuis avril — sera le dernier. Moins optimistes, les Occidentaux le comptabilisent seulement comme étant le septième depuis 1981.

DOMINIK BAROUCHE

MALGRÉ UN MAUVAIS DÉPART ET DES ENNUIS DE MOTEUR

La NASA reste optimiste sur la mission de Challenger

La navette américaine Challenger, avec à son bord sept astronautes et le laboratoire européen Spacelab, poursuivra, ce mardi matin 30 juillet, son périple autour de la Terre. « L'équipage va bien et nous sommes optimistes quant à l'accomplissement de tous les objectifs de la mission », déclarait M. Jesse Moore, directeur des vols habités de la NASA.

Pourtant, M. Moore et, avec lui, les techniciens du Centre spatial Kennedy en Floride ont vécu quelques heures mouvementées, le lundi 29 juillet, lors du dix-neuvième lancement du vaisseau spatial. Le décollage a été marqué par les incidents les plus graves qu'ait connus le programme de la navette depuis son démarrage, en avril 1981.

Quinze minutes avant le départ, prévu à 21 h 23 (heure française), le compte à rebours était interrompu. La navette allait-elle rester une deuxième fois clouée au sol comme ce fut le cas, le 12 juillet, lorsqu'un ordinateur déclara le mauvais fonctionnement d'une vanne d'admission d'hydrogène sur l'un de ses moteurs principaux ? Cette fois, c'est le gyroscope de l'un des propulseurs qui ne fonctionnait pas. Les manœuvres entreprises pour neutraliser ce gyroscope furent infructueuses. La NASA a préféré retarder le lancement plutôt que de voir l'équipement défilant imprimer une mauvaise orientation au vaisseau spatial.

C'est donc avec près de deux heures de retard, à 23 heures, (heure française) que Challenger quitta le sol de la Floride. Mais les ennuis n'étaient pas finis pour autant. Six minutes après son envol, alors que les deux écoulements propulseurs à poudre s'étaient déjà détachés d'elle, un de ses trois moteurs principaux tombait en panne. Selon les prévisions de la NASA, un ordinateur aurait décelé, trois minutes et quarante secondes après le lancement, de ce surchauffe dans une turbine de ce moteur et aurait coupé ce

dernier quelques minutes après, pour éviter tout risque d'explosion.

A l'annonce de ce nouveau problème, une certaine inquiétude régnait au centre de contrôle de Houston et les responsables du vol ont même envisagé un moment d'interrompre la mission et de faire atterrir Challenger sur l'une des pistes de secours situées à Saragossa, en Espagne.

Il est finalement décidé de laisser fonctionner les deux autres moteurs principaux de la navette un peu plus longtemps que prévu. Ce fut suffisant pour tenter de localiser le volier Oueda dont l'équipage — trois Français — est suspecté par les autorités néo-zélandaises après l'attentat, le 10 juillet, contre un bateau de l'organisation écologiste Greenpeace. On est sans nouvelles des trois navigateurs depuis une semaine.

Les recherches « en phase d'alerte » ne comportent pas, indique-t-on au PC de la marine nationale en Nouvelle-Calédonie, la mise en œuvre de moyens spécifiques, contrairement aux recherches « en phase de détresse confirmée ».

Toutefois, les navires en mer et les avions en vol sont prêts de se montrer vigilants. C'est ainsi qu'il a été demandé au Mystère-20 Guardian de l'aéronavale, qui revenait lundi de Tahiti, d'effectuer quelques observations avant de se poser. De même, une procédure identique a été appliquée au navire Dunkerque.

F. F.

En Nouvelle-Calédonie

UN AVION NÉO-ZÉLANDAIS VOLE L'ESPACE AÉRIEN FRANÇAIS

(De notre correspondant.)

Nouméa. — Des recherches « en phase d'alerte » ont été déclenchées, le lundi matin 28 juillet, par la marine nationale en Nouvelle-Calédonie pour tenter de localiser le volier Oueda dont l'équipage — trois Français — est suspecté par les autorités néo-zélandaises après l'attentat, le 10 juillet, contre un bateau de l'organisation écologiste Greenpeace. On est sans nouvelles des trois navigateurs depuis une semaine.

Les recherches « en phase d'alerte » ne comportent pas, indique-t-on au PC de la marine nationale en Nouvelle-Calédonie, la mise en œuvre de moyens spécifiques, contrairement aux recherches « en phase de détresse confirmée ».

Toutefois, les navires en mer et les avions en vol sont prêts de se montrer vigilants. C'est ainsi qu'il a été demandé au Mystère-20 Guardian de l'aéronavale, qui revenait lundi de Tahiti, d'effectuer quelques observations avant de se poser. De même, une procédure identique a été appliquée au navire Dunkerque.

F. F.

[A Wellington, on précise que les autorités françaises de Nouméa ont protesté mardi auprès de la Nouvelle-Calédonie. Le premier ministre et ministre des affaires étrangères néo-zélandais a rejeté la protestation française, soulignant qu'il n'y a pas eu d'interdiction d'un avion néo-zélandais dans l'espace aérien de Nouvelle-Calédonie. Ce vol a été effectué avec l'entière coopération des autorités françaises, a-t-il ajouté.]

TREKKING - EXPÉDITION SAHARA
de dunes en canyons avec les Fourgons du Hoggar, de l'Air ou les Maures de Mauritanie
NOMADE
les amis du Sahara
50, av. des Termes - 75017 Paris
329-06-80 (17-20 h)

ÉLECTIONS ANTICIPÉES ? RÉFÉRENDUM ?

M. Mitterrand maître du jeu

Vers le 20 août, le président de la République devrait être en possession d'un certain nombre d'éléments, notamment des résultats de sondages et d'enquêtes, qui lui permettraient de se faire une opinion plus précise de la situation politique du pays et, éventuellement, de ses propres possibilités d'initiative. C'est alors que la question de savoir si l'Assemblée nationale doit aller jusqu'à son terme de mars 1986 sans dissolution anticipée — posée actuellement par certains dirigeants de l'opposition — pourra recevoir une réponse.

La présidence de la République est en ce moment comme un punching-ball, un sac de son sur lequel on frappe sans qu'il riposte. Il s'agit naturellement de l'institution présidentielle elle-même ! C'est à qui dissentera le plus sur son rôle, sa fonction, ses compétences. La présidence de la République est-elle la clef de voûte, l'arc-boutant, la tuile fastidieuse, les fondations, ou le simple ornement des institutions ? Chacun dispose d'elle à sa guise. On lui accorde un rôle décisif ou on la confine dans une tâche de jardinier. On la laisse emprunter les avions du GLAM ou on la parque à Rambouillet. On lui reconnaît ses pouvoirs constitutionnels ou on lui retire sa puissance politique. On lui réserve un secteur et le lendemain on le lui enlève. Jamais l'institution présidentielle n'a été autant battue ni traitée en simple objet inerte.

Or, l'Elysée, c'est aussi — c'est surtout — une personne. Et pas n'importe laquelle. Jamais n'importe laquelle, en tout cas, depuis 1958. Que M. Mitterrand, depuis quelques semaines, ait successivement regardé passer la Tour de France, fait une promenade en mer au large de La Rochelle, une excursion — ou une incursion — en Suisse, baptisé un barrage aux confins de la Nèvre et respiré l'air des Landes ne signifie nullement qu'il s'entraîne pour autant à l'inauguration des chrysanthèmes.

Qu'un homme dont la production littéraire a été féconde, qui a tant médité sur l'histoire et sur les hommes, qui a tant pratiqué les lettres et la politique, qui a toujours eu du futur une certaine vision, ne s'exprime plus sur le destin ne signifie pas pour cela qu'il soit devenu stérile.

Si de Gaulle fut l'homme des tempêtes, M. Mitterrand n'est pas celui du calme plat. Ce n'est pas par des mots d'homme qu'il a navigué et s'est fait jusqu'au sommet de 1981 ; ni par temps possible qu'elle s'est poursuivie depuis. Les remous, les tourbillons, ont plutôt accompagné sa progression depuis son premier mandat en 1946, depuis son refus de 1958, depuis son passage à Epinay en 1971.

L'homme qui a été ministre dans trois gouvernements sous la IV^e République, qui a su redonner confiance à la gauche, qui a su gagner avec et par les communistes, gouverner avec eux,

poursuivre sans eux, changer de cap quand il le fallait, semble aujourd'hui s'ouvrir au centre ou à d'autres. On le voit, cet homme ne saurait être pris en défaut par des changements... d'ailleurs prévisibles.

Diversions

Les conseillers, qui ne sont pas les payeurs, ne manquent pas qui jugeraient préférable que par une opération de diversion — la dissolution de l'Assemblée — les socialistes n'aient plus le loisir d'étaler leurs querelles discordantes, les communistes le temps de développer leurs attaques, le gouvernement d'attendre les échéances, l'opposition de peaufiner sa relève. D'autres voudraient que, guéillon à sa manière, le chef de l'Etat dramatise — pourquoi pas un référendum sur le quinquennat ? — une situation qu'il risque de ne plus maîtriser. D'autres enfin, voyant en lui le président de tous les Français qu'il est devenu en cinq ans, le préféreraient apte à se soumettre de bonne grâce aux verdicts populaires à venir.

Cohabiter avec son opposition d'aujourd'hui, M. Mitterrand s'y est toujours dit prêt. Aux conditions posées par celle-ci ? Ça, il ne l'a jamais dit, et il a même plutôt suggéré le contraire. A quel moment ? Ça, il ne l'a jamais dit. Il peut certes se soumettre à un calendrier formel qui ignore les mouvements de la vie. Il n'y a rien de nullement contraire. C'est lui seul, en effet, qui est maître de son choix. L'opposition ne peut ni avancer ni reculer l'échéance que pour elle souhaite tant. Le président, en revanche, peut le précipiter. Il serait étonnant qu'il n'ait pas pensé que cet état pouvait lui redonner l'initiative, lui rendre la maîtrise du jeu. Mais, comme tout about, on ne l'annonce, qu'en l'abaissant. D'ici-là, il peut laisser les autres joueurs de la partie s'amuser ou se disputer à loisir entre eux.

ANDRÉ PASSERON.

EN DEMANDANT 5 % DE HAUSSE DES TARIFS

M. Quin veut mettre un terme à l'endettement croissant de la RATP

Bonne année 1984 pour la RATP : le bilan de l'exercice écoulé fait apparaître une progression de 2 % du trafic, soit deux mille deux cent trente-neuf millions de voyageurs (deux mille cent quatre-vingt-quatre millions en 1983). C'est le RER qui continue de réaliser les plus beaux scores avec un gain de 8,2 %, suivi par le métro avec 1,8 % et les bus de banlieue avec 0,7 %. En revanche les lignes de bus de Paris intra muros représentent de 0,2 %.

Dans les comptes de la RATP, ces résultats se traduisent par un bénéfice d'exploitation de 4,9 millions de francs, mais la situation financière n'évolue pas de façon satisfaisante. L'endettement de la Régie augmente au rythme d'un milliard de francs par an et a atteint, en 1984, 13 milliards de francs. De même, la part de l'usager dans le total des recettes a encore décliné de 37,9 % à 37,7 %.

C'est pourquoi, selon un projet qui lui est cher, M. Claude Quin, président de la RATP, vient de demander au gouvernement de l'autoriser à augmenter le prix du ticket de 2,5 points de plus que

l'évolution des prix à la consommation. M. Quin souhaite donc être autorisé à augmenter de 5 % la moyenne des tarifs de la Régie. Présentée depuis plusieurs années, cette proposition de revalorisation n'a jamais été retenue par le ministère de l'économie, des finances et du budget, soucieux de ne pas relancer l'inflation.

OUVERT EN AOÛT pour vous servir
DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie d'un grand maître tailleur
Pour vous permettre de juger la qualité de notre travail
COSTUMES MESURE 1 750 F
A partir de 3000 francs
PANTALONS à partir de 850 F
Licenceuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
Boutique Femme JUPES et TAILLEURS SUR MESURE
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
Prêt-à-porter Homme
LEGRAND Tailleur
21, rue de la République, Paris - Opéra
Téléphone : 742-70-51.
Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h.

● Le Nautille à 5 890 mètres de profondeur dans le Pacifique. — Le petit sous-marin français le Nautille a plongé à 5 890 mètres de profondeur en océan Pacifique dans le cadre de l'opération franco-japonaise « Kaiko », destinée à explorer les fossés qui longent l'archipel nippon. Au cours des plongées d'essai qui ont eu lieu dans le fossé de Porto-Rico au printemps dernier, le Nautille était descendu, vide, à 6 600 mètres, et, habité, à 6 000 mètres (sa profondeur nominale maximum). Le programme de « Kaiko » doit s'achever le 14 août.

Le numéro du « Monde » daté 30 juillet 1985 a été tiré à 431 193 exemplaires

A B C D F G H

AVANT FERMETURE ANNUELLE
DEMAIN DERNIER JOUR
POUR CHOISIR CHEZ
CAPELOU
LITRERIES CONVERTIBLES ÉLÉMENTS-BOIS
37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE PARIS-11^e - N^e PARMENTIER

TREKKING - EXPÉDITION SAHARA
de dunes en canyons avec les Fourgons du Hoggar, de l'Air ou les Maures de Mauritanie
NOMADE
les amis du Sahara
50, av. des Termes - 75017 Paris
329-06-80 (17-20 h)

مكتبة